

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

I

NOTES

SUR

L'ÉTAT CIVIL

II

MARIAGES

ENTRE BEAUX-FRÈRES ET BELLES-SŒURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 9 mars 1910, à 3 heures

PAR

Édouard LÉVY

Président : M. AMBROISE COLIN.

Suffragants : { MM. MASSIGLI, } *professeurs.*
MEYNIAL,

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

I

NOTES

SUR

L'ÉTAT CIVIL

II

MARIAGES

ENTRE BEAUX-FRÈRES ET BELLES-SŒURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 9 mars 1910, à 3 heures

PAR

Édouard LÉVY

Président : M. AMBROISE COLIN.

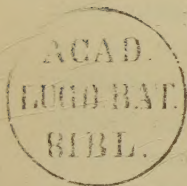
Suffragants : { MM. MASSIGLI, } professeurs.
MEYNIAL, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910



NOTES SUR L'ÉTAT CIVIL

A ceux qui seraient tentés de reprocher à cet ouvrage ses lacunes et son manque de cohésion, quelques mots d'explication sont dus quant aux circonstances dans lesquelles il a été composé.

Au cours du mois d'août 1909, j'eus l'occasion, voyageant dans les Hautes-Alpes, les Basses-Alpes et le Var, de causer avec les secrétaires de mairie des communes où j'avais à séjourner, et je leur demandai quelle avait été, dans leur pays, la répercussion des lois sur l'état civil votées en 1906 et en 1907 : loi du 30 novembre 1906 sur les actes de naissance, loi du 21 juin 1907 sur le mariage, loi du 2 juillet sur la protection et la tutelle des enfants naturels, loi du 13 juillet sur le second mariage de la femme divorcée, et loi du 7 novembre sur la légitimation des enfants adultérins. J'avais été frappé d'une parole prononcée par M. Aulard à son cours, à savoir qu'à la fin du ^{xviii}^e siècle les communications avec certaines régions éloignées de la France étaient si défectueuses que la nouvelle de la proclamation de la République et celle de la mort de Louis XVI devaient être encore ignorées dans certaines vallées reculées des Alpes au jour de la bataille de Marengo. Aujourd'hui, avec la centralisation administrative, la diffusion de la presse à bon marché, le service militaire égal pour tous, l'instruction primaire obligatoire et la grande poussée du

tourisme qui, depuis une huitaine d'années, répand les citadins dans tous les villages et sur toutes les routes, je croyais que toute innovation susceptible d'intéresser un individu devait, au bout de peu de temps, parvenir à sa connaissance ; que, notamment, un secrétaire de mairie devait être assez vite au courant des lois citées plus haut. Or je dus constater qu'il n'en est pas ainsi, non seulement dans les Alpes, mais même dans les régions les plus peuplées et jusque dans la banlieue des grandes villes. Dans une conversation que j'eus, il y a quelques mois, avec le secrétaire de mairie d'une commune de Seine-et-Oise, située très près de Paris, reliée à la capitale et par le chemin de fer et par le tramway, et comptant plus de 10.000 habitants, je m'aperçus qu'il ignorait encore la promulgation de la loi du 30 novembre 1906 ; il me demanda si « le projet sur la rédaction des actes de naissance des enfants naturels avait des chances d'être voté » ; depuis trois ans il continuait, comme par le passé, à délivrer à tout venant des actes reproduisant les mentions en marge de reconnaissance et de légitimation ! Car, notons-le en passant, le contrôle des parquets s'exerce uniquement sur les registres et non sur les expéditions d'actes.

Dans ces conditions, on devine ce que devaient être les registres dans les petites communes alpestres où la civilisation ne pénètre que lentement, celles où, l'hiver, bétail et gens couchent ensemble et où les bicyclettes effraient encore les mulets et les ânes.

Partout les secrétaires des mairies me permirent de jeter un coup d'œil sur leurs registres. Je pris des notes, et ce sont ces notes que je reproduis ici. Cette sorte de tournée juridique me convainquit que l'unification était

peut-être impossible et en tous cas très difficile à établir dans la tenue des registres de l'état civil. Chaque département a ses habitudes et son style, chaque parquet donne à ses maires des instructions contraires à celles qui sont données par le parquet voisin, chaque secrétaire de mairie a sa petite routine qui n'est pas toujours très raisonnable. Bref, il en résulte une diversité extraordinaire, qui rend assez malaisées les recherches et assez faciles les erreurs.

Je regrette de ne pouvoir donner les noms des communes où, grâce à la complaisance des autorités locales, j'ai puisé mes renseignements, mais, toutes les fois qu'un fait n'est parvenu à ma connaissance que par ouï-dire, je me ferai un scrupule de le signaler.

Au retour des vacances, j'ai poursuivi mon enquête dans quelques mairies de Paris et des environs, ainsi que dans les bureaux, archives et bibliothèques des administrations dont relève l'état civil. Il est dit, un peu partout, qu'en tant qu'officiers de l'état civil, les maires dépendent uniquement des autorités judiciaires et non des autorités administratives. Ce n'est qu'approximativement exact : le ministère de l'intérieur contient au moins autant de dossiers que le ministère de la justice en ce qui concerne l'état civil : les préfets et sous-préfets distribuent aux maires les registres annuels, et des circulaires leur enjoignent de vérifier, chaque fois que l'occasion leur en est donnée, leur bonne tenue. Je dois dire que cette double attribution d'une même fonction n'entraîne aucun résultat fâcheux : chaque fois que, par l'intermédiaire des préfets, le ministre de l'intérieur est saisi d'une question de droit civil, il la transmet à son collègue de la justice, et, inversement, lorsque le garde des sceaux a besoin de

renseignements sur la tenue matérielle des registres de l'état civil, il prie son collègue de l'intérieur de s'informer auprès des préfets. Il serait à souhaiter qu'une telle harmonie régnât entre tous nos services publics.

Je n'ai donc pas voulu écrire un traité méthodique et complet : c'eût été une tâche bien inutile, car il est, en droit civil, peu de matières sur lesquelles existe une littérature plus abondante que les actes de l'état civil. Les traités généraux dans leur première partie, les répertoires, aux mots « actes de l'état civil », « mariage », « légitimation », y consacrent de longs développements. En outre, tous les ans, ou peu s'en faut, paraît, à Paris ou en province, un livre portant un titre tel que *Code de l'officier de l'état civil*, *Guide des maires*, *Manuel formulaire des actes de l'état civil*, *Notions pratiques sur les actes de l'état civil*, etc... (1). La plupart de ces livres, dit M. Planiol, sont dépourvus de toute valeur scientifique. Cela est évident ; mais leurs auteurs seraient bien étonnés d'un tel reproche, car rien n'a été plus étranger à leurs intentions que de faire œuvre de science (2). J'espère qu'on voudra bien ne pas faire un tel grief au présent ouvrage ; il m'a été d'autant plus impossible de généraliser, que, par les observations nécessairement restreintes que j'ai pu faire, je suis convaincu de l'immensité de mon ignorance. Ce que j'ai vu dans un certain nombre de départements peut parfaitement ne pas exister dans la plupart des autres. Emettant une assertion qui sera exacte dans

(1) Cf. *Répertoire général alphabétique du droit français*, t. II, p. 2. V° *Actes de l'état civil*.

(2) Voir, comme type du genre, l'ouvrage de M. Charles Pelletier, avoué à Provins (1894), dont le seul mérite, qui n'est pas à dédaigner, est une parfaite clarté.

les limites de ce qu'il m'a été donné d'observer, je me verrai arguer d'inexactitude par des gens compétents qui m'objecteront un document infirmant mes déclarations. J'y souscris d'avance.

Quant aux erreurs générales, je n'ai pas la prétention d'y échapper. Nul n'est infallible, surtout en ce qui concerne les actes de l'état civil, et je puis en donner immédiatement une preuve péremptoire. S'il est une classe de personnes qu'on doive supposer particulièrement compétentes en cette matière, ce sont les membres du parquet, qui sont chargés de la surveillance des registres, et, parmi les procureurs de la République, on est fondé à supposer bien informés ceux qui ont écrit un ou plusieurs ouvrages sur ce sujet. Voici, par exemple, un livre nouvellement paru : « *Les actes de l'état civil et le mariage* » par Henri Bossu, procureur de la République à La Châtre (Paris, A. Pedone, 1910). Ce livre, qui a demandé à son auteur un travail long et consciencieux, expose, sous un format commode et avec les références nécessaires, toutes les difficultés qui peuvent surgir dans la rédaction des actes de naissance, mariage et décès ; il a pour but, tout particulièrement, de signaler « les importantes modifications survenues depuis quelques années dans la législation ». Cependant, qu'y lisons-nous ?

Page 284 : « Aux termes de l'article 228 du Code civil, la femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après dix mois révolus depuis la dissolution du mariage précédent.

« Il (l'art. 228) est aussi applicable en cas de divorce (C. civ., art. 296). »

Si l'on se reporte au nouvel article 296, tel qu'il résulte de la loi du 13 juillet 1907, on voit que le point de départ

des 300 jours n'est pas, en cas de divorce, la dissolution du mariage.

Page 135 : « L'acte de reconnaissance doit être enregistré. Il est perçu un droit de 2 francs, lorsque la reconnaissance a lieu dans un acte de mariage, et de 5 francs dans les autres cas (L. 28 avril 1816, art. 43 et 45). »

Ce qui était vrai il y a quelques années ne l'est plus depuis la loi de finances du 31 mars 1903, où il est dit, dans l'article 9, que : « Les reconnaissances d'enfants naturels, quelle qu'en soit la forme, sont exemptes du droit d'enregistrement. »

Page 202 : « A défaut du père, décédé ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le droit d'opposition passe à la mère ; à défaut de la mère, aux aïeuls et aïeules, qui en jouissent concurremment. » Il en était ainsi avant la loi du 21 juin 1907, et, si les mots « et à défaut de père et mère » ont disparu de l'article 173 du Code civil à la suite de la deuxième délibération de cette loi au Sénat, je suis convaincu que cette suppression a été involontaire et que personne ne la désirait. Toujours est-il, — et le dernier rapport de la Chambre des députés le signale d'une façon expresse, — que le droit d'opposition appartient maintenant à la mère et aux aïeuls concurremment. On peut trouver ce résultat fâcheux et, pour ma part, je ne puis en voir aucune explication plausible (1), mais on ne peut nier qu'il soit aujourd'hui le seul texte légal.

Page 140 : « Le mariage une fois célébré, les père et mère ne pourraient recourir, pour légitimer leur enfant naturel, à la célébration d'un second mariage, qu'en la

(1) Celle de M. le député Raoul Péret (Rapport n° 1004, annexe au procès-verbal de la séance du 31 mai 1907, p. 5) ne peut être considérée que comme une défense désespérée.

faisant précéder d'une reconnaissance régulière (Cass., 20 avril 1885, D. 86.1.23). »

L'arrêt de la Cour de cassation suppose admise la théorie diamétralement opposée. Peut-être, au lieu de « qu'en la faisant », faut-il lire « en la faisant ».

Lorsque l'on constate de telles erreurs chez un homme aussi qualifié pour connaître imperturbablement les textes qu'il commente, on est persuadé que personne n'est exempt d'en commettre de semblables. C'est pourquoi, comme M. Henri Bossu, je serais reconnaissant à tous ceux qui voudraient bien me signaler les inexactitudes qui auraient pu m'échapper.

Parmi les nombreux livres que j'ai pu consulter, j'en dois citer deux, qui malheureusement ont un peu vieilli. L'un, le *Traité des actes de l'état civil* de Mersier, fait encore autorité dans les mairies des grandes villes de France, bien que son supplément remonte déjà à 1898 ; l'autre est le *Recueil des instructions relatives à l'état civil*, publié en 1900 par les soins de la préfecture de la Seine. Un exemplaire de ce recueil a été distribué à chaque mairie de Paris et à chacune de celles de la banlieue-Seine. Les grandes villes de province en ont également demandé : il en a été de même des principaux greffes ; aujourd'hui l'édition est à peu près épuisée et l'on n'est pas disposé à en faire une nouvelle, la première ayant été fort onéreuse pour le département. Ce livre est le résultat des travaux d'une commission instituée par deux arrêtés du préfet de la Seine, après entente avec le procureur de la République ; il se compose de deux parties, suivies de deux tables, l'une alphabétique, l'autre chronologique. Toutes les circulaires importantes concernant l'état civil et émises au cours du XIX^e siècle par

les gardes des sceaux, les ministres de l'Intérieur, de la Guerre et de la Marine, les procureurs de la République, les préfets de la Seine, etc., y sont consignées. Une analyse méthodique de ces circulaires, qui les précède, constitue à elle seule un manuel succinct, qu'on pouvait considérer comme sûr à l'époque où il fut publié et susceptible d'indiquer aux maires embarrassés les meilleures décisions à prendre.

Les titres des chapitres qui suivent : « registres, mariages et publications de mariages, etc. », n'ont, je le répète, d'autre intérêt que de rapprocher des notes éparpillées se rapportant à un sujet commun, et non pas d'indiquer une étude approfondie de l'objet qui y est traité. Je souhaite que les officiers de l'état civil trouvent dans ces quelques notes critiques des renseignements qu'ils chercheraient en vain dans les traités spéciaux, qui souvent, hélas ! manquent d'originalité.

LES REGISTRES

Suivant les départements les registres diffèrent beaucoup d'aspect, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Dans un certain nombre d'entre eux, parmi lesquels on peut citer l'Ardèche, l'Aveyron (en partie), la Charente-Inférieure, les Côtes-du-Nord, la Creuse, le Doubs, l'Indre-et-Loire, le Var et la Vendée, la partie uniforme des actes est imprimée à l'avance, il n'y a plus qu'à remplir les blancs.

Dans leur *Manuel des actes de l'état civil*, MM. Joseph Crépon et Ernest Lehr disent (p. 39). « Pour faciliter la rédaction des actes et éviter, autant que possible, les omissions, aussi bien que les énonciations surabondantes, l'usage s'est établi, **dans presque toutes les communes**, d'avoir des registres contenant des formules imprimées, qu'il n'y a qu'à remplir. » Ce que ces auteurs présentent comme un usage général est au contraire très exceptionnel. Il y a même, comme nous allons le voir, d'excellentes raisons pour que sa généralisation ne soit pas à désirer.

En Belgique, l'usage des registres imprimés a été approuvé par une circulaire ministérielle du 5 août 1892 ; mais il avait été prohibé dans la Flandre orientale par une circulaire du gouverneur du 9 août 1876, ce qui, déjà, donnerait à penser qu'il n'est pas sans inconvénients et qu'il cause peut-être plus d'erreurs qu'il n'en évite.

Au premier abord il paraît très séduisant, parce qu'il

épargne au maire ou au secrétaire un temps plus ou moins précieux ; mais il n'est pas besoin de réfléchir longtemps pour en comprendre les défauts.

Si tous les noms étaient d'une longueur approximativement égale, les blancs seraient remplis par eux. Mais il n'en est pas ainsi : si le nom est très court, on est obligé de le faire suivre d'une ligne ondulée qui répond assez mal à l'exigence « Sans aucun blanc » de l'article 42 du Code civil. Si le nom est très long, on est obligé de serrer les lettres jusqu'à l'illisibilité. Certains individus n'ont qu'un prénom, d'autres en ont une longue théorie, les Espagnols n'en sont généralement pas avares : l'un d'entre eux, se mariant à Paris, énuméra au secrétaire de la mairie abasourdi ses trente-deux prénoms ! De tels exemples ne sont pas fréquents, mais, dans un grand nombre de cas, les prénoms vont par quatre, cinq ou six. Citons un brave homme de Digne, que des parents facétieux avaient prénommé Marie-Constant-Amand-Fidèle.

Pour que l'imprimé rendit de réels services, il faudrait que tous les actes de même nature fussent de même type. Or il n'en est rien. Pour prendre un exemple, l'acte de décès n'est pas rédigé de la même façon quand il s'agit d'un homme mort chez lui ou quand il s'agit d'un cheminéau trouvé mort sur la route sans qu'on puisse établir son identité.

Enfin, et c'est là le pire inconvénient, chaque registre contient des actes de natures différentes :

Le registre des publications contient la transcription des oppositions à mariage et de leur mainlevée ;

Les trois autres registres contiennent des transcriptions de jugements rectificatifs d'état ;

Le registre des actes de naissance contient des recon-

naissances, des transcriptions d'arrêts d'adoption, etc ; ..

En marge de la transcription d'un jugement de divorce, dans le Var, j'ai vu sur le registre des mariages : « 150 mots rayés nuls ». En effet, dans ce cas, l'employé de mairie est obligé de raturer soigneusement tous les mots imprimés et la transcription, opérée entre des ratures, offre le plus vilain aspect. Peut-on dire qu'alors l'imprimé évite une perte de temps ?

La question de savoir s'il est bon que les registres soient imprimés n'est pas nouvelle. Sous la Révolution les registres de l'état civil parisien étaient imprimés, mais on renonça bientôt à ce procédé : actuellement les registres des publications de mariage sont, à Paris, les seuls qui soient imprimés, parce que la formule en est toujours la même : on consigne dans la marge, s'il y a lieu, les oppositions et leurs mainlevées.

Le département de la Charente-Inférieure est le seul qui, sur tout son territoire, n'ait jamais cessé, au cours du xix^e siècle, de se servir de registres imprimés, aussi bien pour les mariages, naissances et décès que pour les publications.

Dès la Restauration, divers maires et préfets demandèrent au ministère de la justice l'autorisation d'avoir des registres imprimés. La question a été étudiée à maintes reprises à la direction des affaires civiles et, comme les avantages et les inconvénients de ce système étaient faciles à apercevoir, on se contentait d'une tolérance tacite, jusqu'au jour où, par une dépêche en date du 18 décembre 1871, le garde des sceaux Dufaure autorisa expressément le maire de Toulouse à employer des registres imprimés.

La grosse difficulté résultait de l'insertion des trans-

criptions de jugements au milieu des actes ordinaires. En mars 1906, le maire de Cherbourg sollicita l'autorisation de tenir un cinquième registre destiné à recevoir tous les actes autres que ceux dont les formules auraient été imprimées sur les quatre registres normaux. Il faisait valoir, en fait, qu'à la suite de naufrages, les employés de l'état civil étaient obligés de veiller des nuits entières pour transcrire les jugements déclaratifs de décès de nombreux marins sans arrêter le cours de la réception des actes relatifs au décès des habitants de la ville et, en droit, que l'article 40 du Code civil étant ainsi conçu : « Les actes de l'état civil seront inscrits, dans chaque commune, sur **un ou plusieurs** registres tenus doubles », le nombre des registres était illimité et pouvait aussi bien être de cinq que de quatre.

La réponse du ministère fut défavorable à la création d'un cinquième registre dit des transcriptions. Si les articles 60, 62, 92 et 251 du Code civil disent seulement que la transcription doit être faite sur « les registres de l'état civil », l'article 171 parle expressément d'une transcription qui doit être faite sur « les registres publics des mariages », — il est vrai qu'il s'agit alors d'un acte de mariage et non d'un jugement, — et les articles 60, 62, 92 et 251 ont été rédigés dans le même esprit que l'article 171. Ils prescrivent que chaque transcription doit être faite sur le registre où figurent normalement des actes analogues, c'est-à-dire un jugement déclaratif de décès avec les actes de décès, etc... L'usage actuel est non seulement conforme à la logique, mais commode pour les recherches. La création d'un cinquième registre manuscrit pour les transcriptions de jugements laisserait dans les autres registres imprimés

des actes qui ne seraient pas tous de même nature, par exemple des reconnaissances d'enfants naturels avec des actes de naissance. La seule conclusion qu'on puisse tirer de la demande du maire de Cherbourg est que, dans sa ville, étant données les conditions spéciales où il se trouvait, l'emploi de registres manuscrits s'imposait d'une manière absolue.

*
* *

Au reste, le ministère de la justice n'a jamais donné une approbation formelle à l'impression des registres de l'état civil. Quant au nombre des registres, il ne peut être supérieur à quatre, mais chacun d'eux peut être doublé ; c'est ainsi que, dans le XIV^e arrondissement de Paris, où les déclarations de naissances sont nombreuses en raison de la présence dans cet arrondissement de l'hôpital de la Maternité et de diverses maisons d'accouchement, on est obligé de recevoir ces déclarations sur deux registres tenus simultanément. Dans les mairies des XVIII^e et XX^e arrondissements, où, certains jours, les samedis surtout, les mariages sont nombreux, pour ne pas imposer aux noces une trop longue attente et pour donner aux employés le temps de préparer les actes, un registre contient les actes de mariage numérotés impairs, les autres les actes pairs ; dans la table annuelle on rétablit l'ordre normal des numéros, qui se trouve être l'ordre chronologique exact. En ce qui concerne les naissances, rien n'empêche une mairie de consigner sur un registre les naissances masculines et sur un autre les naissances féminines, et la même règle peut être suivie pour les décès.

*
* *

La question posée par le maire de Cherbourg en appelle une autre : quand doivent être faites les transcriptions ? Pour les jugements de divorce, l'article 252 du Code civil fixe la date : « le cinquième jour de la réquisition ».

Pour les mariages célébrés à l'étranger, la réquisition de transcription étant faite par les parties elles-mêmes d'après l'article 171, la transcription doit être faite sur-le-champ, si on l'exige. Mais quel est le délai pour la transcription des jugements rectificatifs d'état, des jugements ordonnant l'inscription d'une naissance ou d'un décès non déclarés dans le délai légal, etc. ? La loi est muette : le plus souvent cette transcription est assez rapide, parce que les intéressés ont besoin d'une expédition de l'acte.

Ce motif d'urgence n'existe pas dans le cas de l'article 80, pour la transcription, à la mairie du domicile, de l'acte de décès d'un individu mort à l'hôpital. Un employé de mairie m'a déclaré qu'il se croyait parfaitement en règle quand il avait fait cette transcription avant l'expiration de l'année où le décès lui avait été notifié. Une telle procrastination peut cependant aboutir à l'oubli de la transcription, et nous aurons plus loin à nous expliquer sur son utilité.

*
* *

Dans la plupart des départements, les actes sont entièrement manuscrits, mais ils diffèrent à d'autres points de vue.

Dans les Hautes-Alpes, la Savoie, la Haute-Saône, etc..., les feuilles timbrées de chaque registre sont suivies de feuilles imprimées, où le parquet résume les instructions les plus essentielles pour la rédaction des actes de naissance, de décès ou de mariage, accompagnées le plus souvent de formules générales, et le tout est réuni dans une couverture de carton rigide.

Dans les Basses-Alpes, le Lot, etc..., les instructions du parquet sont imprimées directement à l'intérieur de la couverture, laquelle est en carton souple.

Dans le Var, les instructions sont des plus sommaires, l'imprimé des actes les complétant ; à l'intérieur de la couverture figurent les articles du Code que le maire aura à appliquer. Dans le registre des mariages pour 1908, les articles reproduits étaient ceux qu'avait abrogés la loi du 21 juin 1907. Le parquet de Digne, lui, citait fidèlement les nouveaux articles dans ses instructions, mais ne les appliquait pas intégralement. Le modèle des actes de publication de mariage porte : « L'an mil neuf cent neuf et le... du mois de... *jour de dimanche...* », bien que les mots « un jour de dimanche » aient été supprimés de l'article 63 du Code civil. Cet exemple de discordance entre le texte et les instructions n'est pas le seul.

Dans la Drôme, les instructions relatives à l'état civil sont publiées à part, sous la forme d'une petite brochure, qu'on peut ouvrir à la page voulue, commodément, à côté du registre, ouvert, lui aussi, à la page voulue, ce qui est impossible lorsque la formule est imprimée à l'intérieur de la couverture ou cousue près d'elle. Mais l'inconvénient corrélatif est que la petite brochure peut se perdre.

La préfecture de la Drôme a beau inscrire sur la couverture :

A CONSERVER SOIGNEUSEMENT

on peut craindre que, dans certaines mairies encombrées de papiers, arrêtés, circulaires, etc... un livre de petite dimension ne s'égare dans des archives plus ou moins en ordre. Pour que ces instructions soient conservées comme elles doivent l'être, une couverture cartonnée, grossière si l'on veut, mais épaisse, est indispensable.

*
* *

A Paris, comme il est naturel, les registres de l'état civil sont beaucoup plus volumineux : ils ressemblent aux livres de comptabilité d'une importante maison de commerce, les pages sont vastes et les reliures lourdes. Les employés du greffe de l'état civil de la Seine, qui les transportent et les manipulent du matin au soir, doivent y acquérir une saine vigueur.

*
* *

Les feuilles des registres de l'état civil sont timbrées, et il résulte de là plusieurs inconvénients.

Chaque année les préfets font demander à tous les maires de combien de pages doit se composer chacun des registres de sa commune. Le cœur du maire est alors partagé entre deux désirs contradictoires : ne pas grever à l'excès et inutilement les finances municipales et avoir un registre suffisant pour recevoir toutes les déclarations de naissances ou de décès, ainsi que tous

les mariages de l'année prochaine. Un procédé concilierait tous les intérêts, consistant, à la fin de l'année, à faire payer aux communes un droit proportionnel au nombre de feuilles employées. Mais l'administration du Timbre, qui se place à son point de vue exclusif, n'a jamais voulu accepter cette combinaison. Elle y perdrait et le timbre des feuilles inemployées et l'avance de la perception au début de l'année. Aussi dans la Seine s'arrange-t-on pour demander plutôt moins de registres qu'il n'est indispensable, quitte, vers la fin de l'année, à demander un petit registre supplémentaire : encore, à Paris, ne peut-on éviter de trouver des pages blanches à la fin du dernier registre. Ce système des petits registres supplémentaires est défectueux, mais, quand on songe que, si les plus petites feuilles des registres de l'état civil coûtent 1 fr. 20, il en est qui valent 1 fr. 80, 2 fr. 40 et 3 fr. 60, on ne peut reprocher aux maires d'éviter le gaspillage.

Je citerai, dans le même ordre d'idées, un fait qui s'est passé dans une section de commune des Basses-Alpes. L'instituteur qui faisait fonction de secrétaire pour le compte du délégué spécial à l'état civil se trouva inopinément à la dernière page du registre des naissances ; la natalité avait été beaucoup plus forte cette année-là que les précédentes. Il écrivit à la fin du registre : « Faute de place, n'ont pu être reçus les actes de naissance de X., Y., Z... » Lors de la vérification annuelle, cette mention fut remarquée par le parquet, et l'on reconstitua les actes omis par voie de jugements rectificatifs.

Dans une pareille conjoncture, les maires réclament généralement des feuillets supplémentaires, qui sont, eux aussi, aux termes de l'article 41 du Code civil, cotés

et paraphés. Le registre en cours est alors dérelié, puis relié de nouveau avec les feuillets supplémentaires.

Il arrive même fréquemment que, comme les registres annuels sont très minces, — j'en ai vu un qui contenait pour toute une année quatre actes de naissance, — au bout d'une dizaine d'années on les dérelié encore et on relie ensemble les dix années consécutives. A vrai dire, en agissant de la sorte, on aura obéi aux prescriptions de l'article 52, qui interdit d'inscrire les actes sur une feuille volante, mais on risque, en revanche, dans ces changements de reliure, d'égarer une ou deux feuilles.

*
* *

Le timbre a encore un inconvénient, car il tient de la place, et beaucoup de place, en marge des actes. Cet inconvénient n'existe pas dans les villes importantes, où, par suite des grandes dimensions des registres, le timbre peut être placé à droite, au-dessus de la première ligne du texte des actes eux-mêmes. Mais dans les petites localités l'inconvénient est très sensible, surtout pour les actes de naissance :

En marge de ces actes on voit :

1^o Le nom, en grosses lettres, de l'enfant tel, qu'il résulte des déclarations faites lors de la naissance. C'est ce nom qui sera porté, sans modification possible, sur les tables annuelles et décennales, et si, plus tard, l'enfant change de nom, par suite de reconnaissance ou de légitimation, la recherche de son acte de naissance sera quelquefois difficile ;

2^o Les prénoms, quel que soit leur nombre.

Certains secrétaires de mairie se contentent de porter à la table annuelle le premier prénom seulement. Si

l'on a ultérieurement à chercher, dans une grande ville comme Paris, un « Louis Martin » ou une « Jeanne Laurent », on voit quelle perte de temps peut résulter de la négligence du secrétaire ;

3° Les renvois, signés ;

4° L'approbation des ratures, signée ;

5° La mention de reconnaissance par la mère, s'il y a lieu ;

6° La mention de reconnaissance par le père ;

7° La mention de l'annulation de la reconnaissance, s'il y a lieu ;

8° La mention de légitimation ;

9° La mention de l'adoption, depuis la loi du 13 février 1909 ;

10° La mention du premier mariage ;

11° La mention des mariages ultérieurs, après veuvage ou divorce ;

12° La mention de transcription d'un jugement rectificatif d'état ;

13° Enfin la mention de changement de nom, quand l'intéressé ou l'ascendant dont il porte le nom a été autorisé à en changer.

En outre il peut y avoir, en marge d'un acte, une mention relative à un autre acte ; nous nous en expliquerons plus longuement quand nous parlerons des actes de décès.

Evidemment, toutes ces mentions ne se rencontrent pas à la fois dans un même acte. Mais supposons, ce qui n'a rien d'in vraisemblable ni de romanesque, un enfant reconnu, puis légitimé, qui se marie deux fois : nous aurons, de l'énumération ci-dessus, les numéros 1°, 2°, 5°, 6°, 8°, 10° et 11°. Où les placer ?

Par la circulaire suivante, du 11 août 1898, le ministre de l'intérieur a cru trouver la solution du problème :

« M. le garde des sceaux vient de signaler à mon attention les difficultés auxquelles donne lieu, pour l'inscription des mentions prescrites par la loi du 17 août 1897, l'insuffisance des marges ménagées sur les registres des actes de naissance et de mariage. Faute d'espace disponible, mon collègue a dû donner provisoirement l'autorisation de reporter les mentions dont il s'agit à la fin des registres, sur les feuilles restées libres et, au besoin, sur des feuilles ajoutées. Mais cette mesure, qui est imposée par l'état matériel des registres, ne répond pas au vœu de la loi et peut même entraîner des erreurs dans la rédaction des expéditions.

« Je vous prie, en conséquence, de veiller à ce que, dès l'année 1899, les registres de l'état civil (actes de mariage et actes de naissance), dont les mairies doivent être pourvues par vos soins, soient établis de telle sorte, qu'en marge des formules imprimées, il reste un espace suffisant pour permettre à l'officier de l'état civil d'y insérer, le cas échéant, les diverses mentions prescrites par la loi du 17 août 1897.

« Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire, qui devra être reproduite au *Recueil des actes administratifs* de votre préfecture. »

Mais cette circulaire n'a pas produit toute l'amélioration attendue, parce que la mention des mariages, tout particulièrement, est reportée sur des registres de naissance qui datent de vingt-cinq ou trente ans et dont la marge est trop petite. Ce n'est qu'à partir de 1919 ou 1920 qu'on commencera à profiter des sages instructions de la circulaire de 1898.

Or le timbre, dont la circonférence est à peu près égale à celle d'une pièce de cinq francs en argent, est en marge de l'acte et il est interdit de rien écrire dessus (art. 21 et 26, 1^o et 2^o, de la loi du 13 brumaire an VII, art. 10 de la loi du 16 juin 1824). Pour cette raison encore, on désirerait un timbre unique pour tout le registre.

*
* *

Il est vrai que l'administration du timbre pourrait répondre aux maires : « Si vous manquez de place, c'est votre faute. Pourquoi employez-vous des formules aussi prolixes pour vos mentions ? » Le reproche serait justifié. Au greffe de l'état civil du tribunal de première instance de la Seine, la mention de mariage en marge de l'acte de naissance est ainsi rédigée :

« Marié (e) le..... à..... avec..... »

Comparons à cette formule laconique, mais très suffisante, celle-ci, que j'ai recueillie dans une commune minuscule. Il s'agit de l'acte de naissance d'une demoiselle T... (Honorine-Béatrix), née le 5 janvier 1875 :

« Le vingt novembre mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, à la mairie de X..., le sieur G.... (Lucien), né à Y..., département du Var, le dix décembre mil huit cent soixante douze, a contracté mariage avec la demoiselle T.... (Honorine-Béatrix), née à X... le cinq janvier mil huit cent quatre-vingt-quinze (*sic*). L'officier de l'état civil : A... B.... »

Quel verbiage ! Pourquoi rappeler dans la mention, et avec une erreur, une date de naissance inscrite dans le corps de l'acte ?

Une circulaire du garde des sceaux, du 17 octobre 1897, donne, en annexe, cette formule type :

« Par acte en date du... (en toutes lettres)... inscrit le... (ou transcrit le...)... à la mairie de... X... (nom et prénoms), dont la naissance est constatée dans l'acte ci-contre, a contracté mariage avec Y... Dont mention faite par nous, officier de l'état civil... (ou greffier du tribunal)... le... ».

On peut se demander ce que cette formule embarrassée ajoute aux quatre mots clairs de la formule rapportée plus haut.

Parquets et mairies sont parfois en désaccord sur la nécessité de dater les mentions. Pour le public cette date n'a aucun intérêt ; pourvu que la mention soit faite rapidement, peu importe quel jour elle l'a été. Le parquet, lui, tient à ce que la mention soit datée pour savoir exactement quel délai s'est écoulé entre le moment où la mention est parvenue entre les mains du maire et celui où il l'a reportée sur les registres : c'est un point sur lequel un grand nombre de maires, surtout dans les petits villages, se montrent très négligents. Mais certains maires résistent à cette exigence de la date, que la loi ne leur impose pas : outre le désir, assez humain, d'échapper au contrôle, ils tiennent à ne pas surcharger les marges déjà si encombrées.

*
* *

Les tables décennales, qui ont été dressées en 1873, 1883, 1893, 1903, sont, elles aussi, sur papier timbré, ou plus exactement, deux exemplaires sur trois sont faits sur timbre : l'exemplaire destiné aux mairies et l'exemplaire destiné aux préfectures ; au contraire, celui qui

reste au greffe du tribunal où les trois exemplaires sont confectionnés, est sur papier libre.

Tous les dix ans, quand le conseil général de chaque département est appelé, sur l'invitation du préfet, à voter les fonds nécessaires pour la confection des tables destinées à la préfecture, un certain mécontentement se manifeste ; c'est qu'en effet l'utilité du crédit n'est pas démontrée : dans tel département de l'Est, on constate que les tables déposées à la préfecture ont été consultées trois fois en cinq ans, toutes les recherches se faisant au greffe ou dans les mairies. Les frais sont considérables : le département le plus pauvre en est grevé de 3.000 francs, et dans certains départements le coût dépasse 9.000 fr. Dans tel département du plateau central, où le crédit demandé par le préfet s'élève à 5.800 francs, le conseil général relève que 400 francs seulement sont destinés à la confection des tables, les 5.400 francs restants devant payer le papier timbré.

Comme le budget départemental est souvent aussi difficile à boucler que le budget de l'Etat, il est des départements qui demandent à répartir cette dépense décennale sur deux exercices : on le leur permet ; quand ils demandent à la répartir sur trois exercices, on le leur refuse.

D'autres départements demandent que les tables décennales des préfectures soient dressées sur papier libre, à l'instar de celles des greffes. Le ministère des finances, comme il est naturel, s'oppose de toute son énergie à cette économie départementale qui diminuerait les recettes de l'Etat.

Enfin de nombreux départements emploient un moyen plus radical et plus économique encore. Comme la loi du

10 août 1871, sur les conseils généraux, a décidé que la dépense nécessaire à la confection des tables décennales des préfectures serait facultative, ils refusent net de l'inscrire à leur budget. On peut seulement s'étonner que tous les départements n'en fassent pas autant, puisque cette dépense est hors de proportion avec le bénéfice que les contribuables en peuvent retirer.

Voici, comme document probant, un vœu émis par le conseil général de Seine-et-Oise, dans sa séance du 14 septembre 1893 :

« Le Conseil général,

« Vu la loi du 20 septembre 1792, qui prescrit, après chaque période de dix ans, d'établir une table des actes de l'état civil pour chaque commune ;

« Vu les articles 4 et 5 du décret du 20 juillet 1807, stipulant que ces tables seront faites sur papier timbré en triple expédition, dont l'une reste à la commune, l'autre est déposée au greffe et la troisième aux archives de la préfecture ;

« Considérant que, si une décision des ministres des finances et de la justice des 13 et 24 septembre 1814 a dispensé de la formalité du timbre l'expédition des tables décennales de l'état civil qui est destinée au greffe, il n'en est pas de même des deux autres expéditions, et qu'il ne paraît cependant y avoir aucun intérêt à ce que les deux expéditions destinées aux communes et à la préfecture soient établies toutes deux sur papier timbré ; que l'impôt qui résulte de cette disposition fiscale vient frapper les départements et les communes pour l'exécution d'un service public, c'est-à-dire dans des conditions véritablement regrettables ;

« Sa première commission entendue ;

« Emet le vœu que, des trois expéditions des tables décennales des actes de l'état civil, une seule soit soumise à l'obligation du timbre et que les deux autres en soient exemptées. »

A de telles réclamations l'Etat répond toujours : « Vous n'êtes pas obligés de dresser ces tables. Vous voulez les faire dresser ? Que ce soit sur papier timbré. » S'il donnait à un seul département l'autorisation de les faire dresser sur papier libre, tout son bénéfice actuel, qui est encore important, s'évanouirait d'un seul coup. Il préfère donc voir une grande partie des départements opposer un *non possumus*.

*
* *

D'après les articles 38 et 39 du Code civil, l'officier de l'état civil doit, après avoir rédigé l'acte en double, en donner lecture aux parties comparantes, mentionner cette lecture, et, alors seulement, faire signer les comparants et les témoins, puis signer lui-même. Ces prescriptions ne sont, pour ainsi dire, jamais observées. Parfois l'employé rédige un acte, le fait signer et fait signer en blanc sur le second registre ; parfois même il consigne sur une feuille volante les renseignements donnés par les comparants, puis les fait signer en blanc sur les deux registres. Cette manière d'opérer entraîne de nombreuses erreurs.

Même lorsque la rédaction est faite sous les yeux des comparants, aucune lecture n'en est donnée et les comparants signent, de confiance, un acte important dont ils ne vérifient point la teneur. Il n'y a que pour les actes de mariage que les formalités exigées par le Code soient accomplies ponctuellement.

J'ai demandé à plusieurs employés de mairie pourquoi ils faisaient ainsi signer en blanc les registres, malgré les dispositions formelles de la loi et les risques d'erreurs. Leurs réponses méritent d'être rapportées ici : « Nous sommes bien obligés, disent-ils, d'agir ainsi, parce que le public ne veut pas attendre, il s'impatiente, il ne comprend pas que ce retard est exigé dans son intérêt, il a horreur de ce qu'il appelle « les chinoiseries administratives » et de toutes les formalités qui constituent une gêne pour lui. Nous faisons signer les gens pour qu'ils puissent partir plus vite. Il y a même des cas où l'humanité le commande : voici un ouvrier qui vient déclarer la naissance de son enfant, les deux témoins et lui n'ont qu'une heure de libre pour déjeuner, entre la sortie de l'atelier à midi et la rentrée, ils ne peuvent nous consacrer que quelques minutes. Le plus souvent aussi, témoins et déclarant ne peuvent garder le silence. Egayés par l'heureux événement qu'est la naissance d'un enfant, et peut-être aussi par une bouteille de vin trop vieux, ils sont bavards. On commet moins d'erreurs en rédigeant l'acte après les avoir mis à la porte que lorsqu'on est étourdi par leurs plaisanteries un peu grasses. »

*
* *

Dans les villes les actes sont toujours reçus en présence des témoins exigés par la loi ; à la campagne il n'en est pas toujours ainsi.

Un hameau est éloigné du centre de la commune ; un habitant de ce hameau vient déclarer une naissance. Il nomme comme témoins ses voisins, qui ne l'ont pas accompagné, et ne veut pas en voir figurer d'autres sur l'acte, parce que c'est une politesse qui se doit entre

gens du même hameau. Lorsque la foire réunira autour de la mairie les paysans des environs, le secrétaire de la mairie ira trouver tels et tels et leur dira : « Ne repartez pas sans être montés à mon bureau pour signer les actes où vous êtes portés comme témoins. »

Le secrétaire qui me racontait ces usages locaux les trouvait tout naturels, et, comme je m'en étonnais et lui demandais ce qu'il ferait si l'un des pseudo-témoins mourait avant d'avoir signé, il me répondit sans aucun embarras : « J'imiterais sa signature.

— Mais c'est une grave affaire : un faux en écritures publiques pourrait vous coûter cher.

— Bah ! personne ne me cherchera noise pour si peu. »

Il y a mieux encore. Dans une toute petite commune montagnarde, un brave homme va trouver le maire et lui dit : « Il m'est né une fille ce matin à huit heures. Nous allons l'appeler Mélie. Inscrivez-la sur vos registres. » Mélie ? Est-ce Amélie ? Est-ce Emilie ? On n'en sait rien. Cette fois il n'y a plus ni témoins, ni déclarant et, seul en présence de son registre, le maire ou l'instituteur inscrit la formule : « Par devant nous.... a comparu dans la maison commune.... X..., lequel nous a présenté un enfant du sexe féminin, etc... »

Aux énonciations émanant du maire foi est due jusqu'à inscription de faux ; pourtant dans ces conditions les erreurs sont faciles ; à la mairie d'une commune des Basses-Alpes s'est présenté un jour un homme très contrarié. Son prénom usuel était des plus ordinaires, Paul ou Louis, il avait eu besoin de son acte de naissance pour se marier et y avait lu, à sa grande stupéfaction, que le seul prénom qui lui était attribué était « Bé-

douin ». Il apportait donc à la mairie une réclamation irritée, prétendant que le maire avait dû jouer un mauvais tour à ses parents. Le mal était irrémédiable, car, si l'on peut changer de nom, on ne peut changer de prénom, et il n'en sera autrement que le jour où aura été votée une proposition de loi de M. Théodore Reinach, dont est actuellement saisie la commission de la réforme judiciaire de la Chambre des députés (n° 1344).

*
* *

Quant à la signature du maire au bas des actes, elle fait très souvent défaut : c'est l'omission qui est la plus fréquemment relevée dans les rapports annuels des parquets, et on le conçoit facilement. Le maire ne peut pas être en permanence au bureau où se font les déclarations : il signe les actes tous les deux jours, ou tous les mois, et il lui arrive parfois, par inattention, d'omettre une signature.

L'ordonnance du 26 novembre 1823, portant règlement sur la vérification des registres de l'état civil, donne, en terminant, un modèle de procès-verbal de clôture de la vérification annuelle, où on lit :

« Et, après avoir vérifié successivement lesdits registres et actes dans l'ordre ci-dessus établi, nous avons, par une lettre adressée à l'officier de l'état civil de la commune de ... indiqué celles des irrégularités ci-dessus relevées qui peuvent et doivent être réparées tant par son fait que par celui des parties, déclarants et témoins, sans nuire à la substance de l'acte... (1) »

Le droit reconnu par cette ordonnance aux procureurs de la République est-il légal ? On peut en douter. En fait,

(1) Duvergier, *Collection des lois*, t. 24, p. 376.

c'est souvent par un jugement qu'il est suppléé à la lacune de l'acte non signé (Cf. lettre du procureur général de Paris au parquet de Versailles du 4 avril 1863).

A Paris, quand dans un arrondissement meurt l'adjoint chargé de s'occuper de l'état civil, il y a souvent des actes de naissance et de décès dans le corps desquels est nommé le *de cujus*, qui n'a pu signer à temps. On a proposé, pour éviter ce désagrément, de ne pas désigner nominativement l'officier de l'état civil et de dire : « Par devant nous, adjoint au maire du ^e arrondissement de la ville de Paris... », au lieu de « Par devant nous, Georges Durand, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Instruction publique, adjoint au maire, etc... ». Si l'adjoint chargé de l'état civil mourait, un autre pourrait signer l'acte : « *Uno avulso, non deficit aller* ». Je ne puis me prononcer sur la valeur de cette proposition, faite par un homme que ses fonctions rendent très compétent en la matière. Pour en connaître l'opportunité, il faudrait savoir quelles objections peuvent être faites : s'il y en a, je les ignore jusqu'ici.

Il est certain que, pour les actes de naissance et les actes de décès, la signature du maire n'a guère d'utilité. Comme le remarque un auteur belge, « l'officier de l'état civil n'apparaît que lorsque tout est fini, et son intervention, purement matérielle, se borne à l'apposition d'une signature, qui est encore une formalité, mais qui n'est plus une garantie ». Pour authentifier un acte, il faut que l'officier public ait reçu lui-même les déclarations des comparants ; sinon l'authenticité n'est que fictive.

*
* *

Aussi ne faut-il s'étonner qu'à moitié de la découverte

que fit, à la fin de l'année 1876, le procureur de la République de Florac (Lozère). Dans une commune de cet arrondissement, à Ispagnac, un grand nombre d'actes de l'état civil étaient signés par le secrétaire de la mairie de la signature du maire et sur son autorisation expresse. Une telle irrégularité ne pouvait manquer d'en entraîner d'autres. Il fut établi que plusieurs signatures de témoins étaient, elles aussi, de la main du secrétaire de la mairie et que les registres de l'état civil étaient conservés dans la chambre d'auberge qu'il occupait. Lorsque le procureur de la République vint lui-même dans le pays se rendre compte de cet état de choses extraordinaire, il trouva les registres à la mairie, parce que, le matin même, le maire, prévenu de la visite imminente du procureur, les avait fait chercher chez le secrétaire de la mairie, auquel il avait, en même temps, signifié sa révocation.

Par un jugement sur requête du 30 juin 1877 (1), le tribunal de Florac, condamnant le maire aux frais du jugement de rectification, tout en lui réservant son recours contre qui de droit, ordonna qu'il signerait les actes sur lesquels sa signature avait été faussement apposée, l'adjoint et les témoins également, et que, si quelque témoin était empêché ou ne savait signer, ces actes seraient considérés comme valables.

Les actes viciés par les fausses signatures ont vraisemblablement dû être bâtonnés, et ce sont de nouveaux actes, transcrits en vertu du jugement sur les registres de 1877 de la commune d'Ispagnac, avec renvoi aux ta-

(1) Renseignements donnés par M^e Jean Bros, avoué à Florac (Lozère).

bles annuelles de 1874, 1875 et 1876, qui ont dû recevoir les véritables signatures.

Récemment, le maire d'une commune d'Auvergne étant décédé sans avoir signé de nombreux actes de l'état civil portant son nom, le parquet se demanda qui devait payer les frais des jugements validant les actes : les héritiers du maire ou la commune. Les héritiers du maire étant solvables, on s'adressa à eux ; mais, en cas d'insolvabilité, la commune est-elle responsable ? Il n'est guère permis d'en douter.

Les maires, en ceignant leur écharpe, devraient savoir qu'ils encourent, du chef de l'état civil, une responsabilité pécuniaire dont ils ne se doutent généralement pas et qui peut devenir très lourde. Un arrêt d'adoption avait été signifié à un adjoint pour être transcrit sur les registres de l'état civil. La transcription, par une négligence impardonnable, ne fut pas faite et l'adopté, évincé par les collatéraux de la succession de l'adoptant, se retourna contre l'adjoint et contre le maire, la fortune de l'adjoint ne suffisant pas à réparer le préjudice causé à l'adopté. Le maire est, en effet, responsable des dommages subis en raison des fautes commises dans la tenue des registres de l'état civil, alors même qu'en fait il se serait déchargé de leur surveillance.

*
* *

Tous les registres de l'état civil ne sont pas tenus à la mairie. La loi municipale du 5 avril 1884 contient un article 75 ainsi conçu : « Lorsqu'un obstacle quelconque ou l'éloignement rend difficiles, dangereuses ou momentanément impossibles les communications entre le chef-lieu et une fraction de commune, un poste d'adjoint

spécial peut être institué, sur la demande du conseil municipal, par un décret rendu en Conseil d'Etat. Cet adjoint... remplit les fonctions d'officier de l'état civil. »

Cet article reçoit de nombreuses applications dans les régions montagneuses. Il semblerait, d'après le texte de l'article ci-dessus, que, dans les limites du territoire pour lequel est institué ce nouveau poste, l'adjoint spécial remplace complètement le maire en ce qui concerne l'état civil. Cependant, dans la section de Bramousse, commune de Guillestre (Hautes-Alpes), l'adjoint spécial reçoit les déclarations de naissance et de décès, mais ne célèbre pas les mariages, pour lesquels, même en hiver, le déplacement des intéressés au chef-lieu de la commune est exigé. Cette division des fonctions de l'officier d'état civil n'existe pas dans la plupart des sections possédant un adjoint spécial.

L'article 75 reste muet sur un point intéressant : quelle est, pour ainsi dire, l'autonomie de la section de commune quant à la tenue des registres ? A la fin de l'année, les registres doivent-ils être déposés aux archives du chef-lieu de la commune ou rester dans celles de la section, s'il en existe, à la disposition des habitants qui en désirent des extraits et ne pourraient, dans la mauvaise saison, s'en procurer à la mairie que par un voyage difficile ou dangereux ? Sur les tables annuelles, les noms des enfants nés dans la section doivent-ils être confondus avec ceux des enfants nés au chef-lieu de la commune ou former une liste alphabétique spéciale, sur registre séparé ? L'un et l'autre procédé a ses inconvénients et ses avantages pour les recherches ultérieures. Dans le silence de la loi, les parquets donnent des instructions d'après ce qu'ils jugent le plus convenable aux communes et aux sections intéressées.

*
* *

D'après le décret du 12 juillet 1807, les expéditions des actes de l'état civil sont tarifées différemment suivant le lieu où elles sont rédigées :

	Naissance Décès Publication	Mariage Divorce Adoption
Communes de moins de 50.000 habitants,	0 fr. 30	0 fr. 60
Communes de plus de 50.000 habitants.	0 fr. 50	1 fr.
Paris	0 fr. 75	1 fr. 50

Ce tarif n'a pas été modifié depuis 1807 (1), mais, après la promulgation de la loi du 17 août 1897, qui augmentait le travail des employés de mairie en raison des mentions en marge, les municipalités réclamèrent un relèvement des droits d'expédition, qui ne leur fut pas accordé.

Du tarif de 1807 résulte une conséquence singulière :

Votre père est, par hypothèse, décédé dans la petite commune de La Courneuve (Seine). Vous avez besoin, pour vous marier, de son acte de décès. Demandez-le à la mairie de La Courneuve, l'expédition vous coûtera 0 fr. 30 ; demandez-le au greffe du tribunal de la Seine, elle vous coûtera 0 fr. 75.

Vous avez besoin d'un acte de naissance, mais vous ignorez le chiffre de population de la ville où est né celui dont vous désirez l'acte de naissance. Le timbre coûtera 1 fr. 80, la légalisation 0 fr. 25 ; quant à l'expédition proprement dite, dans le doute, il vaut toujours mieux envoyer trop que trop peu.

(1) Pour le tarif des droits à percevoir dans les chancelleries diplomatiques et consulaires, voir le *Journal officiel* du 25 décembre 1909.

Le garde des sceaux, par une circulaire du 24 décembre 1907, consultait, en vue d'un projet de décret, les procureurs généraux sur le taux auquel on pourrait unifier le tarif des actes de l'état civil pour toute la France. Sur le principe de l'unification tout le monde est d'accord ; sur le taux, l'accord n'est pas aussi facile.

Le timbre des registres grève les finances municipales, le produit des expéditions, qui constitue l'une des recettes du budget ordinaire communal, compense en partie cette dépense (Loi municipale, art. 33-11°). Unifier les actes aux taux les plus bas (0 fr. 30 et 0 fr. 60) serait une réforme démocratique, le contribuable en bénéficierait, mais les communes en pâtiraient, Paris surtout y perdrait. Unifier les actes à tout autre taux, par exemple à un taux tel que le rendement général serait le même, aboutirait à faire payer aux habitants des communes rurales ce dont on dégrèverait les citadins, il n'y faut pas songer. Ne nous étonnons donc pas trop si le décret que promettait la circulaire de 1907 est resté à l'état de projet.

*
* *

Cependant cette circulaire envisageait aussi une autre réforme, que le fisc seul pourrait regarder d'un mauvais œil. Quand un acte de l'état civil doit être utilisé en dehors de l'arrondissement, la signature du maire doit être légalisée.

Un homme né à Boulogne (Seine) se marie à Saint-Cloud (Seine-et-Oise), son acte de naissance doit être légalisé : or de Boulogne à Saint-Cloud il n'y a qu'un pont à traverser. S'il était né à Saint-Cyr, assez loin de Saint-Cloud, mais dans le même arrondissement, l'acte n'aurait pas besoin de légalisation.

Dans son *Traité de droit civil élémentaire*, M. Planiol dit : « Cette formalité — la légalisation — est exigée dans tous les cas pour les extraits de l'état civil, c'est-à-dire quel que soit le lieu où il doive en être fait usage. On verra qu'il en est autrement pour les actes notariés, pour lesquels la légalisation n'est nécessaire qu'autant qu'il doit en être fait usage dans un autre arrondissement. »

Il est vrai que l'article 45 du Code civil ne fait pas la distinction que l'on peut lire dans la loi du 25 ventôse an XI, article 28. Mais, dans la pratique, la rigueur de l'article 45 n'est pas respectée. Voici notamment comment s'exprime M. Miscopein (1).

« ... Mais dans les limites de l'arrondissement et même dans celles de la circonscription du tribunal de première instance, quand elle est plus étendue, les officiers de l'état civil, les fonctionnaires et les administrations publiques acceptent habituellement lesdits actes sans légalisation, d'abord parce que presque tous ces fonctionnaires connaissent les signatures les uns des autres, ensuite parce que la légalisation des signatures n'est pas une formalité indispensable pour assurer l'authenticité d'actes, d'après la jurisprudence (Arrêt de la C. de cass. du 22 oct. 1812) et que le ministre de la justice a donné son approbation à cet usage par une lettre du 8 septembre 1848, rapportée en substance dans le « Recueil analytique des circulaires, instructions et décisions du ministère de la justice », publié par Gillet et Demoly. »

Et Mersier, tout en constatant, comme M. Planiol, que l'article 45 ne distingue pas, ajoute : « L'on a pensé que les extraits de l'état civil qui devraient servir dans

(1) Miscopein, *La science du praticien de l'état civil*. Paul Dupont, éd., 1890, n° 51, p. 32.

l'arrondissement où est déposé le registre dont ils émanent n'avaient pas besoin d'être légalisés. » Tel est aujourd'hui l'usage le plus général.

La circulaire du 24 décembre 1907 reconnaît que par lui-même l'acte émanant de la mairie est suffisamment authentique, où qu'il soit produit, et que la légalisation n'y ajoute aucune authenticité supplémentaire. Toutefois la suppression de la légalisation pourrait n'être pas prochaine pour des raisons budgétaires, et un décret ne suffirait pas : il faudrait modifier l'article 45 du Code civil.

On ne saurait s'imaginer combien la légalisation par le juge de paix est gênante pour ceux qui n'habitent pas le chef-lieu de canton. Je connais à Cogolin (Var) un retraité des douanes qui, chaque trimestre, a besoin, pour toucher son quartier de pension, d'un certificat de vie rédigé par le notaire et légalisé par le juge de paix. Le chef-lieu de canton, Grimaud, n'est qu'à trois kilomètres de Cogolin, mais la légalisation occasionne généralement trois à quatre jours de retard au moins.

*
* *

Comment se fait le contrôle des registres de l'état civil ? Il faut distinguer la Seine des autres départements. En province le seul contrôle est celui des parquets. Au mois de janvier de chaque année, les maires remettent, avec le registre non tenu en double des publications et les pièces annexes des mariages et transcriptions de divorces, — pièces bien encombrantes dans les greffes où elles garnissent de nombreux rayons sans grande utilité, — les registres des naissances, des décès et des mariages.

En pratique, c'est au juge de paix qu'ils les remettent, et c'est le juge de paix qui examine en détail chacun des registres. On peut voir, dans le *Traité des actes de l'état civil* d'Emile Mersier, aux pages 716 et 717, le modèle des feuilles sur lesquelles les juges de paix consignent leurs observations. Ils critiquent surtout les défauts matériels des registres, leur manque de propreté, les grattages, surcharges, interlignes, ratures non approuvées, signatures omises, — on en trouve presque toujours, — les lacunes, etc... Voici, au hasard, quelques-unes de leurs observations : « Mention de reconnaissance d'un enfant naturel non signée par le maire ; absence d'indication du domicile de la mariée ; profession du troisième témoin au mariage non indiquée, etc... » Quant au côté juridique des actes, à la conformité de leur rédaction avec les prescriptions du Code, les juges de paix s'en préoccupent moins.

Les procureurs de la République réunissent les feuilles remplies par les juges de paix, y adjoignent les deux tableaux récapitulatifs qu'on peut voir au volume de Mersier (p. 718 et 720) et un préambule, rarement intéressant, où ils déclarent que « la tenue des registres de l'état civil est, d'une façon générale, satisfaisante dans leur arrondissement », et n'oublient pas de parler du zèle de leurs ou de leur substitut. Quand la situation est par trop mauvaise, on trouve des euphémismes bénins pour présenter les choses du bon côté, comme ceux-ci, dus à des procureurs de la Vienne :

« Pendant l'année..., le nombre des actes inscrits dans l'arrondissement de X... s'est élevé à 4.418. Sur ce nombre il y en avait 3.237 de réguliers et 1.181 de défectueux. Cette proportion est faible pour les actes réguliers,

mais il faut se hâter de dire que les plus petites imperfections ont été relevées par mon substitut, qui a apporté le plus grand soin à la confection de ce travail : de là, sans doute, le nombre assez élevé de contraventions. »

«... 743 actes sont défectueux ; c'est tout à fait la même proportion que l'année dernière. Ainsi il n'y a pas d'amélioration sensible, mais le mieux s'est soutenu. »

Leur besogne n'est pas toujours commode. Voici ce qui se passait, en 1839, dans une commune de la Charente-Inférieure :

« Les registres de la commune de . . . n'ont pas été vérifiés, le maire se refuse obstinément à les envoyer, et cela depuis quatre ans. Cet homme est dans sa commune le seul capable de remplir les fonctions qu'il occupe. Exercer contre lui des poursuites, ce serait s'exposer à laisser le pays sans administration. Le seul moyen d'obvier à cet inconvénient si grave, ce serait d'obtenir le démembrement de la commune et sa réunion aux autres communes limitrophes. »

Mais, en relisant, le procureur a eu peur de sa propre hardiesse, car il a ajouté, en interligne «... mais je ne me dissimule pas que cette mesure pourrait elle-même soulever des objections qui ne seraient pas sans gravité. »

Avec les progrès de l'instruction, de telles situations doivent être rares, mais non invraisemblables, car il existait, il y a peu d'années, dans une commune des Basses-Alpes, un maire qui, ne sachant écrire, s'était fait faire un modèle, en lettres majuscules imprimées, de son nom, composé de quatre lettres, et le recopiait péniblement chaque fois qu'il avait un acte à signer.

Le procureur général reçoit les rapports de ses procureurs de la République, il en fait des statistiques syn-

thétiques, précédées d'un rapport assez court et envoie le tout à Paris, à la direction des affaires civiles du ministère de la justice.

Les rapports des procureurs généraux sont conservés indéfiniment, mais, si l'on voulait conserver aussi tous ceux des procureurs de la République, il faudrait d'immenses locaux. On est bien obligé, au bout d'un certain temps, de les détruire. Leur conservation ne serait d'aucun intérêt puisqu'ils ne peuvent être versés aux archives. Ils mettent les maires en cause et ont un caractère confidentiel. Au lieu d'envoyer à Paris ces rapports des procureurs de la République, peut-être ferait-on mieux de les garder dans chaque parquet général et de n'expédier à la direction des affaires civiles que ceux qui seraient demandés expressément par le ministre.

Enfin, les procureurs de la République écrivent aux maires pour leur signaler les déféctuosités de leurs registres. Nous verrons, en concluant, quelle est l'efficacité de cette vérification.

*
* *

La vérification annuelle doit-elle se faire uniquement sur les registres destinés à rester au greffe ou doit-elle se faire à la fois sur ces registres et sur ceux qui sont destinés à rester aux archives de la mairie ?

En d'autres termes, les registres une fois clos, les deux doubles doivent-ils être transmis par les maires au parquet pour être vérifiés ? Les inconvénients d'un tel procédé sont évidents : danger de perte en cours de route, risque de destruction par l'incendie des deux registres continuant à se trouver ensemble après la fin de l'année, gêne pour les habitants de la commune, qui ne peuvent se

procurer sur place les expéditions dont ils ont besoin. A lire sans parti pris les articles 40, 43 et 53 du Code civil, on reconnaît que le Code n'impose pas aux maires cette obligation. Mais les parquets tenaient à avoir entre les mains, pour la vérification, les deux doubles.

«... La collation des deux doubles est d'ailleurs indispensable. Qu'on y renonce, les maires négligents auront soin d'envoyer aux procureurs du Roi ceux des registres qui prêteront le moins à la critique. On ne saura pas si ceux qu'ils gardent ne contiennent pas un plus grand nombre de contraventions et même s'ils renferment autre chose que de simples notes. » (Note du garde des sceaux, 1847.)

Le conflit était inévitable. Il éclata en 1843 entre le procureur du Roi près le tribunal de première instance de Brest et le maire de Brest. Le maire refusa de porter au parquet les deux doubles des registres, offrant d'ailleurs au procureur toutes facilités pour vérifier à la mairie les registres qui n'en devaient point sortir. Par un jugement du tribunal de Brest, du 14 août 1844, confirmé par un arrêt de la Cour de Rennes, du 21 septembre 1844, le maire vit triompher sa thèse. Mais la Cour de cassation, par un arrêt du 23 février 1847, donna gain de cause au procureur, et depuis lors la question ne fut plus discutée (Sirey, 1847.1.361 ; D. 1847.1.81). Sous l'arrêt rapporté au Dalloz se trouve une note exposant avec clarté tous les éléments du débat.

A vrai dire, l'arrêt de la Cour de cassation n'est guère convaincant, et celui de la Cour de Rennes semble plus solidement motivé. Toujours est-il que, pour montrer à quel danger on s'expose, il n'est pas mauvais de raconter ce qui s'est passé en 1909 entre Divonne-les-Bains et Gex (Ain).

En vue d'éviter la perte simultanée des deux doubles en cours de route, une circulaire du garde des sceaux du 6 juin 1843 disait : « Il est essentiel que les deux doubles soient envoyés séparément, afin que, si l'un des deux est perdu ou détruit dans le trajet, l'autre y suppléât et servît à le remplacer.... Les maires, après avoir adressé l'un des doubles au procureur du Roi, attendront que ce magistrat leur en ait accusé réception et leur ait fait connaître qu'ils devront transmettre l'autre double. »

Tout cela est beaucoup plus théorique que pratique. Les juges de paix, remplaçant les procureurs dans la vérification, préférèrent avoir les deux doubles en même temps et les maires, de leur côté, préférèrent les leur faire parvenir en un seul envoi. Aussi qu'arrive-t-il ? Un fonctionnaire de Gex, auquel j'avais demandé des renseignements, a bien voulu me répondre en ces termes :

« Gex, le 22 novembre 1909.

«..... Au commencement de mars 1909, le secrétaire de la mairie de Divonne aurait mis sous un même pli, pour les adresser à M. le juge de paix de Gex, chargé de la vérification, les registres en double de l'état civil, le registre des publications de mariages, ainsi que les pièces annexées, et les aurait portés à la gare de Divonne avec l'intention de les remettre au convoyeur du train, ce dernier ayant déjà quitté la poste de Divonne lorsque le secrétaire s'y était présenté, et aurait déposé pour une minute ce paquet sur une banquette de la gare. Le temps de se retourner et tout avait disparu. Telle est la version la plus répandue, mais dont l'exactitude n'est nullement établie, qui circule dans le public ; mais, d'après les informations et renseignements pris, il n'a pu jusqu'ici être démontré d'une façon sérieuse que ces registres avaient

été volés ; il a été constaté qu'ils avaient disparu, dans quelles conditions ?...

« Après avoir consulté les notes restées en mairie, les bulletins délivrés aux intéressés pour servir aux inscriptions des ministres du culte, les livrets de famille, les registres tenus par le curé et le pasteur, les carnets tenus par les sages-femmes, les affiches de publications de mariage, le registre du fossoyeur, les états trimestriels de décès envoyés à l'enregistrement, etc... on a pu dresser une liste des personnes qui sont actuellement entendues comme témoins dans l'enquête ouverte aux fins de reconstitution des actes de l'état civil de Divonne... »

En présence de faits de cette gravité, on peut se demander si la Cour de cassation a été bien inspirée en rendant son arrêt de 1847,

*
* *

A Paris, un contrôle administratif se superpose au contrôle judiciaire. Dans chaque mairie il existe un contrôleur de l'état civil : c'est un employé chargé, en outre, d'une autre besogne, des affaires militaires, par exemple. Il reçoit les actes de l'état civil qui sont envoyés par les autres mairies ou par le parquet, pour transcription ou mention en marge. Il leur donne un numéro d'entrée sur un registre *ad hoc* et fait une fiche qu'il épingle à l'acte. L'acte est alors envoyé au bureau intéressé (naissances, mariages, ou décès). Une fois la mention ou la transcription opérée, on renvoie l'acte avec la fiche au contrôleur. Le contrôleur vérifie, dans le bureau intéressé, si la mention ou la transcription a été régulièrement opérée. Il en profite, quelquefois, pour jeter un coup d'œil sur les registres en cours. Puis il note le résultat de sa vérification

sur le registre et sur la fiche, qu'il place dans un casier par ordre alphabétique. Enfin il renvoie l'acte au parquet, s'il y a lieu.

Deux ou trois fois par an, un inspecteur des services administratifs et financiers vient dans chaque mairie faire la vérification des registres de l'état civil. Il note ce que notent en province les juges de paix et fait son rapport au préfet de la Seine.

Tous ces contrôles n'empêchent pas que, même à Paris, en raison du grand nombre d'actes rédigés, les erreurs ne soient nombreuses : il est impossible de les éviter toutes.

*
* *

Les rapports entre maires et procureurs de la République ne sont pas seulement annuels, ils ont lieu également chaque fois que surgit une difficulté, pour les mariages en particulier. Parfois les maires demandent aux parquets des renseignements sur le dernier état de la législation ou de la jurisprudence, ils leur demandent aussi, dans les cas embarrassants, des instructions pour couvrir leur responsabilité ; parfois, enfin, ce sont les intéressés qui vont implorer le secours des parquets quand ils sont en conflit avec un maire au sujet d'une question relative à l'état civil. Lorsqu'on estime, au parquet, que le maire a tort, on rédige une note destinée à vaincre sa résistance. Mais cette note n'a rien d'obligatoire pour le maire, qui a parfaitement le droit de n'y point obtempérer : les tribunaux seuls peuvent obliger un officier de l'état civil qui s'y serait tout d'abord refusé à obéir aux réquisitions des parties.

MARIAGES ET PUBLICATIONS DE MARIAGES

L'article 76 du Code civil énumère les énonciations de tout acte de mariage ; on pourrait en inférer que tous les actes de mariage sont semblables, ou peu s'en faut, d'un bout à l'autre de la France : rien ne serait moins exact ; la diversité des actes de mariage est un des traits les plus curieux de l'état civil dans notre pays.

La loi du 19 floréal an VIII (9 mai 1800) avait indiqué impérativement les formules des actes à employer. Le Code n'a pas suivi ces errements. En un sens il faut l'approuver, car les cas sont nombreux qui obligent à modifier telle ou telle formule sur un point ou sur un autre. Aujourd'hui, après plus d'un siècle de fonctionnement, on pourrait cependant sans inconvénient rédiger des formules obligatoires pour toute la France, suivies des variantes nécessitées par les cas spéciaux.

Peu après la promulgation du Code civil, une circulaire indiqua, à titre de simples conseils, les formules qui pouvaient être tenues pour les meilleures. D'autres circulaires, au cours du xix^e siècle, recommandèrent de nouvelles formules : leur liste figure au début de l'ouvrage de Béquet (1).

En outre les nombreux ouvrages traitant de l'état civil contiennent tous, ou presque tous, en appendice, des formules générales. Les livres de vulgarisation, comme l'*Almanach formulaire des maires*, année 1908, publié à

(1) Béquet, *Traité des actes de l'état civil*.

Troisville, par Bertry (Nord) et le *Journal des maires* (année 1907, p. 277), qu'un grand nombre de maires considèrent comme faisant autorité, contiennent également des formules.

Cependant chaque département en a une série propre, qui lui est fournie par le parquet du chef-lieu. La divergence est surtout accusée en ce qui concerne les actes de mariage. On en devine sans peine la raison. Les actes de naissance et les actes de décès vont fréquemment d'une mairie dans une autre, par exemple à l'occasion des mariages, et une unification relative se fait petit à petit, par imitation inconsciente. Les actes de mariage ne sont guère demandés que pour des intérêts pécuniaires ; une fois remis aux intéressés, ils passent chez le prêteur hypothécaire, chez le banquier, chez l'agent de change, chez le trésorier-payeur général, rarement dans une autre mairie.

Pour montrer à quel point ces actes ressemblent peu les uns aux autres, il n'est pas inutile d'en reproduire ici sept, qui proviennent des départements suivants : Seine, Seine-et-Oise, Gironde, Var, Creuse, Basses-Alpes et Gard. A l'exception de celui de la Seine, ils ont tous été copiés sur les registres des années 1908 ou 1909.

SEINE.

L'acte qui suit est extrait du *Recueil des instructions* dont nous avons déjà parlé. L'acte de mariage, ainsi que les autres actes de l'état civil, a été rédigé, comme formule type, par une commission administrative. Les mots en italiques sont ceux qu'on doit retrouver dans tous les actes de mariage ; les mots en caractères gras sont ceux dont la loi du 21 juin 1907 aurait dû amener la suppres-

sion. En fait j'ai pu constater que les mots : «.... 2° des actes des publications, etc... » continuaient à être reproduits en 1908 et 1909. Il en est de même dans presque tous les départements. L'acte de mariage de la Gironde, qu'on peut lire ci-après, est le seul, à ma connaissance, qui ait respecté la nouvelle rédaction de l'article 76 du Code civil.

ACTE DE MARIAGE

« *L'an mil huit cent quatre-vingt, le seize décembre, à dix heures du matin.*

Acte de mariage de Jacques-Léon-Victor Aubert, né à Chartres (Eure-et-Loir), le vingt-quatre juin mil huit cent cinquante-six, jardinier, domicilié à Paris, rue des Orteaux, n° 8, fils majeur de Jean-Baptiste Aubert, âgé de cinquante-six ans, cultivateur, et de Louise-Amélie Geoffroy, son épouse, âgée de quarante-cinq ans, sans profession, demeurant ensemble à Chartres (Eure-et-Loir), présents et consentants, d'une part,

« Et de Marie-Marguerite Moreau, née à Versailles (Seine-et-Oise), le quatorze avril mil huit cent soixante et un, couturière, domiciliée, avec ses père et mère, à Versailles, rue de l'Orangerie, n° 17, fille mineure de Jean-Léopold Moreau, âgé de cinquante ans, teinturier, et de Marianne Simon, son épouse, âgée de quarante-deux ans, sans profession, présents et consentants, d'autre part.

« Dressé par nous, François-Charles Verrier, Maire (ou adjoint au Maire), officier de l'état civil du vingtième arrondissement de Paris, officier d'Académie, qui avons procédé, publiquement, en la mairie, à la célébration du mariage dans la forme suivante :

« Après avoir donné lecture aux parties : 1° de leurs actes

de naissance ; 2° des actes des publications faites en cette mairie et en celle de Versailles (Seine-et-Oise), les dimanches cinq et douze décembre courant sans opposition ; toutes les pièces susmentionnées dûment paraphées ; 3° du chapitre VI du livre 1^{er} du Code civil (titre du Mariage), sur les droits et devoirs respectifs des époux ;

« Après avoir interpellé les futurs époux et leurs pères et mères, lesquels nous ont déclaré qu'il a été fait un contrat de mariage le 13 décembre 1880, devant M^e Laurent, notaire à Paris, qui en a délivré certificat à nous produit ;

« Nous avons demandé aux futurs époux s'ils veulent se prendre pour mari et femme, et chacun d'eux ayant répondu affirmativement et séparément, à haute voix, nous avons prononcé, au nom de la loi, que Jacques-Léon-Victor Aubert et Marie-Marguerite Moreau sont unis par le mariage.

« En présence de Jean-Baptiste-Denis-Théodore Aubert, âgé de vingt-huit ans, serrurier, demeurant à Paris, rue des Pyrénées, n° 135, cousin germain de l'époux, Pierre-Henri Laroche, âgé de trente-deux ans, maraîcher, demeurant à Paris, rue Saint-Blaise, n° 20, ami de l'époux, Louis Champion, âgé de cinquante-huit ans, sous-officier en retraite, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la médaille militaire, demeurant à Paris, rue Lecourbe, n° 10, oncle de l'épouse, et Nicolas-René-Jules Gossin, âgé de trente et un ans, cordonnier, demeurant à Sèvres (Seine-et-Oise), beau-frère de l'épouse, témoins, qui ont signé avec les époux, les père et mère de l'époux, les père et mère de l'épouse, et Nous, après lecture. »

SEINE-ET-OISE.

L'acte suivant, copié sur les registres d'une commune de ce département, diffère quelque peu des modèles généraux indiqués par la préfecture. Le secrétaire de la mairie est traditionnel et méticuleux ; il continue, en 1908, à mentionner les deux dimanches de la publication ; l'article 42 du Code civil exigeant qu'aucune *date* ne soit mise en chiffres, il écrit en toutes lettres même les numéros des articles du Code civil et ceux des maisons habitées par les personnes citées à l'acte ; contrairement aux habitudes générales de ses confrères, il place la légitimation d'un enfant naturel au milieu de l'acte et non à la fin ; il n'oublie aucun détail inutile, tel que « en tant que besoin sera » et « ci-après nommés et qualifiés ».

ACTE DE MARIAGE

« L'an mil neuf cent huit, le samedi
octobre, à deux heures du soir, sont comparus publiquement dans la salle de la mairie, les portes étant ouvertes, pour contracter mariage, par devant Nous, Paul-Louis X..., adjoint au maire de la ville de N..., remplissant, par délégation spéciale, les fonctions d'officier d'état civil, soussigné : 1° monsieur Frédéric-Léopold B..., employé, demeurant depuis plus de six mois, à N..., rue de Paris, vingt et un, né à Paris, quatrième arrondissement, le trente août mil huit cent soixante huit, fils majeur de Frédéric-Nicolas B... et de Maria S..., son épouse, décédés ; et, 2° mademoiselle Marguerite A..., journalière, demeurant depuis plus de six mois à N..., rue de Paris, vingt et un, née à C... (Lot), le dix

janvier mil huit cent quatre-vingt-six, fille majeure de Jean A..., cultivateur, âgé de quarante-sept ans, et de Jeanne M..., son épouse, âgée de quarante et un ans, domiciliés à C... (Lot), lesquels nous ont présenté : 1° leurs actes de naissance ; 2° le consentement au présent mariage donné par les père et mère de la future épouse, suivant acte passé devant M. le maire de C... (Lot), le huit septembre dernier ; 3° le livret militaire du futur époux, constatant son passage dans la réserve ; 4° les actes de publication faits, sans aucune opposition au présent mariage, à la porte de la mairie de cette ville les dimanches treize et vingt septembre derniers. Après avoir visé et fait parapher ces pièces pouvant être annexées, nous en avons donné lecture aux parties comparantes, assistées de quatre témoins, ci-après nommés et qualifiés, ainsi que du chapitre six du titre « Du mariage » sur les droits et les devoirs respectifs des époux. Avant de célébrer ce mariage, les futurs époux nous ont déclaré vouloir reconnaître et légitimer, en tant que besoin sera, conformément à l'article trois cent trente et un du Code civil, un enfant du sexe masculin, né à Paris, quatorzième arrondissement, le huit mars dernier, et inscrit sur les registres de l'état civil sous les nom et prénoms de A... (Léon-Gaston), comme enfant naturel de Marguerite A... et de père non dénommé. Interpellés par Nous en exécution de la loi du dix juillet mil huit cent cinquante, les futurs époux nous ont déclaré qu'il n'a point été fait de contrat de mariage. Interpellés de nouveau et séparément par Nous, monsieur Frédéric-Léopold B..., et mademoiselle Marguerite A... nous ont déclaré, à haute et intelligible voix, se prendre pour mari et femme. En conséquence Nous avons prononcé, au nom

de la loi, que monsieur Frédéric-Léopold B... et mademoiselle Marguerite A... sont unis par le mariage. Tout ce que dessus fait en présence de monsieur (désignation des quatre témoins). lesquels ont signé avec les époux et Nous, adjoint au maire, après lecture qui en a été faite. »

GIRONDE.

Le mariage dont l'extrait est rapporté ici a été contracté entre un majeur de plus de 30 ans et une majeure de moins de 30 ans. On y remarquera les mentions de *célibataire*, *fils légitime* et *soldat de la réserve*, qui ne figurent généralement pas dans les actes de mariage.

Cette réserve faite, il faut reconnaître que, des sept actes cités, celui-ci est le plus concis. L'effort pour éliminer tout mot superflu est très sensible :

ACTE DE MARIAGE

« Le. février mil neuf cent huit, à quatre heures du soir, par devant nous. adjoint au maire de la ville de Bordeaux, délégué pour remplir les fonctions d'officier de l'état civil, ont comparu en l'Hôtel de ville, pour être unis par le mariage, d'une part, monsieur. (*nom, prénoms, profession*), soldat de la. (*réserve ou territoriale*), né à le. demeurant à Bordeaux avec ses père et mère, rue. , n°. . . , célibataire, fils majeur et légitime de. (*nom et prénoms du père*) et de. (*nom et prénoms de la mère*). Et, d'autre part, mademoiselle. (*nom, prénoms, profession*), née à , le. ,

demeurant à Bordeaux avec ses père et mère, rue. . . , n°. . . , célibataire, fille majeure et légitime de . . . et de Les futurs nous ont remis leurs actes de naissance. Ils déclarent avoir passé contrat le. . . . devant M^e. . . . notaire à Bordeaux. Aucune opposition n'a été faite à ce mariage. Après avoir donné aux parties et aux personnes qui les assistaient lecture des pièces ci-dessus mentionnées et du chapitre six du titre cinq du Code civil, nous avons reçu des contractants, l'un après l'autre, la déclaration qu'ils veulent se prendre pour époux et avons prononcé publiquement, au nom de la loi, que monsieur. . . . et mademoiselle. . . . sont unis par le mariage. Dont acte fait en présence des père et mère de l'épouse consentants, et de. . . . (*indication des quatre témoins*). Lecture faite du présent, les époux, les père et mère de l'épouse et les témoins ont signé avec nous. »

VAR.

L'acte de mariage du Var est particulièrement intéressant. Ce que nous reproduisons ici, ce sont les parties imprimées à l'avance. Parmi les actes préliminaires, dont l'énumération est quelquefois très longue, on peut lire des tournures curieuses, du genre de celle-ci : « Les actes préliminaires sont :

« 1^o La vérification de l'acte de naissance du futur époux sur les registres de notre commune....

« 4^o Le livret militaire du futur époux. »

Cet acte offre ceci de particulier qu'il sépare d'une manière très nette ses différentes parties :

a) Date.

b) Individualisation des époux et consentement des parents, s'il y a lieu.

c) Actes préliminaires ; lecture des pièces et du Code.

d) Existence ou absence de contrat de mariage.

e) Consentement des époux.

f) Nomenclature des témoins.

Lorsque l'on demande, ultérieurement, une expédition de l'acte et que la validité du mariage n'est pas contestée, l'indication des actes préliminaires, la mention de la lecture du Code et la nomenclature des témoins ne sont d'aucune utilité : cependant elles occupent la plupart du temps plus de la moitié de l'extrait.

ACTE DE MARIAGE

« Du mil neuf cent neuf, à. . . . heure
du . . . Acte de mariage d. . . . âgé de . . .
ans, né à département d. . . . le
. . . du mois d mil huit cent. . .
profession d. . . . domicilié à. . . . dé-
partement d. . . . fils. . . . de . . .
né à. . . . département d. . . . profes-
sion d. . . . domicilié à. . . . départe-
ment d. . . . et de. . . . née à. . . .
département d. . . .

Et de. . . . (*la disposition ci-dessus est reproduite pour la future épouse*).

Les actes préliminaires sont :

et le tout en forme ; de tous lesquels actes il a été donné

lecture par moi, officier public, ainsi que du chapitre VI du titre V, livre premier, du Code civil, sur le mariage, concernant les droits et les devoirs respectifs des époux. Et, de même suite, sur notre interpellation, conformément à l'article 76 du Code civil, modifié par la loi du 10 juillet 1850, les futurs époux ont déclaré qu'il . . . fait . . . contrat de mariage à la date du du mois de mil neuf cent par devant M^e notaire à. département d

Les contractants ont déclaré prendre en mariage, l'un, l'autre

Le tout en présence de (*indication des quatre témoins*)

Après quoi, faisant fonctions d'officier de l'état civil, ai prononcé, au nom de la loi, que lesdites parties sont unies en mariage. Il a été dressé le présent acte, dont lecture a été faite publiquement dans la principale salle de la maison commune et qui a été signé, avec moi, par »

CREUSE.

L'acte de mariage de la Creuse ressemble fort au précédent, mais le nombre des mots imprimés est bien plus restreint. En effet, dans l'acte de mariage du Var, tous les mots que l'officier de l'état civil rencontre dans tous les actes de mariage sont imprimés et le résultat est qu'après les mots « domicilié à », on trouve le même blanc pour « Trans » et pour « 3, rue du Marché-des-Patriarches, à Paris, cinquième arrondissement ».

Dans le premier cas, le nom de la petite commune du

entre les sus-nommés ont eu lieu conformément à la loi.

De tous lesquels actes en forme légale, de même que du chapitre VI du Code civil, au titre du Mariage, sur les droits et les devoirs respectifs des époux, nous avons donné lecture, aux termes de la loi. Interpellés par nous d'avoir à déclarer s'ils ont fait un contrat de mariage, les futurs époux

Après quoi, lesdits futurs époux ayant, sur notre demande, déclaré, l'un après l'autre, se prendre pour mari et pour femme, nous soussigné officier de l'état civil de la commune d (Creuse), avons prononcé, au nom de la loi, que

sont unis en mariage.

De quoi avons dressé acte publiquement en la mairie d en présence d

. »

BASSES-ALPES.

Le conseil général des Basses-Alpes ayant en 1908 émis le vœu que les formules des actes de l'état civil fussent rajeunies et mises en conformité avec les lois nouvelles, la préfecture, après avoir pris l'avis du parquet de Digne, fit distribuer aux communes la formule que

nous reproduisons ici, imprimée à l'intérieur de la couverture des registres. Il faut bien l'avouer, cette formule est des plus difficiles à bien comprendre pour les maires des petits villages ; ses parenthèses, ses blancs, ses mots en italique, ses explications coupant le texte et se rapportant tantôt à des hypothèses spéciales, tantôt à toutes les célébrations, en rendent la lecture pénible. Les officiers de l'état civil n'ont, en général, pas compris la recommandation : « S'il est majeur de 30 ans, indiquer qu'il agit libre de ses droits. » Quand les parents du futur époux majeur de 30 ans assistent au mariage, le maire écrit : « fils de X... et de Z..., son épouse, présents et consentants. » et fait signer les parents. Quand, au contraire, les parents refusent leur consentement ou ne sont pas présents au mariage, le maire écrit : « agissant libre de ses droits ».

Une telle distinction est contraire à l'esprit de la loi du 21 juin 1907 : lorsque le futur conjoint a plus de trente ans, ses parents n'ont pas plus à intervenir dans son acte de mariage que dans tout autre acte juridique émanant de lui : constitution d'hypothèque, testament, instance en divorce, plainte correctionnelle, etc... Les maires des campagnes ont beaucoup de mal à admettre cette innovation. Ils disent qu'ils font signer les parents, même quand leur fils a plus de trente ans, « par déférence ». En excluant les parents de l'acte de mariage de leur fils, la loi de 1907 n'a certainement pas eu l'intention de leur manquer de déférence, mais elle a voulu donner au fils l'indépendance complète, puisqu'en somme c'est lui qui supporte les conséquences de son choix : rien ne doit donc faire connaître, à la lecture de l'acte, le refus d'un consentement qui n'est plus exigé.

Si, comme l'a annoncé à la tribune du Sénat le rapporteur de la loi de 1907, M. Catalogne, une loi est votée dans quelques années supprimant la nécessité du consentement des parents pour le mariage des majeurs de 21 ans, comme en Italie et dans plusieurs autres pays, il est probable que les maires résisteront pendant quelque temps aux prescriptions de la loi ; les parents aussi, dans la mesure où ils le pourront : les oppositions au mariage, qui sont aujourd'hui encore exceptionnelles, deviendront plus fréquentes. Il sera alors nécessaire d'adopter, à leur égard, la procédure du Code suisse du 21 décembre 1907 : en France c'est aux futurs conjoints à demander la mainlevée judiciaire des oppositions faites à leur mariage ; en Suisse, au contraire, c'est à celui qui a fait une opposition à en demander dans un court délai la validation judiciaire : faute de quoi, on passe outre. De la sorte les conjoints n'ont pas à souffrir des oppositions sans motif faites uniquement pour retarder la célébration du mariage.

ACTE DE MARIAGE

« L'an mil neuf cent neuf et le du mois
d' dans la Maison Commune, dont les por-
tes étaient ouvertes au public (*Nota. Dans le cas où le*
mariage est célébré ailleurs, l'Officier doit en faire con-
naitre la cause et mentionner toujours la publicité), par-
devant Nous (*nom et prénoms de l'Officier de l'état civil*),
Maire (*ou Adjoint remplissant par délégation les fonc-*
tions d') officier de l'état civil de la commune d'
 , canton d' , arrondissement d'
 , département des Basses-Alpes, ont comparu

doivent donner le consentement au mariage sont décédés, ajouter ici ; ainsi que les actes de décès de
indiquer les noms et prénoms des parents et leur qualité
par rapport aux époux), que nous nous étions précédemment fait remettre et qui, après avoir été cotés et paraphés, resteront annexés au présent acte (*ou, à défaut de ces pièces, des titres de notoriétés homologués qui auraient été rapportés,* et du chapitre 6, titre du Mariage, sur les droits et les devoirs respectifs des époux ; en second lieu, interpellé lesdits futurs époux et les personnes présentes qui autorisent le mariage, sur le point de savoir s'il avait été fait un contrat de mariage et, le cas échéant, quels étaient la date du contrat, le nom du notaire qui l'avait reçu et le lieu de résidence de celui-ci ; à quoi il a été répondu, tant par déclaration verbale que par la présentation d'un certificat en faisant foi, dans la forme légale, et qui sera également annexé au présent, après avoir été paraphé, qu'en effet un contrat existait et qu'il avait été reçu le _____, par maître _____, notaire, résidant à _____

Nous avons alors successivement demandé à chacun des futurs époux s'ils voulaient se prendre pour mari et pour femme, et chacun d'eux ayant répondu séparément et affirmativement, nous avons déclaré, au nom de la loi, que le sieur _____ et la demoiselle _____ étaient unis par le mariage.

De quoi nous avons dressé acte, en présence de (*énoncer les prénoms, noms, âge, profession et domicile des quatre témoins et leur déclaration s'ils sont parents ou alliés des parties, de quel côté et à quel degré*), témoins requis et amenés par les parties, lequel acte, lu aux comparants et aux témoins, a été signé par eux et

par nous, à l'exception de _____ qui a déclaré ne
savoir signer, ou ne pouvoir signer à cause de _____ .»

GARD.

L'acte de mariage imprimé à l'intérieur de la couverture des registres dans ce département est plus qu'étrange, et, si je ne l'avais pas lu moi-même, je le croirais invraisemblable. Il fourmille d'erreurs : il appelle à deux reprises acte de mariage ce qui est en réalité le contrat de mariage ; il invite le maire à lire aux époux non le chapitre sur leurs droits et devoirs respectifs, mais le chapitre relatif aux nullités de mariage ; il se trompe sur la date exacte de la loi de 1850 ; il n'indique ni la date de la naissance des futurs époux, ni leur qualité de majeurs ou de mineurs, il mentionne encore la publication, malgré la rédaction nouvelle de l'article 76, et il l'indique comme faite le dimanche.

ACTE DE MARIAGE

« L'an mil neuf cent neuf, le _____ à
heure du _____, devant nous, Maire, officier de
l'état civil de la commune de _____, département
du Gard, sont comparus publiquement en la maison
commune, _____, âgé de _____ ans, né à
_____, demeurant à _____, fils de _____,
âgé de _____ ans, demeurant à _____ et de
_____, âgée de _____ ans, présents et
consentants, et _____, âgée de _____ ans,
née à _____, demeurant à _____, fille de
_____, âgé de _____ ans, demeurant à _____

et de , âgée de ans, présents et consentants, lesquels nous ont requis de procéder à la célébration du mariage projeté entre eux, et dont la publication a été faite en cette commune, le dimanche . Aucune opposition ne nous ayant été signifiée, faisant droit à leur réquisition, après avoir donné lecture des actes de publication, des actes de naissance des futurs époux et du chapitre IV du titre du Code civil intitulé : *Du mariage*, nous avons reçu de chacun d'eux séparément la déclaration qu'ils veulent se prendre pour mari et pour femme ; en conséquence, nous déclarons au nom de la loi, que . et

sont unis par le mariage. Ici, conformément à la loi du 19 juillet 1850, nous avons interpellé les futurs époux de nous déclarer s'ils n'ont point passé d'acte de mariage devant notaire, lesquels nous ont répondu négativement ou affirmativement et nous ont remis, en conséquence, le certificat ci-annexé, que leur a délivré Maître , notaire à la résidence de , duquel il constate que les époux ont passé acte de mariage devant lui le . De tout quoi nous avons dressé le présent acte en présence de

et il en a été donné lecture aux parties et aux témoins, qui ont signé avec nous. »

Nous venons de comparer sept actes de mariage émanant de départements différents. D'un département au département voisin la différence est telle que l'on croirait avoir franchi la frontière ou être sous l'empire de législations différentes. Cette appréciation, qui pourrait

paraître exagérée *a priori*, se justifie par la production des deux actes suivants : le premier, extrait des registres de la commune de Bussières (Yonne), est antérieur à l'application du Code civil, le second est un acte de mariage contemporain rédigé en Belgique.

A vrai dire, le mariage de l'an XII a été célébré après la promulgation du titre du Code civil qui règle cette matière. Mais l'officier de l'état civil de Bussières ne s'y est pas encore habitué ; pour lui, les conditions de fond et de forme sont encore celles de la loi de floréal an VIII. Il ne parle pas du consentement de la mère de la future épouse, qui est majeure ; quant au futur époux, il signale le décès de ses père et mère et non celui des autres ascendants. L'acte tout entier reflète l'état de la législation antérieure au Code civil.

ACTE DE MARIAGE

« L'an douze de la République française, le vingtième jour du mois de germinal, à dix heures du matin, par devant moi, maire de la commune de Bussières, y faisant les fonctions d'officier de l'état civil, sont comparus en la maison commune dudit lieu, le citoyen Nicolas Chatrane, né à Saint-Branché (Yonne), âgé de trente-cinq ans, profession de manouvrier, demeurant actuellement à id., fils du citoyen Noël Chatrane, défunt, profession de laboureur, et de Jeanne Manet, son épouse, âgée de soixante-dix ans, d'une part. Et Reine Robert, née à Villarnoult (Yonne), le sept septembre mil sept cent soixante quatorze, âgée de trente-deux ans, demeurant actuellement à Bussières, fille du citoyen Pierre Robert, défunt, et de Anne Petit, défunte, d'autre part. Lesquels, assis-

tés du citoyen Simon Chatrane, âgé de trente-neuf ans, profession de laboureur, demeurant à Villarnoult, parent du comparant du côté (1) au premier degré ; du citoyen Jean Chatrane, âgé de trente-sept ans, profession de laboureur, parent du comparant du côté (1) au premier degré ; du citoyen Nicolas Petit, âgé de cinquante-sept ans, profession de laboureur, demeurant à Villarnoult, parent de la comparante au second degré, et du citoyen Eugène Petit, âgé de quarante-cinq ans, profession de laboureur, demeurant à Villarnoult, parent de la comparante au second degré. Ont dit qu'ils étaient dans l'intention de s'unir en mariage. A l'effet de quoi, après avoir vu : 1^o les actes de naissance desdits comparants ; 2^o les actes constatant que les publications requises par la loi ont été faites savoir : à Saint-Branché, domicile du futur, les six et treize ventôse derniers, et à Bussièrès, domicile de la future, les treize et vingt ventôse derniers. Et, après m'être assuré qu'il n'existe pas d'opposition, j'ai fait lecture à haute voix des actes susdatés, ainsi que du chapitre xii du titre V (loi du 25 ventôse an XI) contenant les droits et les devoirs respectifs des époux. Après quoi, j'ai invité les futurs à faire la déclaration voulue par la loi, ce qu'ils ont fait ainsi qu'il suit : savoir, le citoyen Chatrane a dit : « Je déclare prendre Reine Robert pour ma femme », et Reine Robert a dit : « Je déclare prendre Nicolas Chatrane pour mon mari. » Et de suite, j'ai prononcé, au nom de la loi, que le citoyen Nicolas Chatrane et Reine Robert étaient unis par le mariage. J'ai, du tout, dressé le présent acte, dont j'ai donné lecture aux époux et aux témoins, qui ont signé. »

(1) Le maire a oublié ici le mot « paternel ».

L'acte belge ci-dessous est la formule reproduite à la fin de l'ouvrage de Roland et Wouters, p. 419, *Guide pratique de l'officier de l'état civil en Belgique*. Cet ouvrage s'inspire des ouvrages similaires français, et Merrier y est cité à plusieurs reprises. Le Code civil belge diffère peu du nôtre : depuis 1815, les modifications du Code civil français ont été, très souvent, imitées par le Code belge, ou inversement, mais les différences de détail sont, malgré tout, nombreuses. En Belgique, comme en France, l'unité de formule des actes de l'état civil n'est pas réalisée. Il m'a été donné tout récemment de prendre connaissance d'une liasse d'actes belges de naissance et de décès remontant à une trentaine d'années. On y trouve des expressions d'un français un peu spécial, telles que : « laquellè nous a déclaré que Marie X... s'est accouchée d'un enfant du sexe féminin », ou, dans une déclaration de décès : « Céline Z..., particulière (1), domiciliée à. . . . »

L'ouvrage de Roland et Wouters en est, en 1906, à sa cinquième édition : il est à présumer que son influence pratique sur les officiers de l'état civil belges est réelle. En changeant par les désignations analogues françaises les désignations des fonctionnaires belges, on aurait un acte de mariage susceptible d'être mis à la suite de ceux du Var ou de la Gironde.

ACTE DE MARIAGE

« L'an , le , à
heures du (matin), devant nous (nom et

(1) *Id est*, sans profession.

prénoms), bourgmestre, officier de l'état civil de la commune de arrondissement judiciaire de, province de, ont comparu (*prénoms, nom, profession et domicile du futur époux*), né à, le, célibataire, fils majeur de (*prénom, noms, professions et domicile des père et mère*) tous deux ici présents et consentants au mariage, d'une part, et (*mêmes renseignements quant à la future épouse*) d'autre part, lesquels nous ont requis de procéder à la célébration du mariage projeté entre eux, dont la publication a été faite devant la porte principale de la maison commune de, le dimanche à heures (s'il a été fait une publication dans plusieurs communes, on ajoutera: et de le dimanche à heures). Les futurs époux nous ont représenté: 1^o leurs actes de naissance délivrés par l'officier de l'état civil de . . . le; 2^o un certificat de l'officier de l'état civil de délivré le, constatant que la publication ci-dessus mentionnée a été faite sans qu'il soit survenu d'opposition; 3^o un certificat délivré par le gouverneur de la province de, le, constatant que le futur époux a satisfait aux lois sur la milice nationale (1). Aucune opposition ne nous étant parvenue, faisant droit à la réquisition des parties, nous leur avons donné lecture, en présence des témoins ci-après dénommés, des pièces ci-dessus mentionnées, paraphées chacune par la partie qui les a produites et par nous, pour demeurer annexées au présent

(1) Ce certificat est exigé des jeunes gens de 19 à 28 ans..

acte, ainsi que du chapitre six du titre cinq du Code civil, intitulé *Du Mariage*, concernant les droits et les devoirs respectifs des époux. Nous avons demandé ensuite aux futurs époux, l'un après l'autre, s'ils veulent se prendre pour mari et femme ; chacun d'eux ayant répondu séparément et affirmativement, nous avons déclaré, au nom de la loi, que et sont unis par le mariage. Immédiatement après, sur interpellation, les époux ont déclaré qu'il existe entre eux des conventions matrimoniales, reçues par Maître notaire à (1). Le tout a été fait publiquement à, en la maison commune, en présence de (les quatre témoins) Le présent acte de mariage a été dressé sur-le-champ et, après lecture faite, signé avec nous par les comparants et les témoins. »

A l'intérieur même des départements français on trouve des divergences : dans les Basses-Alpes, la formule de la légitimation est laissée à l'initiative de chaque officier de l'état civil, et, dans une commune des Hautes-Alpes, j'ai pu lire : «... ont déclaré vouloir reconnaître et légitimer X..., en vue de lui donner les mêmes droits qu'aux enfants à naître de leur union », explication superflue des effets de la légitimation, puisque l'article 333 du Code civil la donne déjà.

L'*Almanach formulaire des maires*, de 1908, conseille cette rédaction peu élégante : « Et, à l'instant, lesdits époux ont déclaré vouloir reconnaître et légitimer comme issu de leurs œuvres... »

(1) Loi du 16 décembre 1851.

Certaines déficiences des actes de l'état civil sont attribuables aux préfectures et aux parquets. L'insertion des lois nouvelles et des circulaires ministérielles dans le *Recueil des actes administratifs* de chaque préfecture est vaine si les formules indiquées annuellement sont vicieuses, or le fait n'est pas rare. Dans certains départements, l'acte de publication contient les mots « pour la première fois, pour la seconde fois », bien que depuis la loi de 1907, il n'y ait plus qu'une seule publication (Ain, Eure, etc...).

Il est dit souvent que la publication a été lue « à haute et intelligible voix » ; cependant la publication orale, tombée en désuétude depuis longtemps, a été expressément supprimée par cette même loi (Indre-et-Loire, Nièvre, Pas-de-Calais, Basses-Pyrénées, etc...).

La modification de l'âge de la majorité matrimoniale n'a pas été notée partout. Dans l'Ariège, les instructions aux maires portent : « Passé 25 ans, le consentement peut être remplacé par des actes respectueux. » Dans la Drôme, le mariage d'un mineur orphelin se fait « en vertu d'une délibération du conseil de famille.... et, en outre, du consentement et en présence de son tuteur. »

Je pourrais donner encore de nombreux exemples des erreurs conseillées par leurs supérieurs hiérarchiques aux maires, qui sont, par là, bien excusables et qui endossent pourtant toutes les responsabilités : il n'est presque pas de département où l'on ne puisse en relever.

La diversité de rédaction dans les actes de l'état civil est-elle voulue ? Nullement. Les maires des campagnes ne cachent point qu'ils accueilleraient avec joie un formulaire-type unique, complet, officiel, rédigé par les soins du ministère de la justice, qui, à la suite de la for-

mule de l'acte simple, signalerait les variantes pour les cas plus ou moins exceptionnels et serait mis à la disposition de tous les maires de France. Une telle publication ne serait pas coûteuse : on peut tenir pour certain qu'elle reviendrait à un prix moindre, son impression étant centralisée à Paris, que toutes les instructions imprimées à l'heure actuelle ici et là. C'est ce qu'ont compris les pouvoirs publics, puisque, dans le second trimestre de 1909, le président du conseil, ministre de l'intérieur, a adressé à tous les préfets la circulaire suivante :

« Mon collègue, M. le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, a appelé mon attention sur l'initiative prise dans certains départements de faire rédiger et publier des instructions et formulaires concernant la rédaction des actes ainsi que la tenue des registres de l'état civil.

« Je vous prie de vouloir bien me faire connaître si un travail de ce genre a été publié dans votre département.

« Dans l'affirmative, je vous serai obligé de me faire savoir si, en vue de prévenir des erreurs de la part des officiers de l'état civil, ces formulaires et instructions ont été tenus au courant des modifications législatives intervenues depuis leur rédaction. »

Des réponses des préfets il résulterait que 47 départements n'avaient rédigé en 1909 aucun formulaire à l'usage de leurs maires, ou que les formules indiquées n'avaient pas été mises au courant des progrès de la législation. Tous les autres départements auraient annuellement donné aux maires des instructions, soit à l'intérieur de la couverture des registres, soit sur des feuilles volantes imprimées à annexer à ces registres, soit en un livre

broché ; dans un petit nombre de départements les registres eux-mêmes sont imprimés. Il serait téméraire d'établir une statistique rigoureuse d'après les réponses des préfets, qui sont trop souvent condensées en cinq ou six lignes et ne donnent que de vagues renseignements. Les documents les plus intéressants et les plus sûrs sont les formules imprimées jointes aux réponses des préfets, mais la collection de ces formules, j'en ai la certitude, n'est pas complète.

Peut-être sortira-t-il de cette consultation la rédaction d'un formulaire général pour toute la France des actes de l'état civil. Malheureusement elle n'est pas la première ; déjà en 1840 une consultation semblable avait eu lieu, un questionnaire très complet, que nous reproduisons en annexe, avait été envoyé à tous les préfets, et aucun progrès n'en est résulté.

Espérons qu'en 1910 on obtiendra ce qu'on avait inutilement tenté en 1840.

*
* *

Pour les actes de mariage, en particulier, il semble bien qu'il y ait un malentendu. L'acte de mariage est un procès-verbal de la régularité de la célébration ; on y mentionne les pièces préparatoires, les paroles et les actes du maire, qui sont toujours les mêmes, la réponse des conjoints, les noms, prénoms, âges et domiciles des témoins. Mais, quand on demande une expédition de cet acte, que désire-t-on savoir ? Que X... et Y... se sont mariés tel jour, en tel lieu, avec les consentements nécessaires et qu'ils ont fait ou n'ont pas fait de contrat de mariage ; rien de plus. Dix lignes suffiraient, alors qu'actuellement on recopie deux pages. Pour les expédi-

tions des actes de mariage, un imprimé très simple, dont on remplirait les blancs, se comprendrait parfaitement. Rien n'empêcherait d'ailleurs le premier venu de se procurer, moyennant une taxe plus élevée, et sans avoir à justifier du but poursuivi, l'acte de mariage *in extenso*.

En outre, un acte de mariage n'est ni un acte de procédure, ni un jugement ; on n'a pas à y citer les lois et les articles dont on fait l'application : autrement, une grande partie des articles compris dans les titres II et V du livre 1^{er} du Code civil pourraient être cités. Or, dans la plupart des actes de mariage, on lit : « pour satisfaire au vœu de l'article 75 du Code civil, complété par la loi du 10 juillet 1850 », ou toute autre formule analogue, tout à fait inutile et déplacée. Dans plus d'un acte de mariage, j'ai vu mentionnée la loi du 21 juin 1907, comme si le maire voulait s'excuser de la liberté prise avec les anciennes formules.

Pareillement, dans une circulaire du ministre de l'intérieur du 18 septembre 1897, envoyant aux préfets une copie d'une circulaire du garde des sceaux du 23 juillet 1896, interprétative de la loi du 20 juin 1896, on trouve, en annexe, la formule suivante :

« Du . . . , acte de consentement au mariage de . . . dressé par nous, maire conformément à l'article 73 du Code civil, modifié par la loi du 21 juin 1896. »

Plus l'acte est court, plus il est intelligible aux intéressés, qui ne sont pas nécessairement des juristes. Je suis persuadé que, tôt ou tard, on fera partout des actes de mariage clairs et brefs.

*
* *

On a dit, depuis quelque temps, beaucoup de mal des

publications de mariage. Le *Journal* a même publié un article retentissant, signé d'un adjoint au maire du VIII^e arrondissement de Paris, M. Maréchal, demandant leur suppression pure et simple.

On leur fait divers reproches.

Dans les villages, c'est toujours par les bruits qui courent que les mariages sont connus, on ne va à la mairie que pour connaître les détails, et ces détails devraient n'être pas révélés au public : par exemple, c'est par la publication qu'on apprend que la mariée n'a pas été reconnue par son père. Dans les petites villes, c'est le journal local qui fait connaître les mariages, bien mieux que l'affiche apposée à la porte de la mairie. Enfin dans les grandes villes il y a bien peu de chances que l'affiche soit lue précisément par celui auquel on cache le mariage et qui pourrait faire opposition. Dans les arrondissements populeux de Paris, il est même impossible de lire les publications, parce qu'elles chevauchent les unes sur les autres. Elles ne sont pas affichées extérieurement, comme le veut la loi, mais dans une cour ou dans un vestibule, à l'intérieur de la mairie.

Les publications sont faites en vue de susciter une très improbable opposition. Des secrétaires de mairie en fonctions depuis trente ans et plus, dans des chefs-lieux de canton, n'ont jamais reçu signification d'une seule opposition ; et, pour empêcher de s'unir un couple qui verra surgir une opposition en forme devant l'union projetée, on taxe et on gêne plusieurs milliers d'autres.

Car la publication est souvent fort ennuyeuse. Si les deux conjoints sont majeurs et habitent la même commune, passe encore. Mais supposons qu'ils habitent deux communes différentes, voilà déjà deux publications.

L'homme est-il un batelier, un forain ? La circulaire du garde des sceaux du 2 juillet 1907 s'explique sur son cas :

« En d'autres termes, avant de procéder au mariage d'un batelier, d'un forain, en un mot d'une personne qui, menant une vie nomade, ne possède pas de domicile connu et ne peut s'astreindre à résider dans une même commune pendant les six mois consécutifs qui précèdent son mariage, l'officier de l'état civil devra exiger la preuve que des publications ont été faites :

1° Au lieu de la résidence actuelle ;

2° Au lieu de la dernière résidence ;

3° Au lieu de la naissance. »

L'article 5 de la loi belge du 26 décembre 1891, dont le nouvel article 167 du Code civil français s'inspire visiblement, ne prévoit que deux publications dans les mêmes conditions.

Il y a même, depuis la loi du 21 juin 1907, des maires inintelligents qui font faire une publication dans toutes les communes où l'un des futurs conjoints a établi son domicile pendant les six mois qui précèdent le mariage : ces cas tératologiques étant rares, on peut n'en pas tenir compte.

Voilà donc quatre publications : trois pour le futur conjoint, une pour la future. Celle-ci est-elle mineure, bonne à tout faire, par exemple, n'habitant pas chez ses parents ? L'article 168 prescrit de faire une cinquième publication supplémentaire, au domicile du père.

Ce n'est pas tout. Regardons de près cet article 168 : « Si les parties contractantes ou l'une d'elles sont, relativement au mariage, sous la puissance d'autrui, la publication sera encore faite à la municipalité du domicile

de ceux sous la puissance desquels elles se trouvent. »

Cet article, déjà peu clair avant la loi du 21 juin 1907, l'est encore moins depuis lors. Jusque-là l'expression : « être sous la puissance d'autrui relativement au mariage » signifiait : « avoir moins de 25 ans révolus pour les hommes, moins de 21 ans pour les femmes » ; aujourd'hui elle signifie « être mineur », puisque l'âge de 21 ans constitue la majorité matrimoniale des deux sexes.

En supposant provisoirement, — ce qui est fort douteux, comme nous le verrons plus loin, — que le mot « ceux » désigne seulement les ascendants, l'article 168 serait plus compréhensible ainsi rédigé : « Si les futurs conjoints, ou l'un d'eux, sont mineurs, la publication sera encore faite à la municipalité du domicile des ascendants sous la puissance desquels ils se trouvent relativement au mariage. »

Les trois derniers mots sont indispensables, mais à la fin de l'article. Soit une jeune fille de vingt ans, orpheline : elle n'a plus comme ascendants, qu'une bisaïeule de 95 ans, vivant très loin d'elle. Le conseil de famille donnera pour tuteur à cette jeune fille un oncle ou un frère aîné, sous la puissance duquel elle se trouvera pour tous les actes juridiques, sauf le mariage. C'est de la vieille bisaïeule seule que dépendra le mariage de la pupille : le conseil de famille n'aura pas à se prononcer. Une telle solution n'est peut-être pas très raisonnable, mais c'est la seule légale, et, d'après l'article 168, c'est au domicile de la bisaïeule que devra être faite la publication supplémentaire, sans qu'on puisse dire à quoi elle pourra servir.

Si notre orpheline a des grands-parents paternels divorcés, des grands-parents maternels séparés de corps,

et qu'elle habite chez un oncle ou un frère aîné, en admettant même que personne ne s'oppose à son mariage, il y aura, de son chef, cinq publications. Au total, en accumulant les hypothèses, on peut trouver pour un seul mariage huit publications. Ce cas ne se rencontrera peut-être jamais, mais il est fréquent de voir deux ou trois publications simultanées, et c'est même la règle générale.

*
* *

Nous avons donné à l'article 168 un sens tel que, si un mineur n'a plus aucun ascendant à l'époque de son mariage, il n'y aura pas de publication supplémentaire à faire ; c'est ainsi que l'entendent la très grande majorité des maires. Mais, d'après une autre opinion, une publication supplémentaire doit être faite au lieu où se réunit le conseil de famille qui donne l'autorisation au mariage, parce que le conseil de famille est compris dans l'expression « ceux sous la puissance desquels ils se trouvent ». La loi du 19 floréal an VIII portait expressément que « les publications doivent être faites... pour les mineurs au domicile de leurs père et mère, ou, s'ils sont morts ou interdits, au lieu où s'est tenue l'assemblée de parents pour autoriser le mariage ». Dans ce dernier cas, aucune publication n'était faite au lieu du domicile réel du mineur.

M. Henri Bossu, dans l'ouvrage que nous avons déjà cité (p. 47), rapportant les principales irrégularités et contraventions que l'on peut relever au cours de la vérification des registres de l'état civil et dont la liste figure aux *Notes pratiques de l'Annuaire de la magistrature*, cite :

« Défaut, pour les mineurs de 21 ans, de publication au lieu du domicile des parents dont ils dépendent ou au lieu où se réunit le conseil de famille. »

Tranchons le mot, cette publication supplémentaire, si elle était véritablement exigée, serait absurde. Je prends un exemple dans ma famille : un de mes frères qui habitait le IV^e arrondissement de Paris et sa femme sont morts tous deux en 1899. Ils laissaient trois orphelins, dont une petite fille âgée de deux ans ; ces trois enfants ont été recueillis par mes parents, qui ne vivent pas à Paris. Si, quand elle aura dix-huit ou vingt ans, ma nièce se marie, il faudra, sous prétexte que le conseil de famille se réunit toujours à la mairie du IV^e arrondissement, une publication supplémentaire à la porte de cette mairie, bien que, depuis dix-huit ans, personne de notre famille ni de nos amis n'habite le IV^e arrondissement !

Il est vraisemblable que l'*Annuaire de la magistrature* se trompe. Oui, le conseil de famille est bien compris dans l'expression « ceux sous la puissance desquels il se trouve », mais l'article 168 exige une publication à la municipalité de « leur domicile », et le conseil de famille n'a pas de domicile, il a seulement un lieu de réunion, ce qui est tout différent ; pour avoir un domicile, il faut être une personne, soit physique, soit morale, et je ne sache pas que l'on ait jamais reconnu la personnalité civile aux conseils de famille.

*
* *

Enfin, quels sont « ceux sous la puissance desquels se trouvent, relativement au mariage », les mineurs dont s'occupe l'article 159, les enfants naturels non reconnus

ou qui ont perdu père et mère ? En lisant le nouvel article 389 du Code civil, modifié par la loi du 2 juillet 1907, il semble que ce soit le tribunal de première instance, puisque c'est à lui que sont dévolues, à leur égard, les fonctions du conseil de famille des enfants légitimes. Aussi la mairie du 1^{er} arrondissement de Paris, où se trouve le Palais de Justice, publie-t-elle les mariages des mineurs non reconnues domiciliées à Sceaux, Vincennes, Asnières, etc..., ce qui, on l'avouera, ne correspond pas à une nécessité facile à comprendre.

Mais certains juges de paix, même à Paris, prétendent que l'article 389 n'a modifié l'état de choses créé par la loi du 21 juin 1907 qu'en ce qui concerne les biens des mineurs ; leur raisonnement est assez logique. « Qu'a voulu, disent-ils, le législateur du 21 juin 1907 ? Avant cette date, le mariage de tous les mineurs sans ascendants était autorisé par le conseil de famille ; seulement, tandis que, pour les enfants légitimes, le conseil de famille donnait directement son autorisation, il nommait, quand l'enfant était naturel, un tuteur *ad hoc*, chargé de donner l'autorisation nécessaire. Ce tuteur *ad hoc*, rouage inutile, étant supprimé, l'acte de mariage est rédigé dans les mêmes termes, que l'enfant soit légitime ou naturel (1). Si c'est le tribunal qui donne l'autorisation au mariage, non seulement la différence qu'avait supprimée la loi du 21 juin 1907 réapparaîtra sous une

(1) Voici la formule employée actuellement par certaines mairies de Paris, notamment celle du VI^e arrondissement, pour les mineurs sans ascendants, légitimes ou naturelles : « la future, autorisée à contracter le présent mariage par délibération de son conseil de famille, réuni le sous la présidence du juge de paix du^e arrondissement de Paris. »

autre forme, mais l'autorisation coûtera plus du double à l'enfant naturel qu'à l'enfant légitime, les frais d'un jugement étant bien supérieurs à ceux d'un procès-verbal de réunion de conseil de famille ; en outre, surtout à l'époque où les tribunaux sont en vacances, l'autorisation sera plus lente à obtenir d'eux que d'un conseil de famille rapidement convoqué et réuni.

« Enfin, qu'on lise la dernière partie du paragraphe de l'article 389 invoqué pour nier notre compétence. Il y est dit : « Le tribunal statue en chambre du conseil. . . . sur toutes les questions relatives à l'organisation ou à la surveillance de la tutelle desdits mineurs. » Or l'autorisation au mariage d'une mineure n'a rien de commun avec l'*organisation* ni avec la *surveillance* de la tutelle. Peut-être n'est-ce pas intentionnellement que, par ces deux mots, le législateur a enlevé au tribunal sur ce point la compétence que nous revendiquons, mais le texte est très catégorique et ne prête pas à controverse. »

C'est pourquoi les juges de paix qui raisonnent ainsi se reconnaissent, à l'heure qu'il est, la compétence nécessaire pour réunir dans cette occasion des conseils de famille. Les maires qui célèbrent le mariage s'estiment couverts par une autorisation régulière en apparence ainsi donnée et, jusqu'à ce qu'une loi ou une circulaire interprétative ait résolu le problème, on voit fonctionner concurremment deux compétences contradictoires.

*
* *

Si les conjoints, en versant au bureau d'une même mairie la somme nécessaire pour l'ensemble des publications, pouvaient tout régler sur place, on arriverait à

une solution relativement satisfaisante, mais, presque partout, on applique à la lettre l'article 69 du Code civil, que le Parlement a omis de modifier dans l'élaboration de la loi du 21 juin 1907 : partout ailleurs il a corrigé le pluriel : « les publications ». Les conjoints devront donc se rendre successivement dans toutes les mairies où la publication doit être faite pour fournir les renseignements nécessaires, et, dix jours après cette publication, retourner dans chacune de ces mairies pour se faire remettre un certificat de non-opposition. S'ils ne s'y rendent pas, ils doivent écrire aux maires. Que de dérangements ou de frais de correspondance, d'autant plus désagréables aux intéressés qu'ils n'y voient qu'une formalité inutile et vexatoire ! La circulaire du garde des sceaux du 24 décembre 1907, dans son second paragraphe, engage les maires à communiquer directement entre eux pour toutes les notes et pièces relatives aux mariages, mais elle est loin d'être observée sur toute l'étendue du territoire français, et elle ne pourra guère l'être que le jour où l'article 69 du Code civil sera remanié explicitement.

*
* *

L'inconvénient des publications est aggravé par ce fait que certains maires y font figurer diverses mentions autres que celles qui sont limitativement énumérées dans l'article 63 du Code civil, notamment l'âge des futurs conjoints, leur qualité d'enfants légitimes ou légitimés, naturels, reconnus ou non reconnus. J'ai constaté, *de visu*, en plusieurs lieux, cette fâcheuse pratique contre laquelle la circulaire du garde des sceaux du 8 août 1904 a été impuissante.

Enfin la publication peut avoir pour effet le plus sûr d'avertir une maîtresse jalouse qui, le jour du mariage, viendra faire un esclandre ou attenter à la vie du futur époux.

*
* *

Malgré ces inconvénients, malgré leur peu d'efficacité pour porter le mariage à la connaissance des personnes susceptibles de faire opposition, les publications ont leur raison d'être. D'abord elles nécessitent dix jours de délai entre le moment où le mariage est possible et celui où il est célébré. Autant les retards excessifs sont regrettables, autant il serait peu souhaitable que les mariages pussent se faire instantanément, par coups de tête ; le mariage influe sur le sort des parties contractantes d'une façon telle qu'il n'est pas excessif de leur imposer dix jours de réflexion, sauf, bien entendu, les exceptions justifiées en cas d'extrême urgence.

Elles permettent aussi de retrouver la trace d'actes de mariage. On désire, par exemple, avoir l'acte de mariage d'un homme dont on ignore le lieu de naissance, mais qui habitait Caen lors de son mariage, dont on connaît la date approximative. Au greffe du tribunal de Caen, on cherchera sur le registre des publications le nom de l'intéressé, et l'on découvrira qu'il a épousé une jeune fille habitant Rouen. Le mariage ne s'étant pas célébré à Caen, c'est à Rouen qu'on en découvrira l'acte.

Le registre des publications sert encore dans l'hypothèse prévue par l'article 170. Deux Français se sont mariés en Angleterre. Quelques années plus tard, on conteste la validité de leur mariage en l'arguant de clandestinité ou de fraude. Les époux feront faire des recherches

au greffe sur le registre des publications, en vue de démontrer que les publications préalables ont bien été faites.

Si des époux ne peuvent ou ne veulent pas démontrer que des publications en France ont été faites préalablement à la célébration de leur mariage à l'étranger, un maire peut-il, à leur retour, refuser de transcrire leur acte de mariage sur les registres des mariages de sa commune ? Le fait s'est produit récemment, et le procureur de la République, consulté, s'est prononcé pour l'obligation de transcrire. En effet, c'est à ceux qui ont le droit de faire annuler le mariage à établir que la publication en France n'a pas été faite, ce n'est pas au maire à faire de cette justification une condition de la transcription, et cela d'autant plus que l'absence de la publication n'est pas nécessairement un motif d'annulation.

*
* *

On pourrait cependant, sans supprimer les publications, en économiser le registre. L'acte de publication est valable pour un an, d'après l'article 65. Rien n'empêcherait le maire de verser en liasses, au 31 décembre 1911, tous les actes de publication de l'année 1910, au lieu et place du registre avec lequel il fait double emploi.

C'est ainsi qu'il verse au greffe, chaque année, les pièces annexées aux actes de mariage et aux transcriptions de jugements de divorce.

L'an dernier, je me trouvais un jour dans une petite commune, où le registre des mariages contenait déjà un acte, alors que le registre des publications était vierge et, comme je m'étonnais d'un pareil état de choses, le secré-

taire de la mairie me dit, avec un bon sourire : « Le registre des publications, je le fais dans les dernières semaines de l'année. »

*
* *

L'article 251 prescrit de transcrire sur les registres de l'état civil le dispositif des jugements ou arrêts prononçant les divorces. Rien n'est plus clair. Or, — j'y aurais cru difficilement si je ne l'avais vu de mes propres yeux, — dans certains départements on transcrit tout le jugement depuis A jusqu'à Z, et l'on voit les récits de sévices et d'adultère figurer parmi les « actes » de mariage. Le mot « dispositif » n'est pas compris de certains maires ou secrétaires de mairie, et le parquet laisse faire.

Inversement l'article 101 prescrit de transcrire sur les registres de l'état civil les jugements de rectification. Dans le département de la Seine et dans beaucoup d'autres, on n'en transcrit que le dispositif. Pourtant la comparaison des articles 251 et 101 est significative, et la différence est parfaitement fondée. S'il est inutile de faire figurer sur les registres de l'état civil les motifs du divorce, s'il suffit de constater qu'un jugement de divorce a dissous le mariage, il importe de constater quelle a été l'origine de telle ou telle erreur dans un acte antérieur.

*
* *

Dans son *Manuel-formulaire des actes de l'état civil* (p. 168), M. Charles Ragel s'exprime ainsi : « Enfin, s'il y a lieu, l'officier de l'état civil délivre un certificat sur papier libre qui sera remis au ministre du culte, lequel ne peut procéder à la bénédiction nuptiale qu'après le prononcé de l'union par l'officier de l'état civil. »

Que ce certificat soit sur papier libre dans certains départements, cela est douteux, mais, après tout, possible. Dans le département de la Seine, exception faite pour les mariages des indigents, ce certificat est sur papier timbré. Mais à quels conjoints doit-il être remis ? A tous indistinctement ou à ceux-là seulement qui déclarent avoir l'intention de faire bénir leur mariage par un prêtre ?

A la mairie de Puteaux et à celle de Nanterre il m'a été répondu : « Nous délivrons ce certificat à tous les conjoints, parce que nous n'avons pas à nous informer de leurs intentions au point de vue confessionnel. »

Au contraire, dans toutes les mairies de Paris où j'ai posé cette question, on m'a répondu : « Nous ne délivrons ce certificat qu'à ceux qui le désirent. Dans telle mairie, il y a 40 à 50 0/0 de mariages purement civils : pourquoi faire payer à ces conjoints un certificat dont le but est de couvrir le prêtre contre la possibilité d'une poursuite correctionnelle ? » Il est même une mairie où l'on m'a donné les renseignements complémentaires suivants : « Avant 1896, on faisait payer simultanément aux futurs conjoints 60 centimes pour les publications et 60 pour le certificat en vue du mariage religieux. Mais il arrivait quelquefois que, par suite de décès ou par suite de rupture, le mariage publié n'était pas célébré et que la feuille de papier timbré destinée à recevoir le certificat de célébration civile restait inemployée dans le dossier du mariage interrompu. Il aurait pu se faire que certains employés indécents utilisassent cette feuille pour un autre mariage, détournant à leur profit le versement des 60 centimes à ce destinés. Pour parer à cette fraude possible, les inspecteurs généraux des services administratifs et financiers, créés le 9 juillet 1896, eurent soin, en

visitant les mairies, de vérifier si dans les dossiers des mariages non célébrés la feuille de papier timbré existait encore. Pour couper court à cette suspicion, on résolut de ne percevoir les 60 centimes que le jour de la célébration civile et de ceux-là seuls qui déclaraient désirer faire bénir leur union par un prêtre. »

L'Etat a renoncé, depuis longtemps, à demander aux citoyens de mentionner leur religion sur les feuilles de recensement. Il est laïque et, comme tel, n'a point à connaître les opinions religieuses des Français, ni des étrangers résidant en France.

D'autre part, les Eglises, pour des raisons dont elles n'ont point à rendre compte, n'établissent pas, pour la plupart, la statistique de leurs fidèles.

Peut-être l'Etat trouverait-il une indication utile dans la comparaison du nombre total des mariages au nombre de ceux pour lesquels il n'est point demandé de certificat de la célébration civile. Je ne veux d'ailleurs pas insister sur cette question, qui est plutôt politique que juridique.

*
* *

Pour se rendre compte de ce qu'est un mariage en France, il ne suffit pas de lire des actes de mariage, il faut avoir assisté à quelques célébrations. Dans certains villages, le maire donne lecture de tous les actes de naissance et de décès, et, d'une façon générale, de toutes les pièces fournies par les conjoints : la célébration dure alors une demi-heure ou plus encore. Mais, d'habitude, la cérémonie civile du mariage est très rapide, trop rapide pour conserver le caractère de solennité dont elle ne devrait jamais se départir. A Paris surtout, la célébration du mariage donne l'impression de quelque chose de

précipité, de bâclé : dans la seule journée du samedi 29 février 1908, il a été célébré 44 mariages à la mairie du XVIII^e arrondissement, 49 à celle du XVII^e et 54 à celle du XI^e !

Normalement un mariage devrait durer sept à huit minutes pour les diverses opérations qu'il comporte : appeler chaque couple, assigner au futur époux, à la future épouse, aux quatre ascendants et aux quatre témoins leur place sacramentelle, lire l'acte de mariage, puis le chapitre VI du titre V du Code civil (Livre I^{er}), s'assurer des consentements des époux et des ascendants, demander s'il a été fait un contrat de mariage, faire signer l'acte sur les deux registres et prier les intéressés de s'en aller pour laisser la place libre à ceux qui attendent leur tour.

Mais, en fait, on a trouvé plusieurs procédés de nature à abrégé la cérémonie, si bien que, les jours de presse, elle ne dure plus que trois minutes ou même moins.

Parlout l'acte est préparé à l'avance sur les deux registres, seuls les noms de l'adjoint et des témoins sont laissés en blanc jusqu'à la dernière minute. Il en résulte que souvent on trouve sur les registres de mariage un acte couvert d'une grande croix de Saint-André avec, en marge, la mention : « Acte bâtonné, les parties ne s'étant pas présentées. » C'est qu'il y a eu une rupture ou un décès peu de temps avant la date fixée pour le mariage.

L'hypothèse inverse se présente aussi. Un couple a fait faire la publication prévue par l'article 63 et, plusieurs mois après, se présente brusquement, avec ascendants et témoins, requérant le maire de célébrer le mariage sur le champ. Si les papiers sont en règle, le maire ne peut s'y refuser et l'acte de mariage en double est dressé

au cours même de la cérémonie. C'est le procédé qu'emploient les époux qui craignent l'intervention tapageuse d'un tiers.

La lecture du chapitre VI est réduite à sa plus simple expression : malgré la disposition de l'article 75 du Code civil, on ne lit que les articles 212, 213, 214, 215 et 226 (1). En revanche, dans plusieurs mairies de Paris on lit l'article 6 de la loi du 13 juillet 1907, sur le libre salaire de la femme mariée, qui modifie la portée de l'article 215.

Tout cela ne suffit point : on recourt à des moyens plus ou moins irréguliers et tels que je ne puis désigner les mairies où ils sont en usage.

Lorsque plusieurs noces sont dans la salle des mariages, le maire aligne devant lui époux, ascendants et témoins du premier mariage, dont il lit l'acte. Puis il invite tous les assistants à se lever et annonce : « La lecture du Code est faite pour les... cinq... ou six mariages qui sont dans cette salle. » Cette mise en facteur commun, si j'ose ainsi m'exprimer, de la lecture du Code pour plusieurs mariages est fâcheuse. Non seulement elle diminue encore le peu de solennité qu'a la cérémonie, mais elle donne lieu à de regrettables incidents. J'ai vu la mère d'une de ces mariées, qui n'étaient pas au premier plan, souffler dans l'oreille de sa fille des conseils que je n'ai pas entendus, mais qui, d'après le sourire de l'épousée, devaient être très peu respectueux pour l'article 213 : « La femme doit obéissance à son mari », dont on donnait lecture à ce moment.

Afin de gagner du temps, on fait chevaucher les mariages les uns sur les autres : pendant que, la cérémonie

(1) Dans le XI^e arrondissement, on ne lit que les articles 212, 213 214 et 226.

terminée, le premier mariage signe les registres, on procède à la deuxième union et l'on fait avancer la troisième noce pour occuper les places encore chaudes de la seconde : mais cette manière d'opérer ne va pas sans quelque confusion. Aussi, dans certaines mairies, célèbre-t-on les mariages dans la grande salle ; après quoi époux, ascendants et témoins sont menés dans le petit bureau voisin pour signer les registres. Chose étonnante, il est une mairie où l'on suit l'ordre inverse : les époux signent les registres dans le bureau des mariages, après quoi, dans la grande salle, le maire s'assure de leurs consentements. Dans un cas comme dans l'autre, la porte du bureau reste ouverte et la publicité de la célébration du mariage est sauvegardée.

Par ces différents moyens, on arrive au maximum de rapidité réalisable, car le secrétaire de la mairie, qui en a l'habitude, lit les actes de mariage avec une vitesse qui défierait le sténographe le plus expérimenté ; les personnes présentes qui n'en connaissent pas le contenu ne peuvent rien y comprendre.

L'attitude des époux seule ralentit ce tourbillon matrimonial. Il en est qui, par manque de timidité, à la question : « Consentez-vous à prendre pour femme Mlle X... ? » répondent : « Puisque nous sommes venus pour cela ! » Et le maire est obligé d'insister : « Répondez par oui ou par non. » Mais il en est d'autres, au contraire, dont l'émotion étrangle la voix et trouble la mémoire ; j'en ai vu un, pâle comme un parricide à la lecture du verdict, qui était incapable de déclarer si un contrat de mariage avait été dressé ou non, ce fut sa mère qui répondit affirmativement et produisit le certificat du notaire.

Que les mariages se fassent rapidement lorsqu'ils sont nombreux le même jour, nous l'admettons. Mais il semble qu'il doive y avoir à cette rapidité une limite, passé laquelle la hâte des maires et adjoints devient un manque d'égards pour les époux et de déférence pour la loi.

*
* *

Lorsque des étrangers veulent se marier en France, il n'est pas toujours facile de distinguer les questions de capacité des questions de forme et des questions d'ordre public : l'espèce suivante, qui remonte à quelques mois à peine, en est une preuve. Un maire est requis par deux israélites russes de célébrer leur mariage. Le futur a plus de vingt et un ans et moins de trente ans ; s'il était Français, il aurait eu à justifier du consentement de ses parents, sa loi nationale l'en dispense. La future est majeure. c'est une femme divorcée, l'acte qui constate le divorce porte qu'elle ne peut se remarier pendant dix ans, son premier époux étant vivant. Or le divorce remontait à moins de dix ans et l'acte de décès du premier époux n'était pas produit. Dans ces conditions, le maire déclara qu'il ne croyait pas pouvoir célébrer le mariage. Les intéressés s'adressèrent alors au parquet, qui leur remit une note favorable à leur réquisition, l'ordre public ne permettant pas de tenir pour valable l'obligation de ne pas se remarier après le divorce, pendant un certain délai, autre que le délai de dix mois de l'article 296 du Code civil.

Peut-être la décision du parquet est-elle plus humaine que juridique.

*
* *

Lorsqu'un Français se marie à l'étranger, l'article 171

lui fait une obligation de faire transcrire l'acte de son mariage « sur les registres publics des mariages du lieu de son domicile » dans les trois mois de son retour. Nous avons vu, à propos des publications, une des difficultés pratiques que soulève cet article. En voici d'autres :

Comment l'officier de l'état civil saurait-il que le Français qui vient requérir la transcription n'est pas, en fait, rentré en France depuis plus de trois mois ? En règle générale, il s'en rapporte à son affirmation. Le jour où le retard sera sanctionné par une amende, la vérification des déclarations produites s'imposera, elle ne sera peut-être pas très difficile.

En second lieu, on peut se demander, l'article 171 n'étant pas explicite sur ce point, si c'est au lieu du domicile qu'avait le Français lors de son départ ou au lieu du domicile qu'il choisit en rentrant en France que la transcription doit être faite.

Les deux solutions ont été proposées. Voici, brièvement exposés, les arguments dans chaque sens. Les uns disent : « Il serait logique que la transcription fût effectuée là où la publication prévue par l'article 170 a été faite, c'est-à-dire au domicile du Français avant son départ. L'officier de l'état civil pourrait ainsi vérifier l'existence de cette publication, les actes des mariages célébrés à l'étranger n'en faisant généralement pas mention. Cette manière d'opérer éviterait de transcrire les actes des mariages non précédés de la publication en France, ce qui, cependant, se fait couramment, même à Paris. Si l'article 171 disait que la transcription se fait au domicile **des époux**, le domicile du retour serait nettement indiqué ; s'il n'a pas employé le pluriel, c'est qu'il entendait parler du domicile du départ. »

Les autres disent : « Le domicile dont a entendu parler l'article 171 est le domicile du retour. La comparaison des premiers et des derniers mots de l'article semble probante en ce sens. C'est d'ailleurs à ce domicile seulement que l'intéressé pourra faire faire la transcription sans se déplacer. » Ce dernier argument, assez spécieux, n'est pas décisif, la réquisition de transcription pouvant avoir lieu par correspondance. Il n'est pas plus difficile de faire transcrire à Chartres le mariage d'un Français qui, à son retour, habite Laon que de faire venir de Chartres son acte de naissance quand on se marie à Laon.

Enfin on a préconisé un système mixte, d'après lequel le Français ferait transcrire son acte de mariage sur les registres des mariages de la commune où il fixe son domicile à son retour, après quoi le maire de cette commune enverrait une copie de la transcription au maire de la commune où le Français avait son domicile lors de son départ, pour y effectuer une seconde transcription. Mais ce système est, de toute évidence, trop compliqué, l'article 171 n'ayant jamais exigé qu'une seule transcription. C'est cependant celui que recommande une décision ministérielle du garde des sceaux du 7 mai 1822. La disposition finale de l'article 251 du Code civil n'est guère conciliable avec lui : « Si le mariage a été célébré à l'étranger, la transcription (du jugement de divorce) est faite sur les registres de l'état civil du lieu où les époux avaient leur dernier domicile et mention est faite en marge de l'acte de mariage, s'il a été transcrit en France. » Il y a donc deux transcriptions du jugement de divorce, une au lieu du domicile qu'avait en France le mari avant son mariage et une autre au lieu du domicile

qu'avait la femme ; alors même que les époux sont rentrés en France depuis leur mariage, aucune transcription du jugement ne doit être faite au lieu du domicile choisi par eux lors de leur retour, non plus qu'au lieu de leur domicile lors du prononcé du divorce ; et, d'autre part, la mention en marge de l'acte de mariage se fera au lieu où la transcription unique a été faite.

Si, conformément à la décision de 1822, l'acte de mariage avait été transcrit sur les registres de deux mairies, la mention du divorce en marge risquerait fort de ne figurer que sur la transcription opérée au domicile du retour.

Dans la pratique, la transcription d'un acte de mariage célébré à l'étranger est opérée soit au lieu du domicile du départ, soit au lieu du domicile du retour, soit à l'un et à l'autre, d'après l'interprétation que donne en chaque lieu le maire ou le procureur de la République.

*
* *

Enfin l'acte de mariage étranger ne ressemble quelquefois en rien à un acte de mariage français. Il en est de très sommaires ; il en est aussi dont la disposition matérielle est gênante pour la transcription sur nos registres des mariages. A titre d'exemple, nous donnons ci-après, en modifiant les noms et professions des personnes qui y sont désignées, le fac-simile de l'acte d'un mariage célébré en Angleterre, traduit par un traducteur-juré :

Acte de mariage.

1907. — Mariage célébré dans l'église paroissiale de la paroisse de H....., comté de Middlesex.								
N°	Date du mariage	Prénoms et noms	Age	Situation sociale	Profession et situation	Résidence à l'époque du mariage	Noms et prénoms des pères	Profession et situation des pères
125	25 mai 1907.	Louis-François Durand.....	33	Célibataire.	Banquier.	5, rue du Havre Paris.	Jean-Edmond Durand.	En retraite.
		Mary-Elisabeth Clark.....	28	d°	—	31, Elphin Road H.....	Albert Clark.	Attaché aux Saints Ordres.

Mariés dans l'église paroissiale conformément aux rites et cérémonies de l'Eglise établie après la publication des bans.

Par moi J. W. SMITH.

Ce mariage a été célébré entre nous { Louis-François Durand. En { Louise Durand.
Mary-Elisabeth Clark. notre présence } Ernest-Samuel Delbridge.

L'extrait ci-dessus est une copie fidèle du registre des mariages de la paroisse sus-énoncée. Ledit registre étant légalement confié à mes soins.
Pour expédition délivrée le vingt-cinq mai mil neuf cent sept, par moi J. W. Smith, vicaire de H....
Sceau de la Paroisse.

NAISSANCES ET RECONNAISSANCES

La loi du 30 novembre 1906 a été faite dans l'intérêt des enfants naturels. Dans la pratique, elle se heurte à de nombreux obstacles. Remarquons tout d'abord qu'elle ne profite pas aux enfants non reconnus ou reconnus par l'un seulement de leurs parents, l'absence du nom du père, ou de la mère, ou de l'un et de l'autre sur l'acte de naissance ne laissant aucun doute. Quant aux enfants reconnus par père et mère et non légitimés, ils sont très peu nombreux et, pour la plupart, la situation n'est que transitoire : la légitimation se fera quand les père et mère seront majeurs et que l'opposition des parents ne sera plus un obstacle insurmontable au mariage. En réalité ce ne sont guère que les enfants légitimés qui se trouvent favorisés.

Encore le sont-ils moins souvent qu'on ne le croirait *a priori*. Dans la plupart des circonstances où l'acte de naissance est exigé, c'est l'acte complet qu'il faut produire et l'enfant auquel a été délivré l'acte résumé devra retourner à la mairie et, sur nouveaux frais, se faire délivrer l'acte *in extenso*. Pour ménager la bourse des contribuables, certaines mairies ont eu l'ingénieuse idée de recopier au dos de l'acte insuffisant l'acte nécessaire : une seule feuille de papier timbré est ainsi employée.

Tous les maires n'ont pas compris la portée de la loi du 30 novembre 1906, dont le texte n'est pas très clair. Il en est qui délivrent l'acte de naissance *in extenso* à

tous les enfants légitimes, et l'acte résumé à tous les enfants naturels ou légitimés.

Enfin il n'est pas facile aux maires de s'assurer de l'identité de la personne qui lui demande un acte de naissance. Un maire des Ardennes reçoit d'une ville des Pyrénées-Orientales, avec la somme voulue, une lettre dont le signataire déclare avoir besoin de son acte de naissance *in extenso* pour un mariage. Pourra-t-il le lui refuser ou exiger des justifications ?

Une circulaire du garde des sceaux du 18 avril 1907 décide que la loi du 30 novembre 1906 ne doit pas être observée quant aux expéditions d'actes de naissance destinées aux gouvernements étrangers ou aux ambassades et légations étrangères, en raison de stipulations internationales. On aurait pu en douter, la loi de 1906 étant conçue en termes généraux.

Une autre circulaire, du 31 décembre 1906, donne un modèle très bien fait de ce que devra être la nouvelle expédition de l'acte de naissance. Mais ce modèle n'obéit pas à la prescription finale de l'article 45 du Code civil, d'après laquelle « les expéditions des actes de l'état civil porteront en toutes lettres la date de leur délivrance ». En concluons-nous que ces expéditions ne doivent pas être datées ? C'est assez peu vraisemblable.

*
* *

Une difficulté nouvelle d'application de la loi du 30 novembre 1906 s'est présentée dernièrement à Paris. Un enfant naturel avait, longtemps après sa naissance, été reconnu successivement par deux hommes. La jurisprudence décide en ce cas que la priorité de date n'a aucune importance et que c'est aux tribunaux à décider,

quand ils en sont saisis, quelle est celle des deux reconnaissances qui doit prévaloir sur l'autre. Aussi mentionne-t-on sur le registre, en marge de l'acte de naissance de l'enfant, les deux reconnaissances, quitte à rectifier après jugement.

Mais on vint demander un jour une expédition résumée de l'acte de naissance de l'enfant. Avant la loi du 30 novembre 1906, on eût recopié l'acte intégralement, maintenant il fallait donner à l'enfant un nom définitif. Lequel ? Celui du premier père ? Celui du second ? Les deux noms réunis par un trait d'union ? Le problème était insoluble. Quel père indiquer ? Le cas est rare, mais il est tout à fait embarrassant.

*
* *

« Vous devez veiller tout particulièrement à ce que dans vos bureaux on informe les témoins qui déclarent la naissance de l'enfant d'une fille-mère que leur déclaration n'emporte pas reconnaissance et que la loi exige la déclaration formelle de la mère elle-même. Sur ce point l'erreur est générale et ses effets sont déplorables. »

Ainsi s'exprime la circulaire du procureur de la République de la Seine du 25 juin 1874. Oui, l'erreur est générale : un notaire des Basses-Alpes m'affirmait qu'il avait beaucoup de peine à faire comprendre aux filles-mères que leur enfant n'était pas reconnu par elles quand leur nom était donné par les témoins dans l'acte de naissance. Inversement un secrétaire de mairie des environs de Paris me disait que toutes les filles-mères ne manquaient pas de venir, après leurs relevailles, reconnaître l'enfant, parce que telle était la condition préliminaire du secours à elles alloué par les soins de la mairie. Les

sages-femmes leur donnent à ce sujet les conseils nécessaires.

Dans tous les cas, ne pourrait-on donner aux témoins un imprimé, en grosses lettres et en termes clairs, devant être remis à la mère et lui expliquant la nécessité d'une reconnaissance faite par elle-même ?

*
* *

Une erreur encore plus répandue porte sur la date à partir de laquelle peut être faite une reconnaissance. On ignore, d'une façon presque générale, qu'elle peut intervenir, tant de la part du père que de celle de la mère, avant l'accouchement, et les maires n'ont que très rarement à recevoir des reconnaissances faites dans ces conditions.

En cas de danger de mort soit du père, soit de la mère, dûment constaté par certificat médical, l'officier de l'état civil pourrait-il se déplacer, avec les deux registres des naissances, pour recevoir au chevet du moribond une déclaration de reconnaissance d'enfant naturel, comme il se déplace, avec les registres des mariages, pour célébrer un mariage *in extremis* ? Le cas semble de nature à devoir se présenter assez fréquemment et cependant, partout où j'ai voulu avoir sur ce point un renseignement précis, il m'a été répondu que pareille demande n'avait jamais été faite. Le déplacement des registres des naissances rencontre d'autant moins d'obstacle que la déclaration de reconnaissance n'exige pas la même publicité que la célébration d'un mariage : le seul inconvénient serait d'interrompre le cours normal de la réception des déclarations de naissance dans une commune pendant une fraction plus ou moins importante de la journée ; il

serait surtout sensible dans les très grandes villes à mairie unique, comme Marseille ou Lille.

*
* *

En principe, lorsqu'une reconnaissance est faite devant l'officier de l'état civil et que la filiation n'est entachée ni d'adultère, ni d'inceste, elle doit être acceptée sans examen, quel que soit l'âge du parent qui reconnaît ou légitime l'enfant et l'âge de l'enfant lui-même. Une lettre du procureur de la République près le tribunal civil de la Seine au maire de Batignolles-Monceaux, du 17 septembre 1849 (1), l'engage à recevoir la légitimation d'un enfant de quatre ans et demi faite par un jeune homme de 19 ans et demi. « Dans le doute, il importe de constater le fait de la reconnaissance... »

Cependant certains maires refusent d'inscrire sur leurs registres une reconnaissance lorsque le peu de différence d'âge entre le soi-disant père et le fils rend invraisemblable la paternité naturelle. A la mairie du VII^e arrondissement de Paris, l'habitude était autrefois d'exiger une différence d'âge de quinze ans ; mais quelqu'un dont on avait ainsi rejeté la déclaration de reconnaissance, s'étant adressé au docteur Brouardel, doyen de la Faculté de Médecine, se fit remettre une consultation écrite, d'après laquelle un homme pouvait être en état d'avoir de la progéniture à l'âge de treize ans. Depuis cette époque, la mairie du VII^e arrondissement accepte les déclarations de reconnaissance et de légitimation lorsqu'il y a au moins treize ans de différence entre le père et l'enfant.

(1) Rapportée dans le *Recueil des instructions relatives à l'état civil* du département de la Seine (1900).

ACTES DE DÉCES

Alexandre Geoffroy, âgé de 67 ans, habitait en 1908 à Alfortville (Seine) au numéro 134 de la rue Véron. L'atelier où il travaillait se trouvait à Maisons-Alfort. Ces deux communes sont séparées par la voie du chemin de fer P.-L.-M. et Geoffroy, au lieu de monter sur la passerelle qui surplombe la voie, très large en cet endroit à cause des nombreuses lignes partant de Paris, préférait traverser le passage à niveau. Quand la grande barrière sur roulettes était fermée à cause de l'annonce d'un train, il poussait la petite porte en bois qui se trouve à côté. Le résultat de cette imprudence fut que, le 10 décembre 1908, le rapide de Marseille le happa et le tua net. On retrouva son cadavre sur la partie de la voie qui appartient à la commune de Maisons-Alfort et on le ramena à son domicile.

Les cas semblables sont prévus par la circulaire du préfet de la Seine du 29 avril 1882 : « Lorsqu'une personne est décédée hors de son domicile, par suite de mort violente ou accidentelle, le corps du décédé doit être transporté à son domicile et l'inhumation est faite par les soins du maire de l'arrondissement où est situé ce domicile, après transcription de l'acte du décès, conformément aux prescriptions de l'article 82 du Code civil. »

Il eût donc fallu, conformément à cette circulaire, que nous ne pouvons reproduire intégralement, que le commissaire de police de Charenton transmettît immédiate-

ment à la mairie de Maisons-Alfort un procès-verbal de ses constatations. D'après ce procès-verbal, en présence de deux témoins, l'acte de décès aurait été rédigé à la mairie de Maisons-Alfort, puis une expédition de cet acte aurait été envoyée à Alfortville, où elle aurait été transcrite sur les registres.

Les choses se passèrent tout autrement. La mairie d'Alfortville délivra le permis d'inhumer, refusant, avec raison, d'inscrire la première sur ses registres un décès qui avait eu lieu sur la commune voisine. Après l'enterrement, la mairie de Maisons-Alfort refusa, elle aussi, d'inscrire sur ses registres une déclaration de décès qu'elle considérait comme tardive et la situation se prolongea ainsi pendant plus d'un mois. Sur l'intervention du parquet, un jugement, en date du 26 février 1909, rendu par le tribunal de la Seine, ordonna que la mairie de Maisons-Alfort inscrivit sur ses registres l'acte de décès d'Alexandre Geoffroy : cet acte fut inscrit effectivement par l'officier de l'état civil de cette commune le 24 mars 1909.

Lorsque, par suite d'un jugement, une déclaration de naissance ou de décès est inscrite tardivement sur les registres de l'état civil, on inscrit, en outre, une très brève mention de cet acte, en marge, à la place où il aurait dû figurer s'il avait été reçu à sa vraie date ; et si, comme dans l'espèce que nous venons de rapporter, la date de l'inscription tardive et celle de l'inscription normale sont dans deux années différentes, l'acte figure, avec un numéro bis, en interligne, dans la table annuelle de l'année où a eu lieu effectivement le décès, pour permettre les recherches ultérieures.

Nous sommes donc ici en présence d'un cas où, en

marge d'un acte, on trouve une mention se rapportant à un autre acte : ce fait n'est pas rare, surtout pour les actes de naissance, dans les grandes villes. Un père vient à la mairie déclarer la naissance de son enfant ; on lui dit : « Revenez après que le médecin de l'état civil aura constaté à votre domicile la naissance et le sexe de l'enfant. » Et le père ne revient pas : il se dit qu'il s'est suffisamment dérangé en allant à la mairie annoncer la naissance de l'enfant, que sa responsabilité est à couvert et qu'il n'a pas le temps de faire deux visites aux bureaucrates à l'occasion d'un seul événement.

Dans ce cas le parquet, averti, somme le père de requérir jugement en vue de faire ordonner l'inscription tardive de l'acte de naissance.

Nous avons vu déjà à quel point les marges des registres de l'état civil étaient parfois encombrées ; nous trouvons là encore une cause éventuelle de surcharge de plus.

*
* *

Quels sont les cas où l'acte de décès d'un individu mort ailleurs qu'au lieu de son domicile doit être transcrit sur les registres de la mairie de ce domicile ?

Le Code civil aurait pu employer une formule générale, il n'a visé que quelques cas, qui sont, d'ailleurs, les plus nombreux :

Art. 80. — Décès dans les hôpitaux.... ou autres établissements publics.

Art. 82. — Mort violente.

Art. 84. — Décès dans les prisons (Renvoi à l'art. 80).

Art. 86. — Décès au cours d'un voyage maritime.

Art. 90.—Présomption de décès par suite d'un naufrage.

Art. 92.— Jugements déclaratifs de décès.

Art. 94.— Décès des militaires et marins hors de France.

L'application de l'article 80 n'est pas toujours facile, parce que l'individualité des personnes décédées dans les hôpitaux est quelquefois imparfaitement connue et par l'expression « établissements publics » on entend ceux qui relèvent de l'Etat : c'est ainsi qu'un garçonnet mort dans un lycée aura son acte de décès transcrit à la mairie de son domicile, tandis qu'il n'en serait pas de même si le décès s'était produit à l'Ecole Alsacienne, par exemple, ou dans toute autre pension privée.

Quant à l'article 82, il se réfère à l'article 81, qui commence ainsi : « Lorsqu'il y aura des signes ou indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui donneront lieu de le soupçonner, » L'hypothèse est bien délimitée. Cependant plusieurs circulaires ont assimilé au cas de mort violente le cas de mort subite (la circulaire du 4 mai 1859 du procureur impérial près le tribunal de la Seine parle de « morts subites, violentes ou accidentelles »). Un homme meurt en wagon de la rupture d'un anévrisme ou d'un hémoptysie foudroyante, un commis-voyageur meurt brusquement, à table d'hôte, d'une maladie de cœur, loin de son domicile : peut-on appliquer à ces circonstances les dispositions de l'article 82 ? Ce serait souhaitable, mais il faut forcer le texte pour l'admettre.

Malgré les interprétations les plus extensives, il reste des cas où la transcription de l'acte de décès à la mairie du domicile ne peut avoir lieu : c'est, par exemple, un jeune homme qui meurt de la tuberculose dans une villa louée par ses parents sur la Côte d'azur. Or nous verrons

bientôt que, si l'on ne rattache pas la mention du décès à l'acte de naissance, il serait tout au moins souhaitable, chaque fois que cela sera possible, de transcrire l'acte de décès au lieu du domicile.

*
* *

A plusieurs reprises il a été demandé au Parlement qu'il fût ajouté à l'article 79 du Code civil une disposition ainsi conçue :

« Il sera fait mention du décès en marge de l'acte de la naissance de la personne décédée. »

Une telle innovation semble séduisante et j'en ai compris toute l'utilité par une scène dont j'ai été témoin dans une mairie des Hautes-Alpes. Un gendarme entre et s'adresse au secrétaire :

« Pourriez-vous me donner des renseignements sur le nommé Durand (Léon-Félix), né dans cette commune il y a vingt ans ?

— Ses parents résidaient en effet ici, il y a vingt ans. Mais, trois ans plus tard, ils sont partis en Algérie avec leur fils et, comme ils ne laissaient pas de famille en ce village, ils n'ont plus, depuis ce moment, donné de leurs nouvelles.

— Alors vous ne savez pas si Durand (Léon-Félix) est aujourd'hui mort ou vivant ?

— Je n'en sais rien.

— Très bien. Il sera considéré comme insoumis. »

Ce n'est pas au seul point de vue du recrutement que la question est intéressante ; bien d'autres motifs graves militent en faveur de la mention du décès en marge de l'acte de naissance. En voici plusieurs exemples : un homme ignore s'il est veuf ou non, parce qu'il ne sait ce

qu'est devenue sa femme depuis qu'ils se sont séparés à l'amiable et, si vraiment cette femme est morte, il est impossible à son mari de se remarier. — Une succession s'ouvre : avant le partage définitif, il faudra faire des recherches parfois longues et difficiles pour s'assurer que tel successible est mort ou non. — On a aussi envisagé « les graves difficultés auxquelles peuvent donner lieu l'absence de renseignements certains sur le décès d'un mutualiste et le tort qui peut en résulter pour les mutualistes survivants..... N'a-t-on pas cité, au congrès des syndicats agricoles d'Arras, des exemples de titulaires de livrets individuels disparus dans l'énorme proportion de 83 0/0 (1) ? »

De tous côtés cette réforme est réclamée. Je l'ai même vu appliquer, en plusieurs endroits, par anticipation. A la mairie de Digne, chaque fois qu'on apprend le décès d'un homme natif de cette ville, on inscrit, en marge de son acte de naissance : « Décédé le... à... » A Grimaud (Var) la mention ci-dessus est remplacée par un D majuscule, ce qui est peut-être insuffisant.

En plusieurs lieux j'ai entendu les secrétaires de mairie tenir le raisonnement suivant : « Cette addition à l'article 79 du Code civil ne nous coûterait pas beaucoup de travail. Si le décès d'un individu se produisait dans la commune même où il est né, la mention du décès serait faite immédiatement et nous n'aurions plus qu'à en aviser le parquet pour que pareille mention fût faite au greffe.

« Lorsqu'un décès se produit ailleurs que dans la commune où le *de cujus* est né, voici ce qui se passe le plus

(1) Proposition de loi de M. le sénateur de Pontbriand.

souvent : les témoins ne connaissent qu'imparfaitement l'état civil de celui dont ils viennent déclarer la mort, il manque presque toujours un détail, notamment le nom de famille de la mère, et nous sommes obligés d'écrire à la mairie du lieu de la naissance pour avoir des renseignements complets. Puisque l'officier de l'état civil de cette commune est obligé de rechercher sur ses registres l'acte de naissance, la mention du décès en marge lui coûterait peu. »

Signalons ici la singulière indication donnée par le parquet de Digne à l'intérieur de la couverture destinée aux registres des actes de décès : « Nota — Lorsqu'un extrait mortuaire d'une personne née dans la commune et décédée partout ailleurs (*sic*) est envoyé au maire, transcription doit en être faite en marge du registre des actes de décès, à la date du décès de la personne. »

*
* *

L'idée de mentionner le décès en marge de l'acte de naissance date de loin : jusqu'à la loi du 17 août 1897, qui a ajouté à l'article 76 du Code civil le paragraphe suivant : « Il sera fait mention de la célébration du mariage en marge de l'acte de naissance des époux », les deux réformes étaient proposées simultanément. La première trace qu'on en puisse relever se trouve dans un petit livre intitulé *Mémoire sur la centralisation des actes de l'état civil au domicile d'origine* par le docteur J. N. Loir, lu à l'Académie des sciences morales et politiques une première fois le 23 août 1856 (Paris, librairie Cotillon, 1857) et une seconde fois en 1862, avec de nouveaux développements.

Cette idée fut reprise par M. Lionel d'Albiousse, juge suppléant au tribunal de première instance et adjoint au

maire d'Uzès (Gard), dans un ouvrage intitulé : *Le casier de l'état civil*. Et le même auteur, devenu juge au tribunal de Castellane, adressa à la Chambre des députés une pétition sur le même objet. Cette pétition, renvoyée au garde des sceaux, provoqua de sa part les observations suivantes :

« Réunir en un seul lieu les renseignements qui s'appliquent à tous les incidents de la vie civile, à tous les faits de nature à modifier la capacité de contracter, à toutes les circonstances qui changent la composition de la famille et aux décès, c'est un travail dont les difficultés seraient insurmontables quand il s'agit d'une population de 37 millions de personnes ; les erreurs seraient au moins très fréquentes. Aucun intérêt public sérieux ne rend désirable l'établissement d'un casier de l'état civil, qui pourrait seulement quelquefois faciliter des recherches entreprises dans un but d'utilité privée, auxquelles l'état présent des choses pourvoit d'une façon à peu près satisfaisante... »

On peut s'étonner de cette réponse paradoxale du garde des sceaux, à laquelle d'ailleurs les faits ne tardèrent pas à donner un démenti. Après les incendies de la Commune de Paris et les difficultés qui s'ensuivirent pour la reconstitution des actes de l'état civil, on crut, d'après un vœu de la commission administrative chargée de cette reconstitution, que l'institution des livrets de famille permettrait de suppléer à la dispersion des actes de l'état civil. Deux enquêtes furent instituées, l'une en 1879, l'autre en 1882 : elles démontrèrent jusqu'à l'évidence l'inefficacité du procédé. Aujourd'hui encore, bien que l'article 136-4^e de la loi municipale de 1884 ait rendu obligatoires pour les communes les frais des livrets de

famille, de très nombreuses n'en distribuent pas aux conjoints, lors de leur mariage, et, là où ils sont distribués, les intéressés négligent souvent de les tenir à jour.

En 1879, le ministre de l'intérieur consulta son collègue de la justice sur la possibilité de rendre obligatoire la tenue régulière de ces livrets et, le 18 août 1879, le garde des sceaux lui répondit en ces termes :

« Faut-il le rendre obligatoire au moyen d'une loi ?

« A cette obligation il faut chercher une sanction qui serait imposée soit aux citoyens, soit aux officiers de l'état civil.

« En ce qui concerne les citoyens, toute pénalité qui aurait pour but de frapper le particulier convaincu de n'avoir pas réclamé le livret ou de ne l'avoir pas fait tenir au courant régulièrement revêtirait forcément un caractère tracassier et inquisitorial, qui doit faire écarter un projet de cette nature. Ajouter aux prescriptions du Code sur la tenue des actes de l'état civil une obligation nouvelle, dont la stricte nécessité n'est pas démontrée, insérer dans ce but, comme on serait amené à le faire, un nouvel article dans le titre II du Code civil, enfin sanctionner par une peine qui, pour n'être pas dérisoire, devrait être assez forte, une formalité dont le but ne serait qu'imparfaitement compris de beaucoup de personnes, ce serait tenter arbitrairement de réaliser, par une intervention excessive de la loi, un progrès qui ne doit être attendu que du temps et des mœurs. »

Ni le temps, ni les mœurs n'ont réalisé complètement ce progrès. On avait espéré faire du livret de famille, en quelque sorte, un troisième dépôt des actes de l'état ci-

vil remis aux intéressés eux-mêmes. Il a bien fallu reconnaître que ce dépôt n'offrait aucune sécurité, ni matérielle, ni juridique.

On en revint donc à l'idée de MM. Loir et Lionel d'Albiousse. A partir de 1880, nous la voyons reparaître sous forme de vœux émis par les conseils municipaux et généraux, sur divers points du territoire. Nous citerons, à titre d'exemples, ceux du conseil municipal de Marseille (séance du 22 novembre 1887) et ceux des différents conseils d'arrondissement et du conseil général du département de Seine-et-Marne, de 1882 à 1885. Comme on objectait les difficultés d'application de cette mesure, un conseiller général, M. Benoist, estima « que sa réalisation présenterait moins de difficultés qu'on paraissait le supposer. Comment ne pourrait-on pas faire, pour la tenue des actes de l'état civil, ce que l'Administration de l'enregistrement, par exemple, sait bien faire dans l'intérêt fiscal, lors des mutations d'immeubles, des décès, etc. . . ? » On aurait pu répondre à M. Benoist que les difficultés se présenteraient surtout pour les indigents, les vagabonds, les gens décédés à l'hôpital, etc. . . , toutes personnes dont l'Administration de l'enregistrement se préoccupe fort peu.

Puis, nouvelle étape, viennent les propositions de lois. Le 5 février 1887, un député du Nord, M. Joseph Morel, dépose sur le bureau de la Chambre une proposition « sur l'obligation du casier civil » (1).

Mais, outre que, dans sa proposition, M. J. Morel voulait charger de la conservation du casier civil le conservateur des hypothèques, qui n'est guère indiqué pour

(1) *Documents parlementaires*, annexe n° 1514, p. 302.

cette tâche, il encourt le reproche de vouloir tout entreprendre à la fois et instantanément :

« Dès la promulgation de la loi, disait-il, un travail préparatoire sera indispensable : il faudra spécialement mentionner sur les registres des naissances les mariages, émancipations, décès des Français nés depuis le 1^{er} janvier 1870. Ce travail simple et facile pourra être fait par les greffiers des tribunaux. »

Pour montrer ce que M. Joseph Morel entendait par « un travail simple et facile », il suffira de rapporter deux articles de sa proposition de loi :

« ART. 1^{er}. — Il est créé et il sera établi pour le 1^{er} janvier 1888 un casier civil présentant l'état civil de tous les Français et indiquant notamment les :

- Absences,
- Adoptions,
- Concordats,
- Conseils judiciaires,
- Contrats de mariage,
- Cotutelles,
- Décès,
- Destitutions de tutelle,
- Divorces,
- Faillites,
- Interdictions,
- Légitimations,
- Mariages,
- Naturalisations,
- Nominations à des fonctions de comptable des deniers publics emportant hypothèque légale,
- Privation des droits civils,
- Protutelles,

Reconnaisances d'enfants naturels,
Rectifications d'état civil,
Réhabilitations,
Séparations de biens,
Séparations de corps,
Tutelles légales,
Tutelles datives,
Veuvages (1).

« ART. 7. — Les agents qui tiendront le casier civil et délivreront les extraits seront responsables des erreurs provenant de leur fait. »

Il est permis de croire qu'avec une telle responsabilité le recrutement de ces agents eût été difficile.

De 1887 à 1897, les propositions de loi ayant pour but de centraliser au lieu de naissance les renseignements relatifs à chaque individu, se précisent : la plus intéressante est celle de M. le député Chassaing, tendant à compléter la rédaction des actes de l'état civil (2) : Les deux premiers articles en étaient ainsi conçus :

« ART. 1^{er}. — La marge des doubles de tout acte de naissance contiendra :

1° L'indication du lieu et de la date des unions contractées, ainsi que les nom et prénoms du conjoint ;

2° L'indication du lieu et de la date du décès de celui qu'il concerne.

« ART. 2. — La marge des doubles de tout acte de mariage contiendra :

1° L'indication des prénoms, ainsi que du lieu et de la date de la naissance des enfants issus de ce mariage ;

(1) Encore cette énumération est-elle incomplète. M. Arthur Goddyn (*Le Casier civil*, Bruxelles, 1888) y ajoute les émancipations et les annulations de mariages. Les annulations de reconnaissances, les mainlevées d'interdictions sont également omises.

(2) Séance du 18 déc. 1893. *Doc. parlement.*, p. 272, annexe n° 191.

2° L'indication du lieu et de la date du divorce de ceux qu'il concerne. »

Cette dernière disposition était inutile, puisqu'elle se trouve déjà dans l'article 251 du Code civil. Dans l'exposé des motifs de sa proposition, M. Chassaing émet le vœu que dans l'acte de mariage soient signalés le lieu et la date du mariage des parents, chaque fois que ces renseignements sont connus.

Pour montrer l'utilité de sa proposition, M. Chassaing suppose un individu né dans une commune, marié dans une deuxième, décédé dans une troisième, et montre combien il est difficile, lorsqu'on n'a en sa possession que l'acte de naissance, de retrouver l'acte de mariage et l'acte de décès.

A ses yeux l'innovation n'occasionnerait aux maires et greffiers qu'un léger surcroît de travail, il le prouve en se livrant à un petit calcul, plus fantaisiste que rigoureux :

« D'après les statistiques municipales de Paris, la moyenne par an est de :

Mariages.	25.000
Naissances.	60.000
Décès.	50.000
Divorces	1.500
Total	<u>136.500</u>

« Mettons 140.000 pour les vingt arrondissements, soit, par arrondissement, 7.000 avis à envoyer par an, ce qui donne par jour un peu moins de 19 avis de naissances, mariages, décès ou divorces à remplir..... On voit, par l'exemple de Paris, combien sera plus qu'insignifiant le travail qu'auront à faire les employés dans la plupart des communes de France. »

M. Chassaing ne parle que du travail résultant des

avis à envoyer et non du travail résultant des avis reçus, qui serait le plus considérable, tant à cause des recherches préalables sur les registres que de la transcription même.

Croyant avoir tout prévu pour rendre aisées les recherches généalogiques, M. Chassaing n'a oublié qu'un point : rien ne lierait, dans son système, l'acte de naissance de l'enfant naturel reconnu aux actes de l'état civil de ses parents, quoique la nécessité soit la même au point de vue successoral.

Au nom de la première commission d'initiative parlementaire de la Chambre des députés, M. Louis Brunet se prononça pour le rejet de la loi (1). Bien que la Chambre des députés n'ait pas statué sur le rapport de M. Brunet, il importe d'en citer quelques phrases, car toutes les critiques formulées par lui pouvaient aussi bien s'appliquer à la mention du mariage qu'à celle du décès en marge de l'acte de naissance. Or, depuis 1897, la mention du mariage portée en marge de l'acte de naissance n'a donné que d'excellents résultats.

«..... Il est absolument interdit à ce dernier (l'officier de l'état civil) de rien ajouter, soit dans le texte, soit en marge de l'acte, excepté pour ce qui concerne les mentions en marge, dans les cas que la loi a prévus : reconnaissance d'enfant naturel, légitimation, etc..., ou en vertu de jugements rectificatifs.

« Dans les cas assez rares d'émargements, la loi a entendu prendre toutes les précautions de nature à ne pas nuire au caractère d'authenticité que doit présenter l'acte de l'état civil ; les documents à l'appui, authentiques eux-mêmes, sont ou doivent être annexés.

(1) Annexe n° 1749. *Doc. parlement.*, Chambre des députés, séance du 23 janvier 1896, p. 28.

« La proposition de loi de l'honorable M. Chassaing aurait peut-être pour effet, si elle était adoptée, d'enlever aux actes de l'état civil une partie de l'autorité qu'ils possèdent.....

« Il serait certainement imprudent de modifier sur ce point les prescriptions de la loi : assurément de semblables documents ne sauraient faire foi en justice et ne pourraient servir comme indications. »

*
* *

La loi de 1897 étant votée, les propositions de loi ne tendirent plus qu'à faire mentionner le décès en marge de l'acte de naissance. Cependant, chose curieuse, alors que le mouvement se généralise et que les réclamations deviennent de plus en plus impérieuses, les propositions de loi ne font plus l'objet de rapports et semblent abandonnées par leurs auteurs, peu désireux de les faire aboutir. Tel est le sort :

D'une proposition de loi, au Sénat, de M. de Pontbriand (année 1904, n° 168) ;

D'un amendement de MM. les députés Antoine Maure et Lemire à la loi de finances de 1906, qui provoqua cependant de la part du garde des sceaux une circulaire, du 15 décembre 1905, prescrivant aux procureurs généraux d'ouvrir une enquête sur les conséquences possibles de l'adoption de cet amendement ;

Enfin d'une proposition de loi de M. le député de Folleville de Bimorel, portant institution du casier civil (année 1907 ; imprimé n° 1081).

Quelles difficultés pratiques devait rencontrer l'application d'une mesure si souvent proposée ? Elles m'ont été exposées d'une façon si claire par M. Garcement,

greffier de l'état civil près le tribunal de la Seine, que je ne puis mieux faire que de rapporter ici ses paroles :

« La loi du 17 août 1897 exige qu'il soit fait mention de l'acte de mariage en marge de l'acte de naissance des époux. Cette disposition est facilement applicable et jusqu'ici, sauf le travail considérable qu'elle occasionne, elle n'a donné lieu à aucune critique sérieuse. On propose d'étendre cette disposition aux actes de décès et d'ordonner qu'il sera fait également mention du décès en marge de l'acte de naissance du décédé. Les raisons qui ont inspiré ce projet sont évidemment très sérieuses, mais il semble que l'application en présentera des difficultés insurmontables dans les grandes villes et à Paris en particulier.

« Dans les actes de mariage, l'identité des deux époux est établie par les pièces qu'ils produisent au moment de la célébration. Il en est tout autrement pour les actes de décès. En effet, les personnes sur la déclaration desquelles ils sont dressés n'ont à fournir aucune pièce relatant de façon précise le lieu de naissance et l'identité du décédé. On ne saurait raisonnablement exiger, comme pour les mariages, la production de l'acte de naissance ou de tout autre document établissant cette identité. Actuellement les renseignements que les déclarants apportent sont généralement très vagues ; quelquefois ils ignorent le lieu de naissance du décédé, ou bien ils en donnent un qui est inexact. Souvent aussi leur manque tout ou partie de la filiation, ils ne connaissent pas tous les prénoms et ne les donnent pas dans l'ordre. Enfin, presque toujours, l'âge qu'ils indiquent ne permet d'établir la date de naissance que d'une manière très approximative, à deux ou trois ans près.

« Dans ces conditions, il sera quelquefois impossible à l'officier de l'état civil de faire notification du décès, car il ignorera le lieu de naissance. D'autres fois, il fera bien la notification, mais le lieu de naissance déclaré étant inexact, on ne trouvera pas d'acte auquel la mention puisse s'appliquer. Plus souvent encore, surtout si le nom est assez commun, par suite de l'insuffisance des déclarations qui ne porteront ni tous les prénoms, ni la filiation, ni l'âge exact du décédé, on trouvera plusieurs actes pouvant s'appliquer également à celui-ci, si bien qu'on ne pourra pas faire de mention, à moins que, par suite d'une précipitation regrettable, on ne le fasse à faux, ce qui se produira certainement dans un grand nombre de cas.

« Ces difficultés se feront particulièrement sentir à Paris et dans les grandes villes, où les décès dans les hôpitaux sont nombreux. Dans ce cas, en effet, les renseignements que l'on a sur la personne du décédé sont généralement insuffisants. D'autre part, à Paris il y a vingt arrondissements et on n'indique jamais ni la date exacte de la naissance, ni l'arrondissement dans lequel est né le décédé ; on se contente de déclarer un âge approximatif et « Paris » comme lieu de naissance. Il faudra donc faire des recherches sur plusieurs années dans les vingt mairies pour trouver l'acte de naissance et on en trouvera souvent un très grand nombre portant même nom et mêmes prénoms, ce qui rendra la tâche très difficile, car il faudra consulter tous les actes un par un.

« De plus, les cas dont nous parlions tout à l'heure et où il y a impossibilité d'identification du décédé s'en trouveront accrus pour autant. Il en sera de même à

Lyon où il y a plusieurs arrondissements (1). Enfin il y a lieu de faire remarquer qu'à Paris il n'existe que des tables par arrondissement et aucun répertoire général, ce qui rend les recherches très difficiles. Pour le greffe du tribunal civil de la Seine, le chiffre des mentions s'élèverait à 75.000 environ. »

Il est possible que, comme le dit M. Garcement, si une proposition de loi de ce genre est votée, elle donne des résultats déplorables, que, Pierre étant mort, on mentionne le décès sur l'acte de naissance de Paul, ou que, Pierre étant mort, on mentionne le décès sur les actes de naissance de Pierre, de Paul et de Louis, à moins que le véritable acte de naissance de Pierre, n'ayant pu être retrouvé, ne lui donne un nouveau genre d'immortalité. Quoi qu'il en soit, la proposition pourrait bien être votée tôt ou tard, malgré ses imperfections, parce qu'elle répond à une idée simple, qu'elle semble devoir donner des résultats d'une utilité incontestable et qu'elle est réclamée par un grand nombre de personnes, secrétaires des petites mairies, greffiers de petits chefs-lieux d'arrondissement, gens compétents à coup sûr, mais mal placés pour reconnaître les quasi-impossibilités de fonctionnement d'une semblable mesure dans les grands centres de population.

*
* *

A la différence des actes de mariage, les actes de décès sont conçus dans des termes presque identiques d'un bout à l'autre de la France. Voici, par exemple, le modèle dans le département de la Somme :

(1) Et dans les communes divisées en sections ayant chacune un adjoint spécial pour l'état civil.

« L'an mil neuf cent , le ,
à heure du , devant nous
, maire, officier de l'état civil de la commune de
, canton de , département de la
Somme, ont comparu âgé de ,
demeurant à , et âgé de
, demeurant à , lesquels nous ont déclaré
que le à heure du
est décédé (lieu du décès) X...
âgé de , demeurant à , né à
le , fil de
et de demeurant à (ce dont
nous nous sommes assuré) et les déclarants ont signé
avec nous le présent acte après que la lecture leur en a
été faite. »

On voit combien peu de mots suffisent et combien est inutilement prolix le modèle d'acte de décès dressé pour les mairies du département de la Meuse, qui se termine ainsi : « Sur cette déclaration, nous, sus-qualifié, nous sommes transporté au lieu indiqué, où nous avons vu et reconnu le cadavre du prénommé (*noms, prénoms*) et, nous étant ensuite rendu à la maison commune, nous avons écrit le présent acte sur les deux registres à ce destinés et que les déclarants ont signé avec nous, après lecture à eux par nous faite et collation. »

Il n'est pas prudent de recommander aux maires une formule de décès où ils affirment avec tant d'énergie avoir vérifié eux-mêmes la mort de la personne désignée à l'acte. Si, à Paris et dans les grandes villes, les médecins de l'état civil vont s'assurer à domicile de la réalité du décès, il n'en est pas de même dans les campagnes : on écrit l'acte sur la seule déclaration de deux parents ou

amis. Or, dans telle commune du Midi, que je pourrais nommer, on inhume souvent moins de vingt-quatre heures après le décès (1), malgré les prescriptions impératives de l'article 77 du Code civil : on voit à quel point le maire engage sa responsabilité en permettant l'ensevelissement d'un individu qui peut être encore vivant.

Dans un grand nombre de villages, où il n'y a pas de service médical de l'état civil, la présentation de l'enfant à la mairie lors de sa naissance est tombée en désuétude comme dans les villes : si l'on tient compte de ce que, dans les montagnes, il y a des habitations isolées, distantes de cinq ou six kilomètres du chef-lieu de la commune, on voit combien seraient faciles dans ces conditions les déclarations frauduleuses.

*
* *

En lisant le *Recueil des instructions de 1900*, du département de la Seine, on voit que c'est à l'occasion des actes de décès que les parquets sont obligés de renouveler le plus fréquemment les mêmes recommandations aux maires. Il est vrai que ces recommandations sont nombreuses : le décès des titulaires de croix de la Légion d'honneur, celui des étrangers, celui des tuteurs et tutrices, celui des hommes âgés de 20 à 44 ans, etc... doivent être signalés à diverses autorités administratives et, semble-t-il, ils ne le sont pas très régulièrement.

En ce qui concerne, en particulier, le décès des personnes laissant des héritiers mineurs non pourvus de tuteurs, il ne faudrait pas s'exagérer outre mesure la

(1) « Parce que, disent les braves gens, la famille est obligée de fermer le magasin jusqu'au retour du cimetière et qu'une attente prolongée causerait un préjudice trop grand à leur commerce. »

sollicitude de l'administration. Certes, si l'on est pressé dans ce cas d'apposer les scellés, c'est, en partie, pour éviter que les mineurs ne soient spoliés, mais, avouet-on, « cette mesure est opportune à notre époque, par suite de la diffusion des valeurs mobilières et elle permet, en sauvegardant les intérêts des incapables, de procurer au Trésor une source de revenus très appréciables. » Le Trésor souhaiterait vraisemblablement de pouvoir faire apposer les scellés dans toutes les successions, pour mieux assurer aux véritables ayants droit la transmission des biens héréditaires.

*
* *

Le préfet de la Seine signale, dans sa circulaire du 29 mars 1895, un abus dont on se plaint encore à l'heure actuelle. Les agents de funérailles, dès qu'ils apprennent un décès, recueillent comme ils le peuvent des renseignements relatifs à l'état civil du défunt et vont faire dresser l'acte de décès sur leur déclaration, sans mandat des parents, puis ils s'imposent, en quelque sorte, à la famille, pour l'exercice de leur profession, comme si le fait d'avoir déclaré le décès leur donnait des droits, et la famille, dans sa douleur, est incapable de protester contre ces procédés. On a beau recommander aux employés de mairie, dont le désintéressement, dans ces circonstances, n'est cependant pas douteux, de ne pas accepter comme déclarants ces agents de funérailles, toujours les mêmes dans chaque mairie, l'habitude s'en perpétue.

Une ordonnance du préfet de police, du 30 juillet 1907, interdit le stationnement des agents de funérailles dans les bureaux et vestibules des mairies, mais il est difficile

de la mettre à exécution. « Ces gens-là sont tenaces, me disait un employé de mairie, on les fait sortir par la porte, ils rentrent par la fenêtre. »

Un brave homme, allant à la mairie pour appeler e médecin de l'état civil, avait dit expressément qu'il entendait revenir lui-même avec un témoin de son choix pour faire dresser l'acte de décès de son très proche parent ; quand il revint, l'acte était déjà dressé sur la déclaration de deux employés des pompes funèbres. De nombreuses erreurs n'ont pas d'autre cause.

*
* *

L'article 57 du Code civil commence ainsi : « L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure et le lieu de la naissance. . . . » L'article 76 n'exige pas les mêmes énonciations pour l'acte de décès, mais, en réalité, le lieu, le jour et l'heure sont toujours indiqués. On aurait pu croire que le silence de l'article 76 s'expliquait par ce fait que parfois l'heure du décès est inconnue, ce qui est à peu près impossible pour la naissance. Mais alors même qu'on trouve un cadavre sans qu'on puisse préciser l'heure de la mort, on complète l'acte de décès par une formule dans le genre de celle-ci : « est décédé à une époque que les témoins n'ont pu faire connaître, mais qui paraît remonter à jours (ou à heures) » (Circulaire du 4 mai 1859).

*
* *

A Paris, où les automobiles et les tramways à traction mécanique font tant de victimes, se pose le problème suivant. Un passant, piéton ou cycliste, est tué sur la chaussée d'un boulevard qui, comme le boulevard Saint-

Michel ou le boulevard Sébastopol, sert de limite à deux arrondissements. Dans quel arrondissement le décès doit-il être déclaré ?

Si l'une des voies du tramway est sur un arrondissement, l'autre voie sur un autre et qu'on sache la direction du tramway qui a tué le passant, le problème est résolu ; mais en cas d'accident dû à une automobile, on prend pour criterium l'endroit où se trouve non la majeure partie, mais la tête du cadavre lorsqu'on le relève.

CONCLUSIONS

Les défectuosités des registres de l'état civil sont très rarement dues à des délits ou à des crimes ; les fautes lourdes elles-mêmes sont exceptionnelles, comme celles de ce maire de Sauveterre (Gers), dont il a été parlé à la tribune de la Chambre des députés dans la matinée du 23 novembre 1909, qui exigeait que ses adversaires politiques, avant de faire une déclaration de naissance à la mairie, vinssent lui en demander l'autorisation à son domicile. L'interpellation qui eut lieu ce jour-là et la lecture d'un jugement du tribunal de Lombez, qui y fut faite, donnent à réfléchir sur le sans-gêne tyrannique de certains officiers de l'état civil.

Les irrégularités ou les imperfections sont imputables à la maladresse, à l'ignorance, au manque d'initiative ou de réflexion. Pour y remédier, la circulaire du ministre de l'Intérieur du 27 août 1840 prescrivit une enquête générale sur la diversité des registres de l'état civil. Nous reproduisons en annexe cette circulaire, en raison de son grand intérêt, aussi vif de nos jours qu'il y a soixante-dix ans.

En 1910 comme en 1840, ce qui est désirable avant tout, comme nous l'avons déjà dit, c'est un petit formulaire officiel, clair et complet, mis à la disposition de tous les officiers de l'état civil, car la diversité des formules facilite les erreurs et complique les recherches. Ce formulaire serait soigneusement tenu au courant des

réformes législatives. Aussi serait-il bon, avant de le publier, de faire voter au plus tôt la loi qui supprimerait la notification de l'article 151, ce qu'on appelait autrefois l'acte respectueux. Au seul point de vue qui nous occupe, nous faisons remarquer que la suppression de la notification aurait pour effet l'unification des formules d'actes de mariage pour tous les majeurs alors qu'actuellement il y en a sept : mariage des majeurs de 21 ans, parents présents et consentants ; — parents consentants, mais non présents ; — parents absents ; — parents refusant leur consentement ; — parents dans l'impossibilité de manifester leur consentement ; — parents décédés ; — mariage des majeurs de trente ans.

Ensuite, l'examen des registres par les parquets pourrait être fait plus méticuleusement. Ici je ne parle que par ouï-dire, je me garde bien de généraliser, je suis convaincu que certains parquets s'acquittent de cette tâche avec le même zèle que de toutes celles qui leur incombent, mais j'ai entendu déclarer, de bien des côtés, que cet examen était le plus souvent considéré par eux comme une tâche ennuyeuse qu'on expédie le plus rapidement possible. « . . . Ce serait se faire illusion sur l'importance pratique de la vérification annuelle que de lui attribuer une efficacité bien sérieuse. Il ne faut pas se dissimuler que, des différents services imposés aux parquets, c'est celui qu'ils accomplissent avec le moins de goût. » (Dalloz, 1847.1.81 en note.)

On s'en rend compte en lisant les plaintes discrètes des circulaires du ministère de la justice : « Si la vérification. . . était faite avec soin. . . on finirait, en peu de temps, par approcher de très près, en cette partie, d'une perfection qu'il serait si fort à dési-

rer qu'on pût atteindre. » (20 avril 1820). Et : « Je ne me dissimule pas que la vérification détaillée et soignée des registres de l'état civil entraînera un surcroît de travail dans les lieux où il n'était pas d'usage de le faire avec scrupule. » (31 décembre 1823.)

Lors même que ce travail est fait avec soin, est-il suffisant ? Écoutons ce lamento d'un procureur dans son rapport annuel : « Les instructions de mes substituts étaient d'une clarté et d'une précision dignes de tous éloges, mais elles ne sont pas toujours lues et souvent pas comprises par les maires. » Que doivent donc comprendre les maires lorsque, ce qui arrive, les instructions des substituts ne sont ni claires, ni d'une précision digne de tous éloges ?

*
* *

Des circulaires, émanant tant du ministère de la justice que du ministère de l'intérieur, recommandent aux procureurs, substituts, juges de paix, préfets et sous-préfets de profiter de leurs déplacements pour faire des vérifications inopinées des registres de l'état civil. Quelques-uns de ces fonctionnaires n'y manquent pas, mais ils constituent une exception infime. La plupart s'abstiennent de cette surveillance permanente, en vertu de la loi du moindre effort, et pour ne pas froisser les maires, qui sont des personnages à ménager, ayant souvent de puissantes protections politiques.

*
* *

Pourtant une inspection fréquente dans les mairies serait indispensable, non pas pour relever les contraventions et distribuer les amendes, mais pour parler aux secrétaires de mairie et les faire parler, connaître leurs idées et les rectifier s'il y a lieu, compléter leur instruc-

tion, particulièrement en ce qui concerne les lois récentes, leur apprendre ce qui se passe dans les autres départements, en vue de réaliser l'unification. Ce n'est pas la bonne volonté qui leur manque, ce n'est pas l'intelligence — à quelques exceptions près, — ce sont les lumières. Ils font, machinalement, toujours la même besogne : quand une innovation législative se produit, ils n'en comprennent pas toujours la portée et souvent les parquets omettent d'attirer sur elle leur attention.

Déjà en 1841, le juge de paix de Châteauvillain (Haute-Marne), M. Goyard, chevalier de la Légion d'honneur, exposait au ministre de la justice les réflexions suivantes :

« Pour atteindre le but que vous vous proposez, il faudrait, je pense, prescrire des formules uniformes pour toute la France et créer, dans chaque arrondissement et même dans chaque canton, un inspecteur qui serait chargé de vérifier les registres de l'état civil au moins une fois par trimestre, sans préjudice, bien entendu, de M. le procureur du Roi et de la vérification qu'il fait annuellement. »

Ce brave homme exagérait un peu, mais le principe qu'il défendait était exact. Dans les petits villages, les secrétaires de mairie accueillent avec empressement et reconnaissance les renseignements utiles qui leur sont donnés. Si un inspecteur, un spécialiste, chargé de la vérification des registres dans plusieurs départements, réunissait périodiquement en vue de conférences explicatives les secrétaires de mairie de tout un canton, leur montrant avec des exemples ce qu'il faut faire et ce qu'il faut éviter, nul doute que la tenue des registres de l'état civil dans notre pays n'en serait très sensiblement améliorée.

ANNEXE

MINISTÈRE
DE
L'INTÉRIEUR

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION
DÉPARTEMENTALE
ET COMMUNALE.

Paris, le 27 août 1840.

1^{re} SECTION.

*Administration
générale
et départementale.*

1^{er} BUREAU.

*Administration
générale*

ÉTAT CIVIL.

Demande de renseignements sur la tenue
et la conservation des
registres.

CIRCULAIRE n° 57.

MONSIEUR LE PRÉFET,

La conservation des registres de l'état civil est du plus haut intérêt pour la sûreté de toutes les familles. Il n'importe pas moins que ces registres soient tenus avec la régularité et l'exactitude prescrites par la loi, et il est du devoir de l'administration de concourir, de tout son pouvoir, vers ce double but. J'ai lieu de croire, cependant, que beaucoup est à désirer encore dans cette partie si importante du service public, soit sous le rapport de la bonne et intelligente rédaction des actes, soit sous le rapport de la conservation même de ces précieuses archives de la société.

Il est quelques départements, par exemple, où l'administration centrale n'intervient qu'à peine dans les mesures à prendre pour la formation des registres ; aux maires seuls est laissé le soin de se procurer le papier nécessaire, et les actes sont inscrits sur des feuilles non reliées, susceptibles de s'adirer dans le cours même de l'année, et dont il est presque impossible d'assurer ensuite la conservation. Ailleurs, l'administration centrale fait fournir aux mairies, en vertu d'un marché fait avec un relieur ou un imprimeur, des registres tout reliés ; mais on n'a pas prévu que, dans le cours de l'année, des feuilles supplémentaires peuvent être nécessaires, et

que, si elles ne sont pas reliées immédiatement dans le corps du registre, il est encore à craindre qu'elles ne s'égarant.

Il n'y a pas moins de diversité dans les mesures qui ont été prises pour préparer la bonne rédaction des actes de l'état civil. Trop souvent, les maires et les secrétaires de mairie n'ont d'autre guide que les prescriptions bien succinctes du Code civil ; ailleurs, on a mis à leur disposition des formulaires plus ou moins bien rédigés ; quelquefois, on a imprimé en tête des registres le modèle des actes qu'ils doivent recevoir ; d'autres fois encore, on a fait imprimer les registres mêmes, en ménageant les blancs nécessaires pour les noms, et on a cru trouver dans cette dernière méthode une plus grande garantie contre les irrégularités que présente la rédaction des actes dans beaucoup de communes rurales.

Je me propose, Monsieur le Préfet, de me concerter, avec mon collègue, M. le garde des sceaux ministre de la justice, pour ramener à plus d'uniformité et de régularité les différentes mesures qui se rattachent au service de l'état civil ; mais, pour cela, j'ai besoin de constater d'abord ce qui se fait, afin de rechercher ce qui doit être fait. Je viens donc vous demander, et des renseignements précis, et vos vues, sur une partie du service public trop importante pour n'avoir pas attiré déjà toute votre attention.

1° Comment se fait la fourniture, aux mairies, du papier nécessaire à la formation des registres de l'état civil ? Les maires s'en pourvoient-ils chez un imprimeur ou un fournisseur de leur choix, qui leur en livre la quantité présumée nécessaire au service de l'année ? Sont-ce les maires qui font présenter directement les feuilles au timbre à l'extraordinaire, et qui les soumettent ensuite au président du tribunal pour être paraphées ? Un seul fournisseur est-il chargé, au contraire, de fournir le papier à toutes les mairies du département ? Dans ce dernier cas, comment et par qui a été passé le marché ; est-ce par adjudication ou à l'amiable ; quel est le prix de cette fourniture ? Par qui est indiqué au fournisseur le nombre de feuilles qu'il doit livrer à chaque commune ?

2° Si les maires se procurent eux-mêmes le papier nécessaire pour les actes de l'état civil, font-ils relier les feuilles en

registre avant le commencement de l'année, ou bien inscrivent-ils les actes sur des feuilles volantes, et les font-ils relier à la fin de l'année ? Si le papier est fourni en vertu d'un marché général, a-t-on exigé que les registres fussent reliés avant d'être livrés aux communes, et la reliure est-elle assez solide pour assurer que les feuilles ne peuvent être enlevées sans qu'on s'en aperçoive ?

3° Il arrive quelquefois que le nombre de feuilles envoyé aux communes avant le commencement de l'année est insuffisant, et qu'il faut envoyer des feuilles supplémentaires ; comment est-il procédé alors pour que ces feuilles fassent corps avec les registres primitifs, et ne puissent pas s'égarer ?

4° Y a-t-il des registres séparés pour chacune des quatre espèces d'actes, savoir : naissances, publications de mariage, mariages et décès, ou bien ces divers actes sont-ils inscrits sur un même registre ?

5° Quelles sont les mesures qui ont été prises pour guider les maires dans la rédaction des actes de l'état civil ? Leur a-t-on donné quelque formulaire ou ouvrage complet sur cette partie de leurs attributions ? Sur quels fonds a été acheté ce formulaire ? S'est-on borné à faire imprimer en tête de chaque registre un modèle des actes qu'il est destiné à recevoir ? Un exemplaire du formulaire ou du modèle imprimé devra m'être adressé. Vous y joindrez les circulaires qui auraient été rédigées sur cette matière par vous ou par vos prédécesseurs.

6° Fait-on imprimer le corps même de chacun des registres de l'état civil ? Cet usage est-il général pour tout le département ? Est-il spécial pour quelques arrondissements ou communes seulement ? Les maires sont-ils laissés libres de se servir de registres imprimés ou non imprimés ? Quels sont les motifs qui ont fait préférer l'emploi de registres imprimés ou non imprimés ? Quels sont les avantages ou les inconvénients que l'expérience a fait reconnaître dans l'une et l'autre méthode ? Si les registres imprimés sont en usage dans le département, même partiellement, il devra m'être adressé une feuille imprimée de chaque nature de registre.

7° Quelles sont les précautions prises pour assurer la conservation des registres de l'état civil ? Le dépôt au greffe du

tribunal, prescrit par l'article 43 du Code civil, se fait-il exactement ? En cas de retard, les maires sont-ils poursuivis en vertu de l'article 50 du même Code ? Les doubles des registres, déposés aux archives des communes, sont-ils placés en lieu sûr, à l'abri de l'humidité et de toute cause semblable de détérioration ? Dans leurs tournées, le préfet et les sous-préfets visitent-ils ce dépôt et s'assurent-ils qu'il est convenablement tenu ?

Après avoir répondu à ces différentes questions, vous voudrez bien, Monsieur le Préfet, me dire quelles sont les améliorations qui vous paraissent pouvoir être apportées à cette partie si importante du service public. En me faisant part de vos idées à cet égard, je vous engage à ne pas perdre de vue qu'en semblable matière surtout, on ne peut pas toujours faire ce qui paraîtrait le mieux possible ; que, dans un très grand nombre de communes rurales, les officiers de l'état civil sont des hommes fort recommandables sans doute, mais à qui manque souvent l'expérience des affaires, qui ont peu de temps à donner à l'accomplissement de leurs fonctions publiques, et qui n'ont pas toujours à leur disposition un secrétaire de mairie très capable ; il importe, par conséquent, à la bonne tenue des registres, que les causes d'erreur dans la rédaction des actes soient évitées autant que possible.

Je recommande l'objet de cette circulaire à toute votre attention, Monsieur le Préfet ; vous en apprécierez l'importance, et je vous invite à m'adresser très promptement les renseignements que je vous demande.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre Secrétaire d'Etat de l'intérieur,
CH. RÉMUSAT.

Pour expédition :

Le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Intérieur

MARIAGES ENTRE BEAUX-FRÈRES ET BELLES-SOEURS (1).

Lorsqu'une loi nouvelle intéressant le droit civil est promulguée, les commentaires ne se font pas attendre ; parfois même il en est qui portent sur un projet de loi dont l'adoption semble devoir être prochaine. Mais on n'étudie guère une proposition de loi que le vote hostile de l'une ou de l'autre assemblée a rejetée dans les limbes. Cet examen n'est pourtant pas sans intérêt lorsque l'insuccès de la loi est dû à des circonstances fortuites. Si, dans sa séance du 21 janvier 1908, le Sénat a repoussé sans contradiction la proposition de loi votée par la Chambre des députés sans débat le 30 mai 1907, on peut se demander ce qu'il faut penser de ces deux unanimités contradictoires ; ce qui conduit à rechercher successivement :

- 1° A quoi tendait la proposition de loi ;
- 2° Quels furent les motifs de son échec au Sénat ;
- 3° Quelles étaient les imperfections du texte proposé.

(1) Une thèse remarquable de M. Louis Caron (1901) traite « de l'alliance ou affinité ». Ce sujet comporte des développements sur le mariage entre beaux-frères et belles-sœurs. Je me suis attaché surtout aux questions sur lesquelles M. Caron a le moins insisté et sur les faits postérieurs à 1901. Le côté historique a été complètement étudié par lui : je prie donc les lecteurs de vouloir se reporter à sa thèse pour combler les lacunes volontaires de la présente étude.

I

Le droit romain, jusqu'aux empereurs chrétiens, n'avait connu aucun empêchement au mariage par suite de la qualité d'alliés en ligne collatérale (1) ; les beaux-frères et belles-sœurs pouvaient se marier sans plus de difficulté que des personnes étrangères l'une à l'autre. Ce furent les conciles d'Elvire et de Néocésarée, en 305 et en 314, qui jetèrent l'anathème sur celui qui avait épousé successivement les deux sœurs et sur celle qui avait épousé successivement les deux frères. Avec nos habitudes modernes de raisonnement, nous serions tentés de croire que les conciles avaient pris cette décision par suite de considérations morales ou sociales. Il n'en était rien, la décision des conciles s'appuyait sur une pure raison de texte et, qui pis est, sur un texte mal compris : il s'agissait des préceptes qui se trouvent dans le Pentateuque, au Lévitique (XVIII, 16 et 18) et au Deutéronome (XXV, 5).

« Le droit mosaïque interdit de prendre pour femme la sœur d'une première. Mais il semble que la défense vise uniquement *l'union polygamique* et laisse subsister la permission d'épouser la sœur après la mort de la précédente femme. Quant à la veuve d'un frère, il y a lieu de distinguer : si le frère n'a laissé aucun enfant, non seulement il n'est pas défendu, mais il est ordonné au parent mâle d'épouser la veuve (mariage léviratique). Au contraire, dans l'hypothèse d'enfants, une deuxième union au frère avec la veuve est prohibée. »

(1) Ernest Raguin, *Traité de droit civil comparé. Le Mariage*, p. 78 à 95.

On voit combien les mœurs du peuple pour lequel était écrit le Pentateuque sont différentes des nôtres et combien il est étrange d'appliquer à la France du xx^e siècle les lois de la Palestine : non seulement la polygamie est interdite chez nous, mais c'est surtout dans le cas où il existe des enfants du premier lit, et dans l'intérêt même de ces enfants, que le mariage entre beau-frère et belle-sœur nous paraît recommandable.

La prohibition inscrite dans le *Lévitique* se retrouve de nos jours chez les peuples musulmans : « Un homme ne peut avoir, en même temps, deux sœurs pour femmes ; s'il veut épouser la seconde, il doit commencer par répudier la première, sinon le second mariage est nul (1). »

Le motif de cette interdiction est facile à saisir. On ne veut pas que l'amitié qui doit exister entre deux sœurs soit altérée par la jalousie ordinaire entre deux femmes d'un même homme. Mais on ne peut fonder sur un tel motif une loi qui empêcherait un veuf d'épouser la sœur de sa femme décédée.

Toujours est-il que, d'après les décisions des conciles, le mariage entre beau-frère et belle-sœur fut, en principe, prohibé. De nombreuses constitutions impériales sanctionnèrent ces décisions (2).

En France, sous l'ancien régime, des dispenses levant cette prohibition furent accordées par l'Eglise.

La loi du 20 septembre 1792 (Titre IV, Mariages. Section 1^{re} : Qualités et conditions requises pour contracter

(1) Lehr, *Le mariage dans les principaux pays civilisés*, p. 317.

(2) Cf. Décret de Childebert I^{er} (an 532). *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. VII, préface, p. 52.

mariage) contenait un article 11 ainsi conçu : « Le mariage est prohibé entre les parens naturels et légitimes en ligne directe, entre les alliés dans cette ligne et entre le frère et la sœur. »

Quand la question vint devant le Conseil d'Etat, dans les travaux préparatoires du Code civil, le 26 fructidor an IX (13 septembre 1801), elle fut vivement discutée (Cf. Locré, t. IV, p. 331 sqq.) La commission demandait le maintien de la législation en vigueur, c'est-à-dire la liberté du mariage entre beaux-frères et belles-sœurs, telle qu'elle résultait de la loi de 1792.

« M. EMERY. — Il n'y a aucune raison de défendre aux beaux-frères et aux belles-sœurs de s'épouser (1) ; et même l'intérêt des enfants demande qu'on autorise ces unions ; ils retrouvent dans le frère ou dans la sœur de leur père ou de leur mère l'affection et les soins de ces derniers. Quant à ce qu'on a dit de la nécessité de prévenir les effets de fréquentations trop faciles, si on adoptait cette considération, il faudrait aller jusqu'à interdire le mariage entre cousin et cousine. »

Portalis défendit la thèse contraire : « Les prohibitions ne viennent pas des lois ecclésiastiques... (ce qui était inexact en ce qui concerne les beaux-frères et les belles-sœurs)... on retrouve les plus anciennes dans les lois grecque et romaine... Les lois ecclésiastiques ne les ont

(1) Cf. Montesquieu, *Esprit des lois*, liv. XXVI, ch. XIV. « Il n'est point d'un usage nécessaire que le beau-frère et la belle-sœur habitent dans la même maison. Le mariage n'est donc point défendu entre eux pour conserver la pudicité dans la maison ; et la loi qui le permet ou le défend n'est point la loi de la nature, mais une loi civile, qui se règle sur les circonstances et dépend des usages de chaque pays : ce sont des cas où la loi dépend des mœurs et des manières. »

adoptées que fort tard quand elles se mêlèrent des mariages... Les prohibitions et les dispenses appartiennent donc en entier au droit civil ; or la minorité de la section n'a vu aucun intérêt à limiter les prohibitions consacrées par l'assentiment de tant de siècles. »

C'était un pur sophisme. Le consul Cambacérès opina plus justement que « dans un pays où le divorce est admis, on doit craindre que la possibilité de rompre le mariage existant, jointe à la faculté de s'épouser, ne porte les beaux-frères et les belles-sœurs au concubinage et ne trouble l'intérieur des familles ». C'est pourquoi Berlier et lui admettaient la prohibition du mariage entre les beaux-frères et les belles-sœurs seulement dans le cas où le premier mariage a été rompu par un divorce.

Telle est la solution à laquelle on aurait dû raisonnablement s'arrêter ; c'est celle que la Chambre a adoptée en 1907. Elle parut trop indulgente à la majorité en 1801, et le Code civil édicta une prohibition absolue des mariages entre beaux-frères et belles-sœurs sans possibilité de dispenses.

Ce régime était plus sévère qu'aucun de ceux qui l'avaient précédé. Assimiler, quant au mariage, les beaux-frères et belles-sœurs aux frères et sœurs, c'était donner une sanction inattendue à la parole de saint Basile : « Les deux conjoints ne faisant qu'un, il n'est pas plus permis d'épouser la sœur de sa femme que d'épouser sa propre sœur. » Au xix^e siècle cette théorie était quelque peu archaïque.

*
* *

Aussi les protestations ne tardèrent-elles pas à se faire jour et les tentatives de modification de l'article 162 du

Code civil n'ont-elles, pour ainsi dire, jamais cessé depuis lors.

On pourrait comparer cette réforme, si souvent demandée, à un clou sur lequel chacun viendrait, à tour de rôle, donner un coup. Le clou a été enfoncé le 16 avril 1832 jusqu'à la moitié de sa longueur et actuellement encore on s'efforce d'enfoncer le reste. Mais les coups ont été si nombreux et donnés à des intervalles si irréguliers qu'il est impossible de les noter tous. Nous essaierons toutefois de retracer l'histoire des efforts successifs faits en vue d'abroger, totalement ou partiellement, la prohibition du mariage entre beaux-frères et belles-sœurs, depuis la promulgation du Code civil jusqu'en 1908.

*
* *

Sous le premier Empire, le ministère de la justice et, dès la première Restauration, la Chambre des députés furent saisis de nombreuses réclamations.

Les suppliques adressées au ministre de la justice de 1803 à la fin des Cent-jours sont conservées aux Archives nationales. Malheureusement les demandes, nécessairement rejetées, des dispenses de mariage entre beaux-frères et belles-sœurs ont été fondues, par ordre alphabétique des postulants, avec toutes les autres demandes de dispenses : dispenses d'âge, dispenses de parenté pour les mariages entre oncle et nièce, tante et neveu, et dispenses... qu'on veuille bien excuser l'impropriété de l'expression, dispenses de couleur. Une parenthèse est nécessaire pour expliquer ce qu'il faut entendre par là.

En 1806, un nommé Jean-Pierre Arada, dit Sénateur, adresse au ministre de la justice une supplique, accompagnée du certificat suivant :

« Nous, maire et adjoint de la ville et commune de Brest, certifions que M. Jean-Pierre Sénateur, marchand, demeurant en cette ville depuis cinquante-quatre ans, s'est toujours comporté en homme d'honneur et de probité, qu'il est bon père et bon mari, qu'il a satisfait à toutes les obligations d'un bon citoyen, tant par le paiement de ses impositions et contributions que par son service dans la garde nationale et toutes autres obligations d'un vrai Français, et que, par sa moralité et sa bonne conduite, il s'est attiré l'estime de tous ceux qui le connaissent. »

En sa faveur interviennent M. Chiron, « ancien président du tribunal de première instance de Brest, membre actuel du Corps législatif » et le procureur impérial à Brest, M. Guesnet.

M. Sénateur expose qu'il s'est marié avec une Bretonne en 1775, qu'il en a eu deux enfants encore vivants, qu'il est devenu veuf et que, ne pouvant suffire seul à la conduite de sa maison et de son commerce, il projetait de convoler en secondes noces et ne croyait pas éprouver plus de difficultés qu'en 1775, quand l'officier de l'état civil lui a opposé une circulaire de M. le préfet du Finistère du 11 pluviôse an XI.

En effet, M. Sénateur est nègre, et cette circulaire interdisait tout mariage entre des blancs et des noirs. Il s'adressa donc à Paris pour faire lever cette prohibition, mais on lui répondit à la date du 20 août 1806 : « C'est en vertu d'ordres de Sa Majesté que le mariage des noirs a été défendu en France, et il n'y a point d'exception à cette règle. » Aussi M. Sénateur, qui dans sa supplique déclare qu'il ne veut pas épouser une négresse dans l'intérêt de ses enfants, dut-il rester veuf.

Toutes ces demandes de dispenses forment un nombre considérable de liasses. Les trois premières (1) n'épuisent pas la première lettre de l'alphabet, et chaque liasse contient de 40 à 50 dossiers. Elles renferment une source inépuisable de sujets de romans, de comédies et de drames. Etant donnée leur date éloignée, il n'y a pas d'inconvénient à en extraire de copieuses citations, qui nous permettront de juger *in concreto* ce que sont les mariages entre beaux-frères et belles-sœurs.

De la lecture de ces dossiers, deux impressions se dégagent : la première, c'est que les parquets, dans les premières années d'application du Code civil, avaient quelque peine à saisir la portée exacte des articles concernant les prohibitions de mariage pour cause de parenté ou d'alliance. Ils transmettent à la Chancellerie des demandes de dispenses pour le mariage d'un oncle avec sa nièce naturelle (Boulogne-sur-Mer, 3 décembre 1812 : « Mon avis tend à ce que les dispenses qu'ils sollicitent leur soient accordées, si toutefois elles sont nécessaires »), ou avec sa nièce par alliance (Baldinivechio, arrondissement de Savone, département de Montenotte :

« Vu que, par les renseignements que nous nous sommes procurés, il nous résulte que, s'agissant de gens de campagne et ayant ignoré la prohibition portée par l'article 163 du Code Napoléon, qui d'ailleurs s'étend à l'oncle et à la nièce et ne parle pas de leurs alliés, ainsi qu'en avait parlé l'article 162, ils se sont livrés, sur la bonne foi, au commerce carnal et qu'en conséquence, pour éviter le scandale et les suites du même dans un

(1) BB¹⁵ 18, 19 et 20.

petit pays, il serait à propos que le gouvernement voulût accorder la dispense que le nommé Aicardo demande, etc..... Savone, ce 13 décembre 1807, ...De Simon. »)

Le procureur impérial d'Avignon demande, lui aussi, à la date du 10 frimaire an XIII, une dispense pour le mariage de « Claude-Guillaume Arnoux,caffetier », avec sa nièce par alliance, mais il convient d'ajouter que le maire d'Avignon se refusait obstinément à célébrer ce mariage.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner si les procureurs impériaux transmettent à la Chancellerie de nombreuses demandes de dispenses pour mariages entre beaux-frères et belles-sœurs, en y joignant quelquefois un avis favorable. Mais la Chancellerie leur répond : « Je ne puis dissimuler l'étonnement que m'a causé l'avis favorable que vous avez donné à cette demande. La simple lecture des trois derniers articles du chapitre premier, titre V, du Code civil,vous aurait empêché d'émettre une opinion contraire au texte de la loi » (Dossiers Areys, à Temploux, arrondissement de Namur (Sambre-et-Meuse), 25 septembre 1807, et Thomas Algrin, à Saint-Calais (Sarthe), le 22 prairial an XII). Le procureur impérial de Bastia (dossier Antoine Antoni, marin à Ersa, 6 août 1807) pense même « qu'il est urgent de pourvoir, au plus tôt possible, à la levée de la prohibition dudit mariage, prescrite par l'article 162 du Code civil.... ».

Un jurisconsulte de Roanne, Jacques-Benoit Ardailon, demande, à la date du 20 août 1808, une consultation au ministre de la justice. Par prudence, il ne donne que les prénoms — encore sont-ce les vrais ? — de ses clients, beau-frère et belle-sœur, qui désirent se marier ensemble. « J'ai pensé. Monseigneur, qu'il n'existait ni parenté, ni

alliance entre Claude et Geneviève, surtout dès que du mariage de Geneviève avec Jean-Baptiste il ne subsistait aucune descendance. »

D'autre part, on est frappé de la proportion dans laquelle les demandes de dispenses, aussi bien les dispenses d'âge que les dispenses de parenté ou d'alliance, sont nécessitées par les relations antérieures des postulants : sur cinq dossiers, il y a bien, en moyenne, trois grossesses et une légitimation en expectative. Il ne faudrait pas juger des mœurs de l'époque par la peinture de celles qui sont décrites dans les dossiers de nos postulants, car on y verrait des cas singulièrement peu édifiants, comme, par exemple, celui d'un homme qui d'une de ses nièces, orpheline recueillie par lui à l'âge de trois ans, devenu veuf, a fait sa maîtresse : elle a alors vingt-six ans, lui quarante-six, et le mariage est devenu indispensable.

Parmi les demandes de dispenses de mariage entre beaux-frères et belles-sœurs, nous citerons les plus curieuses :

Thomas Algrin, à Saint-Calais, veuf de Catherine Echard, désirerait épouser sa belle-sœur Jeanne Echard, parce qu'ils sont copropriétaires, par moitié, « d'une mécanique composée de figures mouvantes, qui vaut environ 5.000 francs et qui est toute leur fortune ». Le « commissaire du gouvernement » certifie « que les raisons d'intérêt et les goûts respectifs les portent à solliciter la dispense et qu'aucune cause immorale ne peut être mise en avant, qu'elle répugne même à leur délicatesse ».

Même pureté de mœurs chez Léonard Agnès, de Dickrich (département des Forêts) qui, le 1^{er} nivôse an XII, demande à épouser la sœur utérine de sa première femme,

pour assurer à ses cinq enfants en bas âge les soins qui leur sont nécessaires.

Mais ce sont des exceptions. Pour la plupart il est arrivé ce que signale le maire de Hüttendorf, arrondissement de Sarrebrück (Sarre), à l'occasion d'une demande de dispense : « Un attachement particulier les a excités à léser les mœurs de la société. »

Le 22 juin 1812, le maire de Bussang (Vosges), veuf et sans enfants, expose qu'à la mort de sa femme, qui avait à cette époque seize frères et sœurs, il a recueilli sa belle-sœur, Françoise Pierrel, et qu'actuellement il a de fortes raisons pour l'épouser. De la Chancellerie on écrit au procureur impérial de Remiremont : « Vous voudrez bien faire connaître combien cette demande est indécente de sa part et qu'elle ne peut être accueillie. » Et, en marge : « La belle-sœur est enceinte ; ce maire donne un bel exemple ! »

Pierre Adam, de Villarceaux (Loir-et-Cher), veuf de Marie Brouard, fille de Pierre Brouard, vigneron, demande à épouser sa belle-sœur dans des conditions analogues. Le maire de Villarceaux écrit : «..... Il paraît qu'il y avait une grande confiance et une grande amitié entre les deux familles alliées ; [à la mort de Marie] le père Brouard a envoyé à Adam une deuxième fille pour le servir et, d'après leur rapport, il résulte des faits entre Adam et la fille Brouard, sœur de défunte sa femme, et, pour empêcher la critique, il désirerait se marier avant que les choses fussent dans un état plus avancé. » Or, à la date où le maire rédigeait cette lettre, cet Adam à deux Eves n'était veuf que depuis quatre mois !

Barthélémy Agniel, marchand, domicilié à Romans (Drôme), déclare que, lorsqu'il a épousé Marguerite

Forcheron, actuellement décédée, elle était atteinte d'une maladie de langueur qui empêcha la consommation du mariage. « Il ne crut donc pas avoir été lié, comme époux, avec Marguerite Forcheron ; il offrit sa main à Rose Forcheron, sœur de la défunte, et elle est actuellement enceinte ». Singulière relation de cause à effet !

Une attestation du maire de Temploux (Sambre-et-Meuse) signale l'état de l'opinion publique dans un petit village à l'égard des mariages entre beaux-frères et belles-sœurs. Il atteste que Gaspard-Joseph Areys et sa belle-sœur Adrienne-Joseph Moreau : « ont resté dans la même maison depuis environ trois ans et qu'il est né d'eux un enfant féminin, âgé d'environ six mois, que ledit Race (Areys) et Adrienne Moreau sont dans l'indigence, n'ayant que le travail de leurs mains pour sustenter leurs familles et qu'il n'est jamais parvenu à ma connaissance qu'ils se soient mal conduits, mais, au contraire, qu'ils jouissent d'une bonne réputation. »

Le 28 février 1812, Antoinin Antonini, demeurant à Rome, paroisse Santa Maria in via lata, demande une dispense pour épouser Elisabeth Pera, sœur de sa première femme : « Elisabeth Pera est âgée de trente-quatre années, ainsi il est bien difficile qu'elle trouve une autre occasion de mariage, d'autant plus qu'elle n'a qu'un dot fort petit et la difficulté d'une telle occasion devient plus grande de ce qu'elle a traité familièrement avec le suppliant, quoique l'on ne puisse rien opposer à son honnêteté. »

La légèreté avec laquelle beaux-frères et belles-sœurs contractent des unions illégitimes qu'aucun mariage ne peut réparer s'explique en partie par ce fait que, de 1792 à 1803, ces mariages n'avaient pas été prohibés. Le sieur

Jean-Joseph Abraham, cultivateur au Bourg-Fidel, canton de Rocroy (Ardennes), écrit au ministre de la justice, en vue d'obtenir une dispense pour épouser sa belle-sœur, Marie-Anne Hénou, une lettre touchante, à la date du 18 août 1809. En voici le début :

« Je suis devenu veuf quelque temps avant la publication du Code Napoléon. Chargé de quatre enfants en bas âge, sans fortune, obligé par mon état d'être toujours en voyage, je sentis la nécessité de me remarier.

« J'avais chez moi la sœur de ma défunte, elle tenait lieu de mère à mes enfants, je ne crus pas pouvoir faire un meilleur choix, elle consentait à s'unir à moi et je comptais n'éprouver aucun empêchement à cette union.

« Le désir de me l'attacher davantage et à mes enfants nous fit commettre une faute. J'attendais pour la réparer que le temps de deuil fût passé. Mais, dans l'intervalle, la publication du Code vint nous ôter tout espoir de légitimer notre cohabitation. Le maire de Bourg-Fidel s'est constamment refusé à recevoir notre déclaration.

« Cependant, Monseigneur, la famille s'est augmentée, les liens se sont multipliés, notre séparation laisserait sans ressources de malheureuses victimes de notre faiblesse. Nous gémissons de notre triste situation, elle est scandaleuse pour la moralité publique, nos vœux les plus ardents seraient de rentrer dans la ligne de nos devoirs religieux et civils.

« Vous êtes père, Monseigneur, etc.... Déjà votre généreuse compassion a accordé deux pareilles dispenses en moins de six mois dans le seul village de Chevenge (canton de Sedan).... »

Abraham devait faire erreur, car, pas plus à Chevenge qu'ailleurs, le mariage entre beaux-frères et belles-sœurs n'était alors possible.

Deux demandes de dispenses méritent d'attirer particulièrement notre attention, car elles rappellent les grands événements politiques de l'époque.

L'une vient de la Haute-Garonne. Les faits, en eux-mêmes, sont banals : il s'agit d'une femme, veuve avec trois enfants, qui, ayant eu trois autres enfants du frère de feu son mari, demande à régulariser sa situation. Le lieu de leur résidence n'est pas indiqué, on nous apprend seulement que ce sont « des paysans des sommets des Pyrénées ». Ce qui rend leur demande intéressante, c'est qu'ils ont confié leur cause à un jeune avocat de Toulouse, nommé Nayliès, et que celui-ci profite de l'occasion pour écrire un très long mémoire et adresser à Louis XVIII, qui vient de rentrer une première fois en France, de plates flagorneries :

« A peine Votre Majesté est-elle rendue à nos vœux les plus ardents, aux vœux de tout ce que la France a d'honnête, de sensible, de respectable, qu'elle veut bien nous prouver combien ces mêmes vœux étaient fondés. A peine Votre Majesté fut-elle au milieu de ses sujets, que dis-je ? de ses enfants, que nos plaies furent cicatrisées, que nos maux ont disparu. Grand Roi ! Roi magnanime ! qu'en mon particulier j'ai tant désiré, pour qui j'ai formé tant de vœux, versé tant de larmes, que votre bonté, que votre clémence, que votre héroïsme envers toute la France coupable, envers tous vos enfants, mais surtout envers les plus criminels, m'étonne, me pénètre d'admiration, de confiance, et, si c'était possible, d'un amour plus vif ! Oui, ô mon bon Roi, l'histoire vous appellera *Louis-le-Désiré*, comme déjà nous vous en appelons nous-même, mais elle devra encore vous donner le titre de *Père de vos sujets*, de *Père de vos ennemis et de votre auguste famille* !..... »

L'avocat Nayliès appelle le retour de la royauté, consécutif à l'invasion étrangère, « la plus heureuse des révolutions » ; et il n'a que des périphrases injurieuses pour désigner la République et l'Empire : « les fureurs de l'anarchie » et « un gouvernement qui ne pensa qu'à la guerre ».

Après ces préliminaires, il explique la situation de ses clients dans le style du *Père de famille* et de la *Mère coupable* :

« L'état de douleur de la jeune veuve, ses attraits, ses larmes, sa mélancolie, sa tendresse pour ses enfants inspirèrent d'autres sentiments, inspirèrent un feu criminel et incestueux à Jean-Pierre Artigue. Le bon cœur de ce dernier, ses bonnes qualités, sa figure, sa jeunesse, ses égards, la douceur de son caractère, l'occasion de se voir à chaque instant — (leur chaumière n'est composée que d'une seule chambre) — furent des pièges trop inévitables pour la trop faible belle-sœur. »

Puis viennent les arguments historiques : « Chez le peuple de Dieu, de l'ordre exprès de Dieu lui-même, ce n'était pas seulement permis, mais c'était un devoir, une obligation appartenant tant à l'ordre religieux qu'à l'ordre civil et politique. L'infracteur était puni » (*Au Deutéronome*, ch. XXV. V. 5, 7, 8, 9 et 10, et Saint Luc, ch. 22, etc...).

La comparaison qu'il établit entre l'attitude de l'Eglise et la rigueur du Code doit être signalée : « On accorde bien la dispense canonique (Instructions du cardinal légat à *latere* de N. S. P. le pape Pie VII aux évêques de France en date du 22 mai 1803, et les trois indults du S. P. en date du 6 février 1809), et Mgr Cambon, vicaire général de notre métropole, me

l'a bien promise, mais il faut avant, d'après nos lois actuelles, que les formalités du mariage civil précèdent celles du mariage canonique. et le prêtre qui bénirait leur mariage s'exposerait, donc il violerait la loi. »

Il conclut enfin : « Que Votre Majesté, Sire, veuille bien imiter notre Dieu, qu'il permette ce mariage par le ministère de son Eglise, de ce Dieu, qui, comme je l'ai dit, ne le permit pas seulement à son peuple, mais encore qui en fit un précepte ! »

Ce plaidoyer royaliste, parti de Toulouse à la fin de 1814, arriva à Paris le 6 février 1815.

Au mois de mars, Napoléon était de retour de l'île d'Elbe, et c'est à lui que, le 7 avril, un de ses anciens sous-officiers, André Ancelin, adresse de Poitiers une demande de dispense pour épouser sa belle-sœur. La lettre d'Ancelin est trop jolie, malgré son libertinage, pour être l'œuvre de son signataire. Dans une grande ville comme Poitiers, Ancelin a dû trouver facilement un collaborateur aussi habile à manier la plume d'oie qu'il l'avait été lui-même à manier le sabre. Il s'est contenté de recopier, gêné du reste par la ponctuation, le placet que voici :

« Moi aussi, j'ai, ainsi que mes braves compagnons d'armes, caché mon aigle sur mon cœur ; V. M. impériale et royale est remontée sur le trône conquis par sa valeur. Sous ce rapport, je n'ai plus de vœux à former, mais, Sire, j'ai l'honneur d'une jeune fille à réparer ; V. M. ne voudrait pas qu'un de ses vieux invalides commit une action lâche avec une femme, lorsqu'il se conduisit toujours bravement en face de ses ennemis. » !

J'ai servi onze ans dans le 60^e de ligne. J'ai fait toutes les campagnes du Nord. Criblé de blessures graves à Wagram, V. M. a daigné m'accorder, en ma qualité de

sous-officier, une pension de retraite de trois cents francs.

« Je revins dans mes foyers (1), n'ayant rien de mieux à faire, je me mariai. J'avais été bon soldat, je fus bon mari, mais la Providence ne voulait pas m'accorder un bonheur sans mélange. Je serais mort de joie en apprenant le retour de V. M. si mon cœur n'eût encore été navré de la mort de ma femme.

« Seul, isolé, au fond d'une petite retraite rurale, l'hiver paraît bien long... ! Agathe Guittet, âgée de vingt ans, brune piquante, sœur de père seulement de feu Anne Guittet, mon épouse, qui était, elle, d'un premier lit, et issue d'une autre mère, vint me consoler et prodiguer ses soins à un enfant que m'a laissé ma femme..... Le diable est bien malin..... pardon, Sire... un soldat... une jeune fille... Les prêtres, les maires disent que l'article 162 du Code Napoléon s'oppose à notre mariage, mais les bons enfants, les braves, disent que vous êtes le père de vos vieux soldats et que l'article 164 du même Code permet, si Votre Majesté y consent, que j'épouse Agathe, mon amie.....

« Daignez, Sire, m'accorder cette autorisation et, pour prouver à Votre Majesté notre respectueuse reconnaissance, nous travaillerons sans relâche à faire de petits soldats, qui bientôt deviendront les fermes soutiens du trône glorieux et immortel du grand Napoléon. »

Ce n'est pas seulement aux *Archives nationales* que sommeillent les documents de ce genre. A partir de la Restauration, des pétitions sont adressées à la « Cham-

(1) « N'ayant rien de mieux à faire » étant entre deux virgules, on peut se demander à quelle proposition on doit rattacher ces mots.

bre des députés des départements ». Toutes ces vieilles pétitions, quel qu'en soit l'objet, sont maintenant aux Archives de l'Assemblée nationale, à Versailles ; elles ne sont pas classées, mais seulement empilées par ordre chronologique dans 120 cartons. Pour obtenir communication de ces pétitions, il faut désigner expressément à la questure de la Chambre des députés celles dont on veut avoir connaissance et la questure fait venir de Versailles à Paris les pièces demandées. On voit combien peu, malgré la bonne volonté de la questure, les documents intéressants qui sont aux Archives de Versailles peuvent être utilisés.

J'ai eu entre les mains, par cette voie, quatre pétitions : deux d'entre elles n'offrent rien de remarquable, ce sont celles de M^e Mahuzié, avocat à Castres (21 novembre 1815) et de M. Herbulet, marchand brasseur à Donchery (Ardenne), non datée. Les deux autres doivent être retenues.

La première, du 16 décembre 1814, renouvelée le 10 février 1817, est celle d'Etienne Sulfour, marchand boucher à Crouy-sur-Ourcq, arrondissement de Meaux, et de sa belle-sœur, Marie-Anne-Adélaïde Campeau. Le motif qu'ils invoquent est des plus louables : « François-Noël Sulfour, époux de Marie-Anne-Adélaïde Campeau, après une maladie de six mois, sentant sa fin prochaine, fit promettre au dit Etienne Sulfour, son frère, et à ladite Campeau, son épouse, que, s'il avait le malheur de succomber à la maladie dont il était attaqué, ils contracteraient mariage entre eux, et qu'Etienne Sulfour aiderait comme mari la veuve de son frère à élever l'enfant de leur mariage. » Après la mort de François-Noël, Médard Sulfour, son père, refusa de donner son consentement

au mariage de sa bru avec son second fils. Ceux-ci « habitués à respecter ses volontés, attendirent que les temps et les circonstances leur fussent plus favorables ». Rien ne les pressait alors, puisqu'on était sous l'empire de la loi de 1792, qui ne prohibait pas les mariages entre beaux-frères et belles-sœurs ; mais ils ne purent s'empêcher d'anticiper sur la consécration légale de leur union et la loi du 26 ventôse an XI ne précéda que de peu de jours la naissance de leur enfant. « Leur union naturelle, disent-ils, a eu lieu sous les auspices des lois anciennes, qui ne s'opposaient pas à leur mariage. »

Il est certain que, pour de telles situations, des mesures transitoires auraient dû être prévues lors de la promulgation du titre 1^{er} du Code civil.

La dernière pétition, du 12 décembre 1814, est signée : « **Brisset fils**, rue de l'Oie n° 18, à Orléans ». C'est la copie d'une supplique adressée à Louis XVIII au cours du même mois. Elle est curieuse, parce qu'elle est représentative d'un état d'âme spécial à cette époque. Après les guerres de l'Empire, il ne manquait pas en France de ces officiers qui estimaient que leur gloire passée les dispensait de travailler pour vivre. Ni le roi, ni la Chambre ne pouvaient donner satisfaction à cette requête, reproduite ici avec son orthographe savoureuse :

« Sire,

« Tous bons Français, est parfaitement convaincus, que vous voulez le bonheur de vos sujets. Je vient plain de confiance, me jeter à vos genoux. J'ai 38 ans, d'âge, 21 ans de service, capitaine démissionnaire du 16^e régiment de chasseur à cheval. Je ne possède ni biens, ni Rentes, et n'ait point d'état. Je ne Réclame de Votre bonté, qu'une

dispense, pour Epouser la Veuve de mon frère, mort sans Enfant, pour être heureux Cest le vœux de toutes ma familles, et de la sienne, Cest la seule Récompense, que Je demande pour mes longs services, par Cette union, Je deviens le soutien d'un père vieux et caduc, qui a a peine suffisamment pour se bien faire, toute la fortune de ma belle sœur, provient du fruit du travail de mon frère, qui lui a tout donné sa vie durant, sa plus grande satisfaction serait de la partager avec moy.

« Deignez m'accorder cette Grâce, Cest pour le bonheur d'un de vos plus fidel sujet. »

Vers la même époque, des pétitions au Roi et aux Chambres étaient imprimées et mises en vente : l'une, de février 1816, a paru à Cambrai et je n'ai pu me la procurer ; l'autre, de la même année, se trouve, à Paris, à la Bibliothèque nationale : « Mémoire pour solliciter la permission du mariage entre beaux-frères et belles-sœurs, présenté à MM. les président et membres de la Chambre des députés, au nom du consistoire d'Ingwiller, département du Bas-Rhin, arrondissement de Saverne, par son président, Geofroi-Jacques Schaller, pasteur à Pfaffenhofen et Niedermodern. » Ce pasteur compare la situation des enfants d'une veuve lorsqu'elle est remariée avec le frère de son mari et lorsqu'elle est remariée avec un étranger : « ... Ce mariage ne se ressent pas de la dureté et de la sévérité d'un beau-père ou d'une belle-mère : car les enfants du frère ou de la sœur nous sont toujours plus chers que des enfants étrangers ; et... il en découle naturellement la conséquence que non-seulement les biens des enfants, mais leur éducation, sera soignée d'une manière plus utile et plus consciencieuse. » (*Mémoire*, p. 7).

On le voit, le système rigoureux adopté par le Code, succédant brusquement à une liberté complète, avait produit un mécontentement général dans toute la France et créé partout des situations douloureuses.

Le 3 décembre 1814, M. Emeric-David soumit à la Chambre des députés la proposition suivante (1) :

« Le Roi sera humblement supplié de présenter un projet de loi portant que le droit dont jouit Sa Majesté en vertu de l'article 164 du Code civil de lever pour des causes graves les prohibitions portées en l'article 163 relativement au mariage entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu, soit étendu au mariage entre le beau-frère et la belle-sœur, et qu'en conséquence le Roi ait le droit de lever, pour des causes graves, les prohibitions portées en l'article 162 contre les dits mariages entre beau-frère et belle-sœur. »

Le surlendemain, M. Emeric-David exposa les motifs de sa proposition. Comme membre de la commission des pétitions, il avait pu constater les conséquences douloureuses de la prohibition nouvelle établie par le Code et il citait quelques exemples intéressants et même émouvants :

« ...L'un, entre autres, est un militaire qui demeura prisonnier pendant six ans chez les Anglais. Devenu veuf pendant sa captivité, à son retour dans ses foyers, il a trouvé sa belle-sœur donnant à ses enfants les soins d'une tendre mère et a promis qu'elle deviendrait en effet la mère de cette jeune famille.

« Un autre a entendu sa femme au lit de mort le conjurer de ne confier qu'à sa sœur le soin de ses enfants

(1) *Archives parlementaires*, Chambre des députés, 2^e série, t. 14, p. 12 et 20.

qu'elle allait abandonner, et c'est entre les mains de cette vertueuse épouse qu'ont été formés — tant est généreux le cœur d'une mère ! — des nœuds qui ont réalisé envers ces enfants, objets de sa sollicitude, le juste espoir de l'amitié.....

« Pourquoi ne pas décerner au Roi, relativement à ces mariages, le droit dont il jouit à l'égard de ceux qu'un oncle veut contracter avec sa nièce, une tante avec son neveu ?

« ... Le danger de la fréquentation n'est pas plus grand qu'il ne fut pour les cousins germains.

« ... L'Eglise accorde ces dispenses ; il convient, par conséquent, de mettre en harmonie la religion et la législation civile....

« Plus de 4.000 familles attendent avec impatience le bienfait de la loi que vous aurez sollicitée. »

Le renvoi aux bureaux fut ordonné, ainsi que l'impression du discours de M. Emeric-David, et M. Mathieu fut chargé du rapport, dont il donna lecture à la Chambre des députés, réunie en Comité secret, le 28 décembre 1814 (1). Ce rapport est terriblement prolix et fastidieux. Son auteur a le goût des phrases interminables, des développements oiseux et des déclamations creuses.

« ... Le Charte, disait-il, accordée par Louis le Désiré, a de nouveau, et pour toujours, garanti la liberté des cultes en France... Or, dans tous les pays, dans tous les temps, et en France comme ailleurs, les non-catholiques n'ont d'autre ressource que l'autorité souveraine séculière pour se pourvoir des dispenses nécessaires. »

Par six voix contre trois, la commission centrale avait

(1) *Archives parlementaires*, même tome, p. 301.

chargé M. Mathieu de soumettre à la Chambre un texte légèrement différent de celui qu'avait proposé M. Emeric-*David*. Les différences entre les deux textes valent la peine d'être signalées :

« Le Roi sera supplié de présenter un projet de loi, contenant les dispositions suivantes :

« ART. 1^{er}. — Le droit donné à Sa Majesté par l'article 164 du Code civil, de lever, pour des causes graves, les prohibitions portées en l'article 163 contre les mariages entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu, est étendu, en faveur du survivant, aux mariages entre le beau-frère et la belle-sœur, prohibés par l'article 162.

« ART. 2. — Dans les cas de mariage entre beau-frère et belle-sœur, toute demande en obtention de permission devra être accompagnée d'une délibération du conseil de famille, sauf au gouvernement à y avoir tel égard que de raison. »

Les mots « en faveur du survivant » avaient pour but d'exclure expressément l'hypothèse du divorce.

*
* *

Quelques mois après, Napoléon revenait de l'île d'Elbe et la proposition de M. Emeric-*David* était oubliée. Elle fut reprise quatre ans plus tard par M. de Verneilh-Puiraseau, qui, le mercredi 20 janvier 1819, la Chambre étant réunie en Comité secret, prononça un discours, d'où nous extrayons ce qui suit (1) :

« ... Quand cette prohibition survint (en 1803), on vivait depuis plus de dix ans sous une législation qui

(1) *Archives parlementaires*, Chambre des députés, 2^e série, t. 22, p. 603.

autorisait ces mariages. La loi nouvelle n'a lié le passé au présent par aucune mesure transitoire. Une défense subite et imprévue a froissé une foule d'intérêts, d'affections et d'engagements. En 1814, il existait déjà dans le bureau du ministère de la justice 1.756 pétitions tendant à obtenir la modification de l'article 162 du Code civil...

«...Depuis la loi du 20 septembre 1792 jusqu'à celle promulguée le 27 mars 1803, concernant le mariage, cet acte avait été licite entre le beau-frère et la belle-sœur. Durant cette longue période, des promesses ont été données, de véritables engagements ont été pris. Les uns, cédant à un penchant illégitime, trop secondé par la licence des temps, s'étaient déjà unis, contrairement aux lois ; le temps seul a manqué à d'autres pour solenniser les mariages déjà contractés....

«...Quand les Etats du ci-devant royaume de Westphalie délibéraient sur l'adoption du Code civil, je me rappelle qu'ils en avaient rejeté la prohibition absolue des mariages entre beau-frère et belle-sœur. Tous les pays qui nous environnent, catholiques ou réformés, suivent à cet égard le même système d'indulgence. On le suivait en France avant la Révolution... »

Mais les temps n'étaient guère favorables aux idées libérales. On le fit bien voir à M. de Verneilh-Puiraseau. Deux députés, MM. Tronchon et de Courvoisier, combattirent sa proposition. M. Tronchon prononça un discours dont les premiers mots sont à retenir, car ils relèvent un trait curieux des mœurs de l'époque :

« Si la proposition de loi que provoque un membre de l'une ou l'autre Chambre n'arrivait à la connaissance du public qu'après avoir été discutée dans les Comités se-

crets, l'on pourrait avec beaucoup moins d'inconvénient attendre pour la combattre qu'il eût été décidé qu'elle sera prise en considération.

« Mais, comme les journaux rendent un compte aussi exact de ce qui se passe en Comité secret que de ce qui a lieu en séance publique, il m'a paru résulter pour nous l'obligation de manifester, aussitôt qu'il est possible de le faire, une franche opposition à toute mesure législative que nous croyons dangereuse... »

Pourquoi M. Tronchon estimait-il dangereuses les dispenses accordées aux beaux-frères et belles-sœurs, alors qu'il admettait les dispenses pour les oncles et nièces ? On est étonné de voir que d'aussi pauvres raisons aient pu entraîner une assemblée parlementaire :

«..... Le législateur a senti que, lorsqu'il s'agissait de personnes entre lesquelles il règne une bien plus grande familiarité, il fallait fermer la porte à tout espoir d'une union subséquente.....

«..... Celles que l'on veut favoriser aujourd'hui, ces demandes de permissions de mariages entre beaux-frères et belles-sœurs....., elles nous menaceraient du débordement le plus immoral et par conséquent le plus dangereux que l'on doive craindre. Ce serait déjà un coup fatal aux mœurs que d'annoncer que l'on va s'occuper des moyens de rompre à volonté cette digue salubre que la sagesse de la loi a posée...

«... Les auteurs du Code civil ont placé entre le beau-frère et la belle-sœur une barrière d'airain. Respectons-la, Messieurs, respectons-la les premiers !..... »

Et M. de Courvoisier ayant invoqué contre la proposition « le principe du droit civil qui établit parité entre les degrés d'alliance et ceux de parenté, d'où il suit que

le beau-frère et la belle-sœur ne sont pas dans une autre catégorie que le frère et la sœur », la question préalable fut adoptée, et la situation resta la même jusqu'à la fin de la Restauration.

*
* *

Une conséquence regrettable de la prohibition absolue établie par le Code avait été que, comme plusieurs pays limitrophes de la France autorisaient ces mariages, les beaux-frères et belles-sœurs des départements de la frontière allaient se faire naturaliser à l'étranger et se mariaient alors librement, puis revenaient en France, ayant ainsi abdiqué la qualité de Français. Le danger devint plus grave encore lorsque furent promulguées les lois belges des 23 avril 1827 et 28 février 1831, accordant, en cas de veuvage, mais refusant en cas de divorce les dispenses pour le mariage des beaux-frères et belles-sœurs.

Un député, le baron Roger, déposa sur le bureau de la Chambre une proposition de loi reproduisant les dispositions de la loi belge ; comme il semblait à cette époque que le divorce, maintenu en Belgique, dût bientôt être rétabli en France, il avait demandé que les dispenses ne fussent accordées qu'en cas de veuvage.

Il développa les motifs de sa proposition dans la séance du 31 décembre 1831, et la discussion qui s'ensuivit fut plus complète que celle d'où était sorti, en l'an IX, l'article 162 (Chambre des députés, séances des 31 décembre 1831, 7 janvier, 21 janvier, 4 février, 26 mars 1832. *Moniteur*, année 1832, p. 9, 66, 224, 364 et 876). « En vain, s'écriait-il, la loi s'obstine pour assimiler à l'inceste l'union entre beaux-frères et belles-sœurs, la rai-

son publique se refuse à ce mensonge. Et malheur au pays où les lois ne sont pas en harmonie avec les mœurs ! Les beaux-frères et les belles-sœurs n'ont ensemble aucun rapport réel ni de consanguinité, ni d'intérêt de famille. Je demande que les dispenses ne puissent pas être accordées lorsqu'un premier mariage aura été dissous par le divorce. Il y avait entre les rédacteurs du Code unanimité pour que les dispenses fussent admises, si l'on adoptait la prohibition. Cependant la prohibition fut écrite dans le Code, et les dispenses, que personne n'avait contestées, furent oubliées. Le temps viendra, je l'espère, où l'on pourra renoncer aux dispenses, mais peut-être n'est-il pas encore arrivé. »

La Commission approuva, à l'unanimité, la proposition du baron Roger. Et, comme le rapporteur, M. Parrant, exposait ses conclusions, il fut amené à prononcer les paroles suivantes, que nous aurons occasion de discuter plus loin, au sujet des dispenses : « Si l'on voulait établir une règle pour l'obtention des dispenses entre beaux-frères et belles-sœurs, cette règle devrait immédiatement s'appliquer à tous les cas où les dispenses sont nécessaires pour contracter mariage, par exemple quand il s'agit de l'âge ou de la parenté au troisième degré. » Et il terminait ainsi son exposé : « Quand nous aurons essayé le système des dispenses, le temps viendra, sans doute, où il sera permis de lever toute prohibition, et l'œuvre sera facile.... La mesure que nous nous proposons d'adopter et qui est nécessaire, au moins comme **transitoire**, n'a rien qui puisse alarmer les mœurs ni les amis de la liberté. »

Néanmoins la proposition du baron Roger fut combattue à la fois par ceux qui voulaient maintenir le système

rigoureux du Code et par ceux qui auraient désiré la suppression totale de la prohibition en cas de veuvage.

Les premiers, par l'organe de M. Gaillard de Kerbertin, disaient :

« Les mariages entre beau-frère et belle-sœur sont contraires à l'honnêteté publique. En effet, ne serait-il pas à craindre que la dissolution des mœurs ne se glissât facilement à la suite de communications trop familières, lorsque l'expectative du mariage voilerait en partie la honte de la séduction ?... Il est malheureusement des crimes que les lois les plus sages ne peuvent empêcher ; mais au moins ne favorisons pas ces honteux écarts, en donnant une arme de plus à la séduction. Que l'infortuné qui serait tenté d'y céder sache que rien n'en peut légitimer une pour son déshonneur !... Vous fermerez souvent à des orphelines malheureuses le seul asile sur lequel elles eussent dû compter. Des femmes, craignant que l'affection d'un mari se portât sur une sœur à la possession de laquelle il lui serait permis de songer un jour, s'opposeront à ce que leurs maisons s'ouvrent à celle que, sans votre loi, elles auraient été les premières à recueillir... Ne prévoit-on pas que les dispenses ne seraient bientôt qu'une vaine formalité ; ne voit-on pas qu'au lieu d'être l'exception, elles deviendraient avant peu la règle ? » (Ici M. de Kerbertin était bon prophète et, par une coïncidence assez naturelle d'ailleurs, la circulaire de 1904 de M. Vallé, garde des sceaux, répète cette dernière phrase, l'interrogation supprimée.)

Il est à remarquer que toutes les raisons données par M. de Kerbertin auraient été bien plus fortes s'il s'était agi de supprimer les dispenses aux mariages entre oncle et nièce, tante et neveu : or il en demandait le maintien et

repoussait les dispenses pour le cas où, jusqu'au Code civil, elles avaient été admises.

M. Petit, qui parlait dans le même sens que M. de Kerbertin, disait énergiquement : « Il faut que vous reconnaissiez que vous avez à prononcer non pas seulement sur la question de savoir si vous permettez le mariage des beaux-frères et belles-sœurs avec des dispenses, mais si vous permettez purement et simplement de pareilles unions. Voilà la vraie question, les dispenses ne sont qu'un leurre si elles tranquillisent vos consciences. »

Notons, en passant, qu'en 1832 ces discussions purement juridiques, qui aujourd'hui encore n'ont rien perdu de leur intérêt, surtout celle du 21 janvier, n'avaient pas le don d'intéresser la Chambre des députés. Le président a beau « avoir envoyé à la salle des conférences et à la bibliothèque ; on n'a pu réunir un nombre suffisant de députés ». Finalement on est obligé de lever la séance, parce que « les bancs sont vides ». Ce qui n'empêche pas les quelques députés présents de manifester à plusieurs reprises leur impatience, d'interrompre bruyamment les orateurs et de réclamer la mise aux voix de la clôture au beau milieu de l'argumentation la plus éloquente. A cette époque déjà lointaine, l'assiduité des députés n'était pas excessive ; la séance du 23 janvier étant ouverte à une heure et quart, on constate à deux heures que la Chambre n'est pas encore en nombre.

Dans la séance du 4 février, M. Cabet demande la liberté complète du mariage entre beaux-frères et belles-sœurs en cas de veuvage, c'est-à-dire ce que la Chambre des députés devait voter 75 ans plus tard. « Les dispenses qu'on exige des beaux-frères et belles-sœurs, disait-il, entraînent beaucoup de lenteurs qui doivent être pré-

judiciales. Elles occasionnent des frais, peu importants pour les gens riches, mais très onéreux pour les classes pauvres, qui sont principalement dignes de la sollicitude du législateur.....

« En troisième lieu, cette demande des dispenses exige des confidences, des aveux, une espèce de confession extrêmement gênante pour les familles....

« ... En quatrième lieu, il y aurait sans contredit ouverture à l'arbitraire : un très grand nombre, si ce n'est la plus grande partie des beaux-frères et des belles-sœurs ne demeurent pas ensemble ; à leur égard il n'y a pas de motif pour les soumettre à la dispense.

« Reste la classe de ceux qui, demeurant ensemble, éprouveraient ces passions vives qui jettent le désordre dans les ménages : si on pouvait empêcher ces passions de naître, il faudrait le faire. Quel serait le moyen ? Ce serait d'interdire la cohabitation..... Eh bien ! le pouvoir du législateur ne peut aller jusque là. »

La Chambre des députés, par 160 voix contre 71, repoussa tous les amendements et adopta la proposition de loi du baron Roger.

Puis, sur l'intervention du gouvernement, la proposition, déjà votée par la Chambre des députés et la Chambre des Pairs, revint en discussion le 26 mars. Le garde des sceaux, M. Barthe, demandait : 1^o que la proposition fit corps avec l'article 164 du Code civil, dont elle était jusque-là indépendante ; 2^o que le second paragraphe fût supprimé jusqu'au vote de la proposition de loi sur le divorce, qui devait plus tard être repoussée par la Chambre des Pairs. Quelques protestations s'élevèrent sur l'intervention tardive du gouvernement, mais la loi n'en fut pas moins votée par les deux Chambres dans les termes où il le leur demandait.

*
* *

Quelques années plus tôt, comme nous l'avons dit, une innovation analogue avait eu lieu en Belgique. La loi du 23 avril 1827 avait admis la possibilité d'accorder des dispenses de mariage aux beaux-frères et belles-sœurs, mais son texte n'avait pas été incorporé à l'article 164 du Code civil. Puis, comme les articles du Code Napoléon sur le divorce n'avaient pas été abrogés en Belgique comme en France, une loi du 28 février 1831 avait décrété que la prohibition de mariage ne pouvait être levée, pour causes graves, entre alliés au degré de frère et sœur que si le mariage avait été dissous par la mort naturelle de l'un des époux. Cette loi est toujours en vigueur ; cependant, d'après la jurisprudence la plus récente du département de la justice, la dispense de la prohibition de mariage entre beaux-frères et belles-sœurs peut être accordée après le décès d'un époux, même si le mariage a été dissous par le divorce (1).

*
* *

Les articles 162 et 164 du Code civil français n'ont pas été modifiés depuis la loi du 16 avril 1832 ; mais la loi du 27 juillet 1884, qui a rétabli le divorce, et celle du 15 décembre 1904, qui a abrogé l'article 298 du Code civil interdisant le mariage entre l'époux adultère et son complice, ont introduit dans la question des éléments nouveaux. Contrairement à l'intention probable du législateur de 1832, les dispenses de mariages entre beaux-frères

(1) Roland et Wouters, *Guide pratique de l'officier de l'état civil en Belgique*, p. 191 (Gand, 1906) et *Revue comm.*, 1905, p. 106.

et belles-sœurs peuvent être accordées et le sont en fait même après divorce.

Diverses circulaires des gardes des sceaux ont donné aux procureurs généraux des instructions sur les règles à suivre dans l'admission ou le rejet des demandes de dispenses. Il est intéressant de constater dans ces circulaires l'évolution très nette de l'opinion publique qu'elles traduisent.

La première est celle de M. Barthe, garde des sceaux. Elle est reproduite dans le *Moniteur* du 29 avril 1832, C'est la plus rigoureuse de toutes :

« La loi exige que toute dispense soit justifiée par des causes graves : mon intention..... est de suivre à la rigueur cette prescription de la loi..... La prohibition de mariage est la règle et les dispenses l'exception..... Sans la sévérité que je vous recommande d'apporter dans l'examen des demandes de dispenses..... la prohibition ne serait plus qu'un jeu... et le système de la loi serait renversé... Vos substituts voudront bien, dans tous les cas, ne rien négliger pour découvrir quels sont en réalité, les motifs déterminants du mariage..... ils chercheront aussi à pressentir l'impression que devra produire sur la population du pays la célébration du mariage projeté. »

La circulaire du 22 octobre 1848, de Marie, garde des sceaux du début de la seconde République, est conçue dans un esprit plus humain :

« Si, d'un côté, il faut se montrer justement sévère contre le vice et la débauche, on ne peut, d'un autre côté, méconnaître que certaines fautes sont atténuées par les circonstances et que, dans l'intérêt public, comme dans l'intérêt des familles, il convient souvent d'en faciliter la réparation. D'autres fois, on peut sentir la nécessité de

faire cesser un scandale dont la prolongation serait un déplorable exemple. Enfin, il faut, quand les faits le permettent, prendre en considération le sort des enfants nés ou à naître... L'attachement réciproque des parties est souvent invoqué et mérite une sérieuse attention, mais évidemment ce motif seul n'est pas suffisant pour autoriser une exception à la règle... Les demandes de dispenses d'alliance sont les plus nombreuses et se présentent, en général, sous des rapports plus favorables. Il s'agit d'un obstacle qui ne résulte ni de la nature, ni de la parenté, et que, par cela même, on peut lever avec moins de scrupule. »

La circulaire de M. Dufaure, garde des sceaux, du 11 novembre 1875 (1) concerne à la fois les dispenses d'âge, de parenté et d'alliance. Elle reproduit les prescriptions de la circulaire de 1832 : « Il faut toutefois éviter que l'inconduite ne paraisse être un titre à la faveur et, à moins que des motifs sérieux y mettent obstacle, les futurs doivent se séparer pour donner satisfaction à la morale publique. » Ce paragraphe et ceux qui le suivent ne sont pas nets. Dans l'esprit du garde des sceaux la dispense ne doit être accordée, sans doute, que lorsque les deux postulants se seront séparés. Si telle est sa pensée, on peut trouver qu'il y a un scrupule bizarre à exiger une séparation que doit faire cesser la réunion par le mariage ; et, s'il veut une séparation pure et simple, on se demande par quel moyen coercitif il pourra l'obtenir. « Les relations qui se sont établies du vivant du conjoint décédé sont une cause absolue de rejet... La jurisprudence de la Chancellerie, basée sur des raisons de con-

(1) *Recueil officiel des instructions et circulaires du ministère de la justice*, t. III, p. 398.

venance, n'admet pas que des dispenses puissent être accordées avant l'expiration d'une année de veuvage... Une dérogation est permise lorsqu'on invoque certaines considérations importantes. »

Enfin, la circulaire de M. Vallé, garde des sceaux, du 18 novembre 1904, supprime toutes les restrictions établies par les circulaires de ses prédécesseurs. Elle abolit les délais de convenance; seuls les délais des articles 228 et 296 du Code civil devront être respectés. Dans la discussion de 1832, un député, M. Emmanuel Poulle, avait demandé l'insertion dans la loi d'un délai de convenance de 18 mois: son amendement avait été rejeté sur une observation du député Coulmann: « C'est au ministre qui aura à donner ces dispenses à examiner les circonstances. » Depuis 1904, la nécessité d'obtenir une dispense n'influe en rien sur la détermination de l'époque à partir de laquelle veufs et veuves peuvent se remarier.

M. Vallé interdit de « recueillir des renseignements au sujet de la question de savoir si des relations s'étaient établies du vivant du conjoint décédé. »

En effet, la preuve de l'adultère ne pouvant se faire du vivant du mari que sur la plainte de celui-ci et d'après des moyens de preuve déterminés, il était inadmissible qu'après la mort du mari l'adultère pût être prouvé contre sa femme « par la rumeur publique, que la jalousie, l'envie, la vengeance, la calomnie, les passions les plus basses peuvent contribuer à former » (Ch. Girault). C'est pourquoi les relations adultérines, même certaines, ne sont plus une cause de rejet de la demande. Il en est de même de la disproportion d'âge.

En résumé les parquets n'ont plus à examiner que deux questions: la liberté du consentement des deux

futurs conjoints et l'intérêt des enfants issus de la première union. Autant vaut dire que les dispenses sont presque toujours accordées.

*
**

En 1879, un député du département de Vaucluse, M. Saint-Martin, estimant qu'un état de choses qui, lors de sa création, en 1832, avait été présenté comme transitoire, devait disparaître après 47 ans, déposa, le 10 mars, sur le bureau de la Chambre, une proposition de loi ayant pour but de modifier ainsi qu'il suit les articles 162, 163 et 164 du Code civil (1) :

« ART. 162. — En ligne collatérale, le mariage est prohibé entre le frère et la sœur, légitimes ou naturels, et entre parents légitimes au troisième degré inclusive-ment.

« ART. 163. — Néanmoins il est loisible au président de la République de lever pour des causes graves les prohibitions portées par l'article précédent au mariage entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu.

« ART. 164. — Il n'est admis d'autres prohibitions au mariage que celles portées par le présent Code et qui sont limitatives ou par les lois militaires. Les prohibitions qui ont été levées avant le mariage sont réputées n'avoir jamais existé. »

L'exposé des motifs était presque entièrement consacré à la question du mariage des prêtres, dont nous n'avons pas à nous occuper ici, puis se terminait par les paragraphes suivants :

« ... Cette addition proposée à notre Code civil nous

(1) *J. off.*, annexés de la Chambre des députés, n° 1222, p. 75.

conduits à examiner s'il est le cas de maintenir ou de supprimer l'interdiction portée par l'article 162 au mariage entre beaux-frères et belles-sœurs.

« Sous l'empire de la loi actuelle, une dispense, qui, en fait, n'est jamais refusée, permet au Président de la République de lever pour des causes graves la prohibition. C'est la loi du 16 avril 1832 qui, en étendant la disposition de l'article 164, applique ces dispenses aux mariages entre beaux-frères et belles-sœurs, et il résulte des statistiques du ministère de la justice pour 1876 que, dans le courant de cette année, 1.467 dispenses ont été accordées. Ces mariages, autorisés par les lois de la Révolution, encouragés par l'usage et, qui sont entrés dans nos mœurs, n'ont rien de contraire au droit naturel et sont favorables aux enfants issus de la précédente union. La prohibition n'a pas de base sérieuse.

« Nous vous demandons de compléter la réforme de 1832 et d'abolir l'empêchement légal ou l'obligation d'obtenir dispense.

« Telles sont les considérations qui ont inspiré la présente proposition de loi, pour laquelle nous avons mis à profit l'autorité de savants et éminents jurisconsultes, et que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations. »

Cette proposition de loi fut renvoyée à la onzième commission d'initiative parlementaire, qui en approuva le principe et nomma un rapporteur avec mission de conclure à la prise en considération. Ordinairement ces « rapports sommaires » des commissions d'initiative parlementaire sont, comme leur titre l'indique, très courts. Cette fois, par exception, le rapport fut à ce point développé que, si son auteur avait été chargé d'examiner la question

au fond, il n'aurait pas pu lui donner plus d'ampleur. Le rapporteur était, en effet, un jeune député de l'Aube, nouveau venu au Palais-Bourbon, mais qui portait un nom célèbre dans les fastes parlementaires et qui devait avoir une fortune politique particulièrement brillante, M. Paul Casimir-Périer. Nous n'extrairons du rapport de M. Casimir-Périer (1) que la partie relative aux beaux-frères et belles-sœurs :

« ... Nous n'aurons que peu de mots à dire en ce qui touche à cette première question.

« La loi, prohibitive en principe, est, en fait, ou bien peu s'en faut, sans raison d'être, puisque l'exercice du droit dispensatoire conféré au chef de l'Etat vient à peu près constamment la mettre à néant. Les statistiques des bureaux du ministère de la justice en fournissent la preuve.

« Cependant il n'est pas tout à fait exact que la dispense « ne soit jamais refusée », mais la proportion des refus aux consentements est infime. Il est vrai que les refus sont basés sur un motif grave et à peu près unique, « les relations qui se seraient établies entre le beau-frère et la belle-sœur du vivant du conjoint décédé, même en cas d'existence d'un enfant adultérin ». La Chancellerie considère cette situation comme une cause de rejet absolu (2). Les autres sont, à ses yeux, d'ordre secondaire. Voici les chiffres exacts de comparaison entre les refus et les octrois de dispenses.

« Dans le cours de l'année 1876, sur 1.526 dispenses

(1) Déposé à la séance du 29 mai 1880. *J. off.*, Annexe 2663.

(2) Nous rappelons que, depuis la circulaire de 1904 il n'en est plus ainsi.

demandées, 1.467 ont été accordées ; en 1877, 1.332 accordées sur 1.375 ; en 1878, 1.147 (1) sur 1.272. La proportion paraît avoir été la même en 1879. En présence de ces chiffres, votre commission n'a pas pensé que les causes de rejet, même les plus graves, dussent continuer de faire obstacle à la pleine liberté des mariages en question, les avantages moraux de l'interdiction étant balancés par des inconvénients nombreux. Il nous a paru que c'était là un de ces cas où le maintien d'une loi ne saurait aboutir qu'à la diminution du prestige de la loi, résultat certain de sa mise en échec ou de son délaissement habituel.

« Nous estimons d'ailleurs, comme notre honorable collègue, que la loi ni le sentiment naturel n'ayant rien de contraire aux unions dont il s'agit, et ne nous inspirant pour elles aucune répugnance et, de plus, l'expérience ayant démontré que la proportion des mauvais ménages aux bons n'y est pas plus forte que parmi les autres, la seule conséquence réelle de la réforme sera « d'affermir une législation favorable aux enfants issus d'une précédente union ». Nous concluons donc à la prise en considération de cette première partie de la proposition... »

La Chambre, approuvant le rapport de M. Casimir-Périer, conclut à la prise en considération de la proposition de loi dans sa séance du 8 mars 1881. On nomma une commission pour l'étudier. Malheureusement la législature prit fin avant que le rapport de cette commission ne fût déposé, et la proposition de loi devint caduque. M. Saint-Martin ne se découragea pas ; ayant été réélu et constatant que « l'opinion publique avait ac-

(1) Il faut lire vraisemblablement 1 247.

euilli sa proposition avec une certaine faveur », il la soumit de nouveau à ses collègues dans la séance du 28 novembre 1881.

Ce qui s'était passé une première fois se reproduisit.

Le rapporteur de la première commission d'initiative parlementaire, — c'était, cette fois, M. Alfred Naquet, — conclut très brièvement :

« La proposition de loi de M. Saint-Martin a donc d'abord pour but, comme on voit, de supprimer la nécessité des dispenses pour les mariages entre beaux-frères et belles-sœurs, c'est-à-dire de rendre ces mariages entièrement libres ; c'est le retour au droit de notre Révolution. Plus tard, l'inhibition absolue fut établie, mais postérieurement, en 1832, intervint le régime des dispenses.

« Il s'agit de savoir si une disposition nouvelle doit aller plus loin et, sortant du régime des dispenses, établir celui de la liberté absolue. Sur ce point les avis ont été partagés à la commission. Néanmoins la question elle-même est assez digne d'intérêt et d'examen pour que la Chambre en soit saisie... »

De nouveau, la Chambre, le 12 juin 1882, vota la prise en considération et nomma une commission. Et puis on n'entendit plus parler de cette malheureuse proposition de M. Saint-Martin, qui fut deux fois « accueillie avec faveur » par la Chambre des députés et qui ne fut jamais discutée.

*
**

En 1891, un député des Deux-Sèvres, M. Honoré Pontois, déposa une autre proposition de loi, dont l'adoption, bien invraisemblable, aurait modifié la situation

des beaux-frères et belles-sœurs (1). Nous la rapportons plutôt à titre de curiosité que comme document digne d'intérêt. M. Pontois proposait d'introduire dans notre Code pénal des peines pour l'inceste : les beaux-frères et belles-sœurs qui, indépendamment de tout adultère, auraient eu un commerce hors mariage, auraient été condamnés à la peine de l'emprisonnement pendant trois mois au moins et deux ans au plus, et le plus âgé des deux à une amende de 100 francs au moins et 2.000 francs au plus : toutefois l'obtention de la dispense prévue par l'article 164 du Code civil aurait suspendu l'effet de la condamnation et la célébration du mariage l'aurait fait cesser de plein droit.

Quant à la légitimation des enfants de beaux-frères et belles-sœurs, que la jurisprudence admettait depuis longtemps, elle n'aurait plus été possible lorsque le père ou la mère de ces enfants auraient eu déjà avant leur mariage des enfants légitimes d'un premier lit ou même des enfants naturels reconnus.

La législature prit fin avant que la proposition de loi de M. Pontois fût rapportée et, depuis lors, personne n'a songé à la reprendre.

*
* *

C'est dans ces conditions que, le 7 février 1907, trois députés du Rhône, MM. Victor Fort, Colliard et Nor-

(1) *Documents parlementaires*, Séance du mardi 12 mai 1891. Annexe 1414, *J. off.*, p. 391, « Proposition de loi ayant pour objet d'assurer au point de vue pénal la répression de l'inceste et de régler en matière civile la situation des enfants incestueux ou adultérins ».

mand, déposèrent la proposition de loi suivante, dont nous reproduisons les motifs et le dispositif :

« L'article 162 du Code civil stipule que le mariage est prohibé entre le frère et la sœur légitimes ou naturels et les alliés au même degré. L'article 164, toutefois, prévoit que des dispenses pourront être accordées pour des causes graves et que le Président de la République pourra autoriser les mariages entre l'oncle et la nièce, entre le beau-frère et la belle-sœur.

« En ce qui concerne surtout les autorisations à obtenir en vue de permettre le mariage entre beau-frère et belle-sœur, les inconvénients sont multiples et ne se justifient par aucune espèce de raison morale, elles sont au contraire en sa faveur.

« Ce ne sont pas des mariages consanguins et c'est à tort qu'on a voulu créer une similitude entre la situation du frère et de la sœur et celle du beau-frère et de la belle-sœur, entre lesquelles il n'y a aucune analogie.

« Les unions de ce genre sont généralement dictées par des raisons de famille du plus haut intérêt ; elles ont pour but de satisfaire au vœu d'un mourant, d'un frère ou d'une sœur dont le désir consiste à ne pas vouloir confier ses enfants à des mains étrangères ; ces motifs sont de haute moralité et le législateur a le devoir de faire disparaître des entraves qui ne se sont maintenues jusqu'à ce jour qu'en raison de préjugés confessionnels.

« En fait, les dispenses sont toujours accordées, elles s'obtiennent moyennant le paiement de frais élevés, onéreux par conséquent pour les familles peu fortunées, et au prix de formalités lentes, pénibles, accumulées comme

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 7 février 1907, n° 739.

à plaisir pour décourager ceux qui ont le légitime et honorable souci de se créer une situation conforme aux lois de la nature et de la morale.

« Aussi, Messieurs, sommes-nous convaincus que vous n'hésitez pas à accueillir favorablement la proposition que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation et qui ne peut soulever aucune objection.

« ARTICLE UNIQUE. — Les articles 162 et 164 du Code civil sont modifiés comme suit :

Art. 162. — En ligne collatérale, le mariage est prohibé entre le frère et la sœur légitimes ou naturels.

« *Art. 164.* — Néanmoins, il est loisible au Président de la République de lever, pour des causes graves, les prohibitions portées par l'article 163 aux mariages entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu. »

La Commission de la réforme judiciaire, à laquelle cette proposition fut renvoyée, accepta le principe de la proposition, mais fit la distinction qu'avait faite le baron Roger en 1832. Le baron Roger avait dit : « Il n'y aura de dispense que s'il n'y a pas de divorce. » La commission déclara : « Il n'y aura plus dorénavant de prohibition lorsqu'il n'y a pas de divorce. »

Voici en quels termes était conçu le très court rapport de M. le député Maurice Viollette. Après avoir cité le texte des articles 162 et 164 du Code civil, il s'exprimait ainsi :

« Il est bien entendu qu'aujourd'hui les mots **pour des causes graves** sont virtuellement abrogés. En fait, la dispense se donne toujours. Il n'y a pas d'exemple qu'elle soit refusée. » Le seul avantage de la rédaction actuelle de l'article 162 est de donner lieu à l'ouverture d'un droit de chancellerie dont il est fait du reste presque toujours remise.

« Dans ces conditions, nos collègues ont pensé, et la Commission de réforme judiciaire avec eux, qu'il y aurait intérêt à mettre la lettre de la loi d'accord avec son esprit et pour cela ils ont demandé la suppression à l'article 162 des mots **et alliés au même degré**.

« Votre Commission n'a pas cru qu'il serait sans danger d'adopter un texte aussi large, surtout au lendemain de l'abrogation de l'article 298 du Code civil.

« Aujourd'hui, le conjoint adultère peut se remarier avec son complice. En combinant dès lors la suppression de l'article 162 avec celle de l'article 298, on arriverait à ce résultat bien peu satisfaisant : un beau-frère se faisant le séducteur de la femme de son frère, et la faisant divorcer pour se marier ensuite avec elle.

« Il ne faut vraiment pas encourager d'aussi coupables intrigues dans le sein même de la famille. Autant il est normal et légitime, touchant même quelquefois, qu'un beau-frère épouse la veuve de son frère ou qu'une belle-sœur épouse le mari veuf de sa sœur, autant il est d'une façon générale froissant de voir un beau-frère épouser la femme divorcée de son frère, ou une belle-sœur épouser le mari divorcé de sa sœur.

« Votre Commission souhaite même que la large bienveillance dont elle fait preuve au cas où l'alliance serait brisée par la mort, engage le cas échéant la Chancellerie à plus de sévérité dans le cas où l'alliance sera seulement distendue par le divorce.

« En conséquence, nous avons l'honneur de vous proposer le texte suivant :

« ARTICLE UNIQUE. — L'article 162 du Code civil est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois l'alliance ne constitue plus un empêche-

ment au mariage, lorsqu'elle a pris fin par le décès du conjoint qui produisait cette alliance. »

A vrai dire, même dans le cas le plus défavorable, auquel M. Viollette faisait allusion, les dispenses sont accordées lorsque le mariage légitimerait des enfants, et, le refus n'étant jamais définitif, une demande de dispense, d'abord rejetée, est accordée ensuite en cas de grossesse ou de naissance d'enfant naturel ; si bien que la restriction apportée par la Chambre aurait été plus théorique que pratique.

En outre, la distinction n'était légitime que si le divorce avait été prononcé au profit du conjoint qui produisait l'alliance. Retournons, en effet, l'hypothèse. Une mère de famille abandonne son mari et ses enfants pour se faire enlever par un amant. Le mari demande et obtient le divorce. Pourquoi exiger une dispense au cas où la sœur aînée de cette femme, devenue pour ses neveux une seconde mère, épouse son beau-frère ? N'y a-t-il pas là quelque chose de comparable au veuvage ?

On peut enfin remarquer que le texte eût été plus correct, au point de vue grammatical, s'il eût été ainsi rédigé : « Toutefois, l'alliance ne constitue pas .. » et que ses termes étaient en contradiction avec la première phrase de l'article 162. En effet, si ce texte avait été adopté par le Sénat, l'article 162 aurait déclaré dans sa première partie que le mariage était prohibé **entre alliés** et, dans la seconde, que l'**alliance avait pris fin** au jour du décès du conjoint qui la produisait.

*
* *

Le texte proposé par M. Viollette fut adopté sans débat par la Chambre des députés le 30 mai 1907. Il décidait,

en somme, que les dispenses, justifiées pour les mariages entre beaux-frères et belles-sœurs après divorce, étaient inutiles en cas de veuvage. Or, une quinzaine d'années plus tôt, la jurisprudence avait eu à examiner le problème inverse : « Les dispenses, exigées par l'article 164 en cas de veuvage, sont-elles indispensables en cas de divorce ? » Au premier abord, il semble que la question est paradoxale, pour ne pas dire absurde, et que les avocats qui l'avaient suscitée comme moyen de défense cherchaient plutôt à prouver leur originalité qu'à soutenir efficacement la cause de leurs clients. L'examen des faits montre cependant qu'ils s'appuyaient sur des arguments sinon probants, tout au moins spécieux.

Le 1^{er} février 1894, une femme Bertrand, mariée en premières noces avec Armand Robillon, puis divorcée, s'était remariée, sans dispenses, à Puteaux (Seine), avec Alphonse Robillon, frère de son premier mari. Immédiatement le ministère public fit annuler ce mariage par un jugement du tribunal de la Seine, du 26 juillet 1894, très solidement notivé (1) :

« Attendu... que les défendeurs soutiennent vainement que le divorce ayant dissous le premier mariage, l'alliance qui les unissait a disparu avec l'union qui l'avait créée ; que c'est méconnaître le caractère même de la prohibition établie par la loi ;

« Attendu... que le législateur n'a pas voulu que l'espoir d'un mariage entre alliés, qui, intimement associés à la vie des époux, vivent avec eux dans la familiarité continuelle des habitudes domestiques, pût encourager des désordres qui auraient souillé le foyer conjugal et

(1) D. 95.2.6.

qui, conduisant au divorce, aussitôt réparé par une seconde union, auraient infailliblement détruit la famille, dont il a fait la base de la société...

« Attendu... que la nullité résultant de la violation des articles 161 à 163 est absolue et d'ordre public ; qu'elle est indélébile et ne peut être couverte même par l'obtention des dispenses qui seraient accordées postérieurement à la célébration du mariage ;...

« Par ces motifs,

« Dit que le mariage... est nul ; condamne lesdits... et à se séparer... »

Malgré la netteté et la vigueur de cette décision, M^e Paul Morel défendit, le 17 mars 1897, devant la Cour de Paris une cause identique et obtint partiellement satisfaction, bien que les circonstances fussent assez défavorables aux défendeurs (1).

Un homme, marié à Saint-Valéry-sur-Somme en 1883, divorcé par jugement rendu à Paris en 1891, avait épousé en 1893 la sœur de sa première femme à Cabbé-Roquebrune (Alpes-Maritimes). Les époux pouvaient difficilement invoquer leur bonne foi, puisqu'ils avaient sollicité les dispenses légales et, ces dispenses ne leur ayant pas été accordées, avaient néanmoins fait célébrer leur union loin de leur domicile ordinaire. Le tribunal de la Seine avait déclaré leur mariage nul et leur avait refusé le bénéfice de la putativité, bien que, depuis la célébration du mariage, plusieurs enfants fussent nés.

Il semblait donc que la Cour ne pût que confirmer le jugement. C'est alors qu'on invoqua un arrêt de mars 1892, rendu par la Cour d'Orléans sur renvoi à elle fait par la Cour de cassation (2).

(1) *Revue des grands procès contemporains*, année 1897, p. 504.

(2) D. 94.2.113.

Un sieur Ledanseur, quoique divorcé, avait été actionné par Mme Mougeot, son ancienne belle-mère, pour se voir condamner à continuer de lui verser une pension alimentaire ordonnée judiciairement avant le divorce. Le tribunal de la Seine, puis la Cour de Paris avaient donné raison à la dame Mougeot, « attendu, disait le tribunal, que le divorce, pas plus que le décès, ne détruit entièrement le lien qui résulte de l'alliance ». La Cour avait reconnu, il est vrai, « qu'il peut paraître étrange qu'un époux divorcé soit affranchi de l'obligation de fournir des aliments à son conjoint, tout en restant dans les liens d'une pareille obligation à l'égard des père et mère de ce dernier ».

Mais la Cour de cassation et, à sa suite, la Cour d'Orléans, avaient donné raison à M. Ledanseur et déclaré qu'après divorce l'obligation alimentaire n'existait plus à l'égard des beaux-parents.

On devine quel parti M^e Paul Morel pouvait tirer de ces deux arrêts (1) : « La pension alimentaire n'est plus due : qu'en faut-il conclure ? Si l'effet cesse, c'est donc que la cause cesse ; c'est l'adage romain renversé, mais toujours exact, malgré la transposition régulière de ses termes. Donc le divorce détruit l'affinité. Comment expliquer autrement la libération du débiteur alimentaire ? Donc le divorce, et c'est naturel, produit des effets plus étendus que la mort ; nous verrons bientôt pourquoi. Il faut être conséquent avec les principes posés, dans cette science exacte du droit, qui n'admet point les contradictions sentimentales : si la pension n'est plus due après le divorce, c'est que l'affinité est détruite ; si l'affinité

(1) *Revue des grands procès*, année 1897, p. 506.

est détruite, les prohibitions de l'article 164, uniquement fondées sur l'alliance, ne s'expliquent plus. »

La Cour, sans admettre que le divorce fait cesser l'alliance, admit qu'on peut s'y tromper, et, dans son arrêt, reconnaissant la bonne foi des époux, déclara le mariage putatif, avec tous les effets de droit.

Cependant, si l'on se reporte aux arrêts dont M^e Paul Morel s'était prévalu, on peut se rendre compte qu'il les avait fortement sollicités pour en tirer un argument favorable à sa cause. Cette même Cour d'Orléans, dans un arrêt du 15 novembre 1893, avait dit expressément que (1) « la loi du 27 juillet 1884 n'a pu avoir pour résultat de supprimer les conséquences légales de l'alliance, qu'elle n'a fait que rétablir le divorce qui existait dans nos lois en même temps que les articles du Code qui réglaient les effets de l'alliance ».

Quant à l'arrêt de la Cour de cassation dans l'affaire Ledanseur-Mougeot, du 13 juillet 1891, on y chercherait vainement une phrase quelconque déclarant que les parties au procès ont cessé d'être alliées. Sur quel motif se fonde-t-il donc ? Sur ce que l'article 206 « inséré au titre « Du mariage » et dans le chapitre relatif aux obligations qui en naissent, n'avait pas à statuer sur les conséquences du divorce, au point de vue de la dette alimentaire, tout ce qui concerne le divorce et ses effets devant être réglé à un titre différent promulgué à une autre date ». Autrement dit, ce sont les articles 301 et 303 qui règlent les obligations alimentaires survivant au divorce, et ces articles ne peuvent être complétés par les dispositions du chapitre V du titre V du Code civil. La question de savoir si l'alliance survit ou non au divorce n'a rien à voir avec celle-là.

(1) D. 94.2.113.

M^e Paul Morel donnait encore libre cours à son ingéniosité quand il invoquait à son secours l'opinion d'un homme particulièrement autorisé en cette matière, M. Naquet. Car, si l'on se reporte à l'article auquel il fait allusion sans en rapporter le texte (1), on voit que, si M. Naquet estimait souhaitable que les dispenses ne fussent pas nécessaires dans certaines circonstances, il n'hésitait pas à faire la déclaration suivante : « ... Dès lors, si un divorcé veut épouser sa belle-sœur, comme il devrait demander une dispense si la mort de sa première femme l'avait laissé libre de contracter une nouvelle union, il n'est pas douteux qu'il le doit également dans le cas de divorce. » Peut-on exiger une affirmation plus nette ?

*
* *

La Chambre des députés, par son texte, n'avait pas résolu toutes les difficultés. Envisageant seulement « *quod plerumque fit* », l'exposé des motifs avait parlé du veuvage, du divorce, non de l'annulation du mariage. Un mariage est annulé, parce que, par exemple, le consentement du père de l'un des conjoints encore mineur n'a pas été donné. Celui dont le mariage est annulé pourra-t-il épouser sans dispense la sœur de sa femme, si l'on peut employer ce dernier terme pour désigner une personne pour laquelle la langue française manque de vocable approprié ? La solution généralement acceptée est la suivante : si le mariage est putatif, l'annulation laisse subsister à l'égard de l'époux de bonne foi les effets du mariage déjà produits et, par conséquent, les alliances ; si le mariage est nul et non putatif, aucun effet du ma-

(1) Journal *l'Eclair*, n° 2746 (mercredi 3 juin 1896).

riage n'étant censé s'être produit, les époux peuvent épouser ceux qui, si le mariage avait été valable, auraient été leurs alliés. Mais, en même temps, on proteste, au nom de la morale, contre des résultats du genre de celui-ci : le second mariage d'un bigame est annulé ; la seconde femme, qui ignorait le premier mariage de son mari, ne pourra épouser le frère de celui-ci sans avoir obtenu préalablement une dispense, tandis que le bigame, lui, pourra, après la mort de sa première femme, non seulement épouser sans dispense la sœur de la seconde, mais même en épouser la fille (1).

Qu'un pareil résultat soit immoral, il est difficile de le nier, mais il est moins étonnant qu'il n'en a l'air au premier abord. Si un homme contracte un mariage qu'il sait être nul, qu'est-ce que ce mariage, par rapport à lui, sinon un concubinage auquel il donne des formes légales qu'il sait n'avoir pas d'efficacité ? Or du commerce hors mariage ne naît point d'empêchement à un mariage subséquent. Au contraire, l'époux de bonne foi, en se mariant, acceptait sciemment toutes les obligations qui naissent d'un mariage régulier : si le bénéfice de la putativité lui assure certains droits, il est juste qu'il ait pour contre-partie les obligations corrélatives, notamment les empêchements au mariage avec les parents de son conjoint au degré où l'alliance met obstacle au mariage.

Toutefois, il n'eût pas été mauvais qu'à la fin du chapi-

(1) Cependant un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles, du 1^{er} août 1808, rapporté au Sirey, infirme un jugement d'annulation d'un mariage, en vue d'empêcher la célébration d'un second mariage du mari avec la sœur de sa femme ; il semblerait donc admettre que l'annulation détruit, dans tous les cas, les liens d'affinité.

tre concernant les nullités de mariage, le Code eût spécifié que toute annulation laissait subsister pour chaque conjoint les empêchements au mariage avec les alliés visés par les articles 161 et 162.

II

Le texte de la Chambre, transmis au Sénat, fut renvoyé par la Haute Assemblée à la commission du mariage. Un des membres de cette commission, M. Le Chevalier (1), déposa son rapport sur le bureau du Sénat dans la dernière semaine de l'année 1907, pendant la discussion du budget. Ce rapport fut imprimé, puis distribué aux sénateurs le premier jour de la session ordinaire de 1908, le 14 janvier. Le surlendemain 16, il n'y eut que les scrutins habituels pour la nomination du bureau ; le 17, au bout d'une séance de vingt minutes, la discussion du rapport était inscrite à l'ordre du jour de la séance suivante et, le mardi 21, la proposition votée par la Chambre était repoussée après un court exposé du rapporteur, auquel personne ne répondit (2).

On avait donc procédé avec une certaine précipitation, puisqu'il ne s'était écoulé qu'une semaine entre le jour où on avait pu prendre connaissance du rapport et le jour du vote. Cependant les arguments invoqués par le rapporteur du Sénat étaient loin d'être irréfutables. M. Le Chevalier exposait d'abord la situation de fait, les articles 162 et 164 du Code civil et le vote de la Chambre, puis il ajoutait :

(1) Décédé en janvier 1909.

(2) Voir *J. off.*, premières séances de la session ord. de 1908. Sénat.

« Nous nous sommes demandé, cependant, s'il ne pouvait se présenter des circonstances dans lesquelles l'union d'un beau-frère avec sa belle-sœur, même après la dissolution par la mort du mariage qui avait créé l'alliance, ne serait pas aussi choquant que si le divorce avait été la cause de cette dissolution ? »

Il eût été bon que quelques exemples précis vinssent éclairer cette insinuation extrêmement vague et peu faite pour convaincre. Il est possible qu'une union entre beau-frère et belle-sœur ne procure pas aux époux le bonheur qu'ils avaient escompté. Mais quel est le mariage dont on puisse dire par avance qu'il donnera d'heureux résultats ? Il est possible même que les enfants du premier lit en souffrent ; mais si l'on voulait éviter cette éventualité, il faudrait interdire, d'une façon absolue, le mariage des veufs ayant des enfants, et c'est encore dans notre cas que le sort des enfants semble le moins exposé. Plus on réfléchit, moins on comprend ce que M. le rapporteur a entendu par le mot « choquant ».

Au motif que nous venons de reproduire, il en ajoutait un second et dernier : « Quels inconvénients, d'ailleurs, peut présenter l'obligation de les demander (les dispenses), en présence de la facilité avec laquelle la jurisprudence actuelle de la Chancellerie les accorde ? »

Autrement dit : « Puisque toutes les dispenses sont accordées, pourquoi supprimer la nécessité de les demander ? » On peut trouver que c'est là, au contraire, la meilleure raison pour les supprimer : « A quoi bon être obligé de demander des dispenses si on les accorde toutes (1) ? »

(1) Avant 1907 on trouve un raisonnement semblable dans une

Il est à supposer que, si le Sénat s'est laissé convaincre, c'est qu'il n'avait pas eu le temps de se faire au préalable une opinion réfléchie sur la question.

Car, quoi qu'en ait dit M. Le Chevalier, les inconvénients des dispenses sont réels. Il en cite lui-même un à la fin de son rapport : la perception d'un droit de sceau. Il estime « qu'il y aurait lieu de supprimer complètement toute perception de droits : c'est dans un intérêt général de la moralité publique que les dispenses sont exigées ; leur octroi ne doit pas être pour le Trésor l'occasion d'un profit. »

Nous retrouvons là l'écho de plaintes bien anciennes contre la cherté des dispenses d'alliance. Le concile de Trente avait décidé qu'elles seraient gratuites : *In contrahendis matrimoniis, vel nulla omnino detur dispensatio vel rara, idque ex causa et gratis concedatur* (Décret de reformat. matrim. Cap. V).

Mais la pratique était bien éloignée de respecter la décision de ce grand concile. Le cahier des doléances « de la commune de la paroisse de Franconville-la-Garenne (Prévôté de Paris-hors-les-murs) », rédigé en vue des Etats-Généraux de 1789, contient un article 17 ainsi conçu :

« Les dispenses pour alliance ne s'obtiennent qu'à grands frais. On ne peut les éluder que par le moyen de mensonges et de suppositions qui compromettent l'hon-

petite plaquette anonyme intitulée : *Des dispenses d'alliance*, 1880. Typographie de A. Parent, 29, rue Monsieur-le-Prince. Bibliothèque nationale, Pièce 8° F. 468. « La proportion minime des demandes refusées, d'après les chiffres fournis par la Chancellerie, est la meilleure démonstration qu'on puisse donner de l'utilité des dispenses ».

neur des filles à marier ; on demande une diminution de frais dans l'obtention des dispenses. »

Dans la nuit du 4 août, on prit une décision radicale, que nous retrouvons à l'article 12 du fameux décret :

« ART. 12. — A l'avenir, il ne sera envoyé en Cour de Rome, en la vice-légation d'Avignon, en la nonciature de Lucerne, aucuns deniers pour annates ou pour quelque autre cause que ce soit ; mais les diocésains s'adresseront à leurs évêques pour toutes les provisions de bénéfices et dispenses, lesquelles seront accordées gratuitement, nonobstant toutes réserves, expectatives et partages de mois, toutes les Eglises de France devant jouir de la même liberté. »

Certains évêques de France résistèrent à la règle que la Constituante leur imposait. Nous en trouvons la preuve dans cet amusant dialogue échangé dans la séance du 11 novembre 1790 entre quatre membres de l'Assemblée (1) :

« M. FRICAUD, député de Charolles. — Vous avez décrété que les Français catholiques n'iraient plus chercher à Rome des dispenses pour leurs mariages et qu'il serait ordonné aux évêques d'y pourvoir. Ce décret n'est pas exécuté. Un perruquier du diocèse de M. l'évêque d'Autun a longtemps sollicité de lui une dispense pour épouser une de ses parentes, et cet évêque s'est obstiné à la lui refuser.

« M. LANJUINAIS. — Le Comité s'occupe de ces objets et vous fera bientôt son rapport. Je demande l'ajournement à quinzaine de la proposition du préopinant.

« M. FRICAUD. — Eh mais ! Messieurs, c'est que ce mariage presse !

(1) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XX, p. 369.

« M. MARTINEAU. — Je ne vois pas qu'il y ait rien de si pressant : il existe des lois qui défendent les alliances de proches parents, et malgré cela on ne manque pas d'occasions de se marier.

« M. FRICAUD. — Je répète que ce mariage presse, parce que la femme qui sollicite des dispenses est déjà enceinte.

« M. BOUCHE. — En ce cas vous n'avez pas besoin d'un décret provisoire : la question se trouve elle-même décidée par provision. »

Et l'ajournement à quinzaine fut prononcé.

Il n'en fut pas de même, le 3 février 1791 (1), d'une proposition faite par Darnaudat, votée séance tenante :

« L'Assemblée nationale décide que toutes dispenses de mariage aux degrés prohibés seront accordées gratuitement jusqu'à ce qu'elle ait statué sur lesdits empêchements. »

Darnaudat avait fait observer, en effet, que « plusieurs mariages entre journaliers sont empêchés ou retardés dans la ville d'Orthez... et sans doute une infinité d'autres le sont dans l'étendue de l'Empire, parce que, par les anciennes lois, les non-catholiques qui sont dans le cas de solliciter de pareilles dispenses doivent s'adresser à la Chancellerie et payer des droits de marc d'oret autres, assez arbitraires, parce qu'ils sont établis selon la fortune présumée des requérants, et ces frais se portent souvent au-dessus des forces des artisans et des journaliers..... ».

La loi du 20 septembre 1792, en supprimant les dispenses, mit fin à ces plaintes, mais le Code les fit renaître.

(1) *Archives parlementaires*, première série, t. XXII, p. 720.

Le droit de sceau est aujourd'hui de 306 fr. 25 par dispense d'alliance, mais il peut être accordé des réductions qui vont de un vingtième à la remise complète du droit. Aussi n'a-t-on perçu de ce chef en 1905 que 27.112 francs, 70 demandes seulement ayant payé le droit entier (1).

Réduire la réforme de l'article 162 à un simple dégrèvement fiscal, comme le proposait M. Le Chevalier, est quelque peu ironique. Celui qui propose la suppression d'une perception, si minime soit-elle, avec les besoins insatiables de nos budgets, a peu de chances d'être bien accueilli.

*
* *

Nous avons vu plus haut, dans le discours de M. Cabét, en 1832, d'autres inconvénients des dispenses :

Lenteurs. — Toutes les semaines, le Président de la République signe un décret collectif accordant les dispenses que propose la Chancellerie. Mais que l'on compare la date de la demande et celle du décret, et l'on constatera que les intéressés ont en moyenne attendu deux ou trois mois. Dans les pays situés au delà de l'océan Atlantique, les consuls généraux peuvent accorder des dispenses d'âge, d'après l'article 18 de l'ordonnance du 23 octobre 1833, mais ils ne peuvent accorder de dispenses d'alliance : pour qu'un Français épouse sa belle-sœur à Melbourne ou à Valparaiso, il faut qu'un décret soit signé à Paris.

Pour se convaincre de la complication de la procédure nécessaire pour la délivrance d'une dispense d'alliance,

(1) «... Et ce paiement est demandé au rabais ; on exige des riches 300 francs, des moins riches 150 francs, des pauvres 30 francs, 15 francs... » (*Journ. min. pub.*, année 1878, p. 133 sqq.).

il faut lire l'article que M. Perret-Maisonneuve, procureur de la République à Doullens, y a consacré dans la revue « *Les Lois nouvelles* » (année 1905, première partie, p. 113, sqq.). Successivement sont appelés à donner leur avis : les maires des communes où habitent les suppliants, le juge de paix, le procureur de la République, le procureur général, la Chancellerie. Il n'y a guère que le Président de la République et le garde des sceaux, lesquels signent le décret nécessaire d'après l'article 164 du Code civil, qui, vraisemblablement, n'étudient pas le dossier en détail. Une fois le décret signé, il passe par la même filière, dans l'ordre inverse, avec, en sus, le greffier du tribunal, chargé de transcrire l'ampliation du décret et de réclamer aux suppliants, pour le montant des droits de greffe, d'enregistrement et de timbre, 19 fr. 81 (1).

Avec tant de formalités, les retards ne sont pas exceptionnels, et il ne faut pas s'étonner de voir dans le *Manuel-formulaire des Parquets*, de M. Le Poittevin, au mot *Dispenses*, ainsi libellés les titres de colonnes des « Etats des demandes de dispenses d'âge, de parenté et d'alliance » :

Nature de l'affaire	Noms des parties	Date du jour où le Parquet a été saisi	Diligences faites — Motifs des retards	Date de l'envoi au Parquet général	Décision intervenue

(1) 17 fr. 46, d'après le livre de M. H. Bossu, procureur de la République à La Châtre, *Les actes de l'état civil et le mariage*, p. 183 (Pedone, 1910).

Ces lenteurs et ces retards sont surtout regrettables quand le mariage du beau-frère et de la belle-sœur légitimerait un enfant naturel, car on peut toujours craindre qu'avant que le mariage ne soit possible, le père ou la mère de l'enfant ne vienne à mourir ou qu'il ne s'élève entre eux un dissentiment tel que le projet de mariage soit abandonné, ce dont l'enfant supporterait les conséquences.

Gène. — M. Le Chevalier ne considérerait pas comme un inconvénient l'obligation où l'on met les postulants d'expliquer pourquoi ils désirent s'épouser. Si l'on généralisait cette disposition et qu'on ne marie les gens qu'après les avoir priés au préalable d'exposer pourquoi ils veulent se marier l'un avec l'autre, le public estimerait que c'est là un acte d'inquisition vexatoire. La loi dit qu'on peut accorder aux beaux-frères et belles-sœurs des dispenses « pour des causes graves » ; c'est le contraire qu'il faudrait dire : « à moins que des causes graves ne s'y opposent ». Les postulants ne devraient avoir *aucun motif* à invoquer ; ce serait aux autorités locales à soumettre à la Chancellerie les motifs qui, à leur avis, s'opposeraient à la délivrance de la dispense. Plusieurs circulaires parlent de « faveur gouvernementale ». Appeler faveur l'autorisation de se marier, c'est aller un peu loin. M. Martin (du Nord) disait avec raison en 1832 : « Il est de l'intérêt de toute société bien organisée de favoriser les mariages et de restreindre autant que possible les prohibitions. »

Le rapporteur du Sénat se demandait : « s'il y avait des inconvénients à maintenir la prohibition ». La question était mal posée. Ce qu'il faut se demander, c'est si la prohibition de mariage entre beaux-frères et belles-sœurs, après veuvage, présente des avantages

Ici il ne faut pas rester dans l'abstrait. Quels sont ces mariages auxquels la loi apporte des entraves et qu'il faudrait, la plupart du temps, encourager ? Le plus grand nombre des demandes de dispense émane des classes les plus pauvres de la société ; un quart au moins vient des côtes de Bretagne où il est fréquent, quand un marin meurt en mer, laissant une veuve chargée d'enfants, que le frère du défunt l'épouse, pour élever ces enfants. On reproche aux formalités du mariage, en France, d'être compliquées et trop paperassières. Dans les milieux ouvriers des grandes villes, de faux ménages se constituent uniquement à cause du temps et des démarches exigées pour préparer un mariage et se marier. Combien ce danger n'est-il pas plus grand quand il s'agit d'une veuve et de son beau-frère, qui se connaissent depuis longtemps, et pourquoi exiger d'eux des formalités supplémentaires ?

Immoralité. — La nécessité d'obtenir une dispense, fondée sur des considérations morales, aboutit, en fait, à des conséquences diamétralement contraires à son but. Rendant le mariage plus difficile et plus longue la période d'attente, elle pousse les postulants à la dispense à devancer les décisions gouvernementales. Et la faute se commet avec cette circonstance atténuante que la qualité de beau-frère et de belle-sœur permet entre les futurs époux une familiarité dangereuse. Ce n'est pas notre opinion seulement que nous rapportons ici, c'est aussi celle de M. Charles Girault, procureur de la République à Rochechouart (1), rapportée par lui dans un article intitulé « De la prohibition du mariage entre beau-frère et

(1) Du même auteur : *Etude pratique sur les dispenses d'alliance*, (Paris, Marchal, 1874) et article sur le même sujet dans le *Journal du ministère public*, année 1878, p. 133.

belle-sœur » (*Revue pratique de Droit français*, 1873, p. 269) (1). « Si la promesse de mariage, dit-il, est un moyen de séduction, c'est seulement quand un obstacle temporaire s'oppose à l'union des deux amants, quand on attend *les papiers* (ici la dispense). Lorsque le mariage est immédiatement possible, la femme résiste. La prohibition relative est donc une cause de relations coupables, loin d'être un empêchement. » Pour M. Girault, « une prohibition qui se réduit à une formalité dilatoire, fiscale, vexatoire et dangereuse, doit être abrogée ».

*
* *

Enfin il est un inconvénient de la prohibition des mariages entre beaux-frères et belles-sœurs auquel personne ne semble avoir songé, parce qu'il paraît invraisemblable, mais qui n'est pas moins réel. Il ne se passe pas d'années, même à notre époque, où l'on ne relève d'exemples de mariages contractés entre beaux-frères et belles-sœurs sans dispense, parce que le maire, aussi bien que les intéressés, ignoraient l'existence de la prohibition. Ces mariages sont nuls ; on s'en aperçoit généralement lors de la vérification annuelle des registres de l'état civil. Le parquet, en notifiant le fait à la Chancellerie, prévient aussi les époux du vice de leur union ; la plupart du temps, un second mariage avec dispense vient réparer le mal, mais il n'en est pas toujours ainsi et la

(1) M. Girault semble ne pas avoir lu jusqu'au bout les débats parlementaires de 1832, car il ne cite rien du discours de M. Cabet, qui aurait fourni les meilleurs arguments en faveur de sa thèse. M. Girault demande la suppression totale de la prohibition, mais il ne faut pas oublier que la loi sur le divorce n'était pas en vigueur lors de la publication de son article.

femme se trouve alors victime des rigueurs injustifiées de la loi.

Il peut arriver d'ailleurs que le maire se trompe non sur la portée de l'article 162, mais sur l'existence même de l'alliance. Si les deux sœurs qui se marient successivement avec le même homme sont deux sœurs utérines, ne portant pas le même nom, nées en des lieux assez éloignés l'un de l'autre, l'officier de l'état civil, voyant que les pères de ces deux femmes ne sont pas les mêmes, pourra croire à une simple homonymie en ce qui concerne la mère : quoi d'étonnant à ce qu'un homme épouse successivement deux femmes nées chacune d'une mère portant le nom de Jeanne Martin ou de Louise Benoit et qui peuvent être des cousines ?

Voici un exemple plus extraordinaire encore relevé tout récemment sur les registres de l'état civil d'une petite commune de Normandie. Un homme s'était marié avec la fille de sa première femme sans que ni l'un, ni l'autre, ni même le maire se fussent doutés qu'il y avait à cette union un empêchement dirimant. Lorsqu'on apprit à l'instituteur, qui était en même temps le secrétaire de la mairie, l'illégalité du mariage contracté, il répondit naïvement : « Pourquoi donc ? Sa femme était morte, la fille de sa femme ne lui était plus rien. » Comme le mariage n'avait en rien paru choquant aux gens du village, que le parquet, intentionnellement ou non, n'avait élevé aucune observation lors de la vérification des registres et que l'harmonie régnait dans le ménage, on laissa les époux dans l'ignorance de la précarité juridique de leur union et l'on fit parfaitement bien (1).

(1) D'où l'impossibilité de désigner d'une façon plus précise le lieu et la date.

L'article 162 est, d'ailleurs, souvent mal compris. M. Charles Ragel, dans son *Manuel des actes de l'état civil*, fait en général avec beaucoup de soin, le commentaire ainsi (édition 1898, p. 214) :

« Supposons que Paul, défunt aujourd'hui, ait un fils légitime d'un premier mariage, que Marie, sa veuve, ait eu également une fille d'un premier mariage ; leurs enfants, bien que n'étant pas issus de leur union, ne pourront jamais se marier et obtenir dispense. »

Rien n'est plus faux. Le fils de Paul et la fille de Marie, bien qu'étant l'un frère et l'autre sœur des enfants de Paul et de Marie, ne sont rien l'un par rapport à l'autre et peuvent se marier sans dispense.

*
* *

Quelle est la nature de l'empêchement au mariage résultant de la qualité de beau-frère et belle-sœur ? M. le sénateur Chaumié, ancien garde des sceaux, s'exprimait ainsi dans la séance du Sénat du 26 octobre 1907 :

« Si l'empêchement est simplement prohibitif, et peut être levé par des dispenses, comme entre oncle et nièce, tante et neveu, beau-frère et belle-sœur, il est de jurisprudence depuis longtemps constante que, par le mariage célébré après l'obtention des dispenses, les enfants nés avant qu'elles aient été accordées peuvent être légitimés. »

Certes il serait désirable qu'un tel empêchement fût simplement prohibitif, que, si un beau-frère et une belle-sœur se mariaient sans dispense, leur mariage ne fût pas nul et que la seule sanction fût l'amende édictée contre l'officier de l'état civil par l'article 192 du Code civil. Mais la réalité est tout autre : l'article 184 ouvre très large-

ment aux intéressés l'action en nullité contre un mariage célébré sans que les dispenses aient été obtenues, même si les époux et l'officier de l'état civil ignoraient la nécessité de ces dispenses. Le jour où la sévérité de l'article 184 aura été atténuée à l'égard des personnes qui sont énumérées dans l'article 164, alors, mais alors seulement, on pourra dire que l'empêchement de mariage entre beau-frère et belle-sœur est simplement prohibitif.

*
* *

On a critiqué l'institution même de dispense d'alliance et de parenté. «C'est à tort, a-t-on pu dire, qu'on a comparé à ces dispenses les dispenses d'âge de l'article 147 et la dispense de publication et de tout délai de l'article 169. Il n'y a entre elles aucune analogie. Ces dernières ont pour but d'accélérer le mariage. En présence de circonstances exceptionnelles, urgentes, on est obligé de devancer le terme fixé par la loi, soit pour l'âge de la nubilité, soit pour l'époque de la célébration. Ici les dispenses sont absolument nécessaires et la procédure d'information et de décision doit être extrêmement rapide. Au reste, réserve faite pour le cas de mariage *in extremis*, la question qui se pose n'est pas celle de savoir si le mariage aura lieu ou n'aura pas lieu, mais s'il aura lieu plus tôt ou plus tard. En cas de refus de dispense, le mariage sera célébré ultérieurement.

Pour les dispenses de parenté ou d'alliance, la Chancellerie est appelée à dire si le mariage pourra ou non avoir lieu ; si la dispense est accordée, l'union du beau-frère et de la belle-sœur sera légale ; si elle est refusée, ce ne sera pas seulement du concubinage, ce sera un

inceste (1). N'est-ce pas le cas de répéter l'opinion émise par Berlier, dans la discussion de l'an IX : « Il vaut mieux que la loi permette ouvertement une chose qui n'est pas essentiellement mauvaise, que de dire que l'honnêteté publique la défend et de placer cependant à côté du précepte un moyen légal de la violer (2). »

Le système du Code suisse de 1907 est plus net : il prohibe complètement le mariage entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu, et, comme la plupart des législations modernes, il autorise pleinement le mariage entre beaux-frères et belles-sœurs.

Le système des articles 162 et 164 aboutit en somme à un non-inceste conditionnel, dépendant de l'agrément du pouvoir exécutif, conception assez difficile à admettre.

*
* *

Le système se comprend d'autant moins que le Code

(1) Un homme deux fois veuf s'est adressé au procureur de la République de son arrondissement pour savoir s'il avait besoin d'une dispense pour épouser la sœur de sa première femme. La question a été transmise au ministère de la justice et la réponse fut affirmative. L'alliance survit non seulement au décès du conjoint qui la produisait, mais aux mariages successifs.

(2) Voici comment s'expriment deux auteurs hostiles à l'institution des dispenses d'alliance :

« Il faut rendre la prohibition absolue ou la lever complètement. Ce dernier parti me paraît le plus sage et je crois avoir pour moi l'opinion de tous ceux qui ont vu de près les affaires de cette nature » (Albert Desplagnes, *De l'administration des Parquets*).

« La faculté réservée aujourd'hui au chef de l'Etat par l'article 164 du Code civil est à la fois immorale et dangereuse. Nous demandons formellement que le législateur abolisse tout à fait ceux des empêchements pour lesquels le Code permet d'accorder des dispenses » (Daniel de Folleville, professeur à la Faculté de droit de Douai, *Revue pratique*, juillet 1873).

est plus exigeant pour les beaux-frères et belles-sœurs que pour les oncles et nièces. L'article 162 contient les mots « légitimes ou naturels » qui ne se trouvent pas dans l'article 163. Il en résulte la conséquence suivante. De deux sœurs, l'une est une enfant légitime, l'autre une fille naturelle reconnue par leur mère commune ; l'une de ces deux sœurs est mariée et a un fils ; l'autre, pour épouser ce fils, son neveu, n'aura pas besoin de dispense tandis qu'elle aurait besoin d'une dispense pour épouser son beau-frère devenu veuf.

L'omission des mots « légitimes ou naturels » dans l'article 163 conduit d'ailleurs à des résultats absurdes. Une femme a deux filles, l'une légitime, l'autre naturelle et reconnue. Si le frère de cette femme veut épouser sa nièce naturelle, il n'aura aucune dispense à demander ; s'il veut, au contraire, épouser sa nièce légitime, il devra demander l'autorisation au Président de la République. En cette matière, il ne devrait exister aucune distinction entre la parenté légitime et la parenté naturelle.

Il importe de remarquer que deux points sont aujourd'hui hors de doute, bien qu'on ait longuement disserté sur l'un et sur l'autre :

1° L'alliance ne peut résulter que du mariage et non du concubinage, même légalement établi par une reconnaissance d'enfant naturel. On peut donc sans dispense épouser la maîtresse de son frère ou la sœur de sa maîtresse. Comparons les deux situations qui résultent de cette règle :

A. — Paul et Pierre sont frères ; Paul a un fils de sa maîtresse Louise et tous deux le reconnaissent ; Pierre pourra épouser Louise sans dispense.

B. — Inversement, Louise a été la femme légitime de

Pierre; veuve ou divorcée, elle a un enfant naturel de Paul : cet enfant pourra être reconnu soit par Paul, soit par Louise, mais non par Paul et Louise, parce qu'il est réputé incestueux. On peut, à juste titre, trouver choquant que la condition juridique de l'enfant naturel dépende de la question de savoir si Louise a été la maîtresse de Paul avant ou après son mariage avec Pierre.

2^o La parenté naturelle qui oblige un frère à demander une dispense pour épouser celle qui fut la femme de son frère est la parenté naturelle légalement établie. Si deux hommes, Pierre et Paul, sont des enfants du même couple, mais si l'un d'eux ou tous deux n'ont point été reconnus par leurs parents, ils pourront sans dispense épouser successivement la même femme (1). Toutefois, lorsqu'il y a eu un désaveu de paternité, l'obtention d'une dispense est nécessaire pour que l'enfant désavoué puisse épouser la veuve de son frère, car la jurisprudence considère qu'une filiation adultérine ou incestueuse légalement établie suffit pour constituer un empêchement au mariage pour les personnes désignées dans les articles 161 et 162 du Code civil (C. cass., ch. crim., 6 avril 1809, cité par Labori, *Rép.*, V^o *Mariage*, n^o 52) (2).

Mais on peut se demander ce qu'il faudrait décider si la filiation ne s'établissait légalement qu'après le second mariage, par exemple dans l'espèce suivante : Pierre et

(1) Dans son *Etude pratique*, citée plus haut, M. Charles Girault tire de ces deux principes dix hypothèses dans lesquelles on peut se demander si l'alliance en ligne collatérale constitue un empêchement au mariage.

(2) Il est exact que l'arrêt du 6 avril 1809 examine la question de savoir si un homme est l'allié de l'enfant adultérin de sa femme, mais il ne s'agissait pas d'un mariage, il s'agissait de la recevabilité d'une déposition devant la Cour d'assises.

Paul sont des enfants naturels non reconnus, et, en réalité, ils sont frères. Pierre meurt laissant des enfants et une veuve que Paul épouse sans solliciter de dispense. Plus tard les père et mère de Paul et de Pierre se marient, légitimant leurs deux fils dans leur acte de mariage. Cette légitimation permettra-t-elle d'intenter une action en vue de faire annuler le mariage de Paul comme contracté en violation de l'article 162 ? La plupart des auteurs penchent pour la négative, mais ils envisagent surtout une hypothèse différente, celle où, pour faire annuler le mariage de son fils avec une fille naturelle non reconnue, un père emploierait le moyen héroïque qui consisterait à reconnaître lui-même pour sa fille celle qu'on veut lui imposer comme bru. Une reconnaissance postérieure au mariage, dit-on alors, ne doit pas en faire prononcer l'annulation, parce que, vraisemblablement, elle n'est pas un aveu sincère, elle ne correspond pas à la réalité des faits. Ce n'est qu'exceptionnellement, surtout si elle émane de la mère, qu'une telle reconnaissance, prouvée exacte, doit entraîner l'annulation du mariage. Le *Répertoire de Dalloz*, au mot *Mariage*, n° 242, faisant allusion à un passage de Duranton (1), s'exprime ainsi :

« Cette opinion de M. Duranton semble devoir être suivie en ce sens que, lorsqu'il aura été contracté un mariage, on ne devra admettre une reconnaissance postérieure de paternité ou de maternité qu'avec une extrême difficulté. »

La question est assez délicate. L'officier de l'état civil ne peut se refuser à enregistrer une reconnaissance d'enfant naturel sous prétexte qu'elle aurait pour consé-

(1) Duranton, *Cours de droit français*, livre I^{er}, titre V, n° 467, éd. 1834, t. II, p. 126.

quence éventuelle l'annulation d'un mariage, et cette reconnaissance une fois faite doit être présumée exacte jusqu'à ce qu'une personne y ayant intérêt la fasse annuler, comme l'article 339 du Code civil lui en donne le moyen. Si donc un homme veut éviter de voir annuler son mariage parce qu'une reconnaissance postérieure à ce mariage est venue constater entre sa femme et lui une parenté ou une alliance à un degré prohibé, il doit faire annuler cette reconnaissance ; s'il ne le fait pas ou s'il ne peut prouver que cette reconnaissance est frauduleuse, les tribunaux, semble-t-il, sont dans l'obligation d'annuler le mariage.

Prenons l'hypothèse inverse. Un homme a un fils légitime, Paul, et un fils naturel reconnu, Pierre. Pierre épouse sans dispense la veuve de Paul, puis, sur sa demande, la reconnaissance de paternité est judiciairement annulée. Une personne y ayant intérêt et invoquant l'article 184 du Code civil pourra-t-elle faire annuler le mariage, comme contracté en violation de l'article 162 ? Evidemment, à l'époque du mariage, les conjoints, étant aux yeux de la loi beau-frère et belle-sœur, ont eu le tort de ne pas solliciter et obtenir la dispense nécessaire. Cependant, si l'action en annulation de mariage n'est intentée qu'après l'annulation de la reconnaissance, son succès est fort douteux ; mais il en serait autrement, peut-être, si l'annulation d'une reconnaissance antérieure au mariage était demandée et même prononcée au cours d'une action en annulation de mariage.

Le problème n'a pas, en ce qui concerne les beaux-frères et belles-sœurs, la gravité qu'il comporte pour toutes les autres personnes désignées aux articles 161 et

162 du Code civil. Car, pour le passé, ils jouiraient certainement, dans les hypothèses que nous venons d'examiner, du bénéfice de la putativité et, pour l'avenir, ils n'auraient pas de peine à obtenir une dispense leur permettant de contracter un nouveau mariage.

*
* *

La circulaire du 10 mai 1824 contenait le paragraphe suivant :

« Les étrangers qui se marient en France sont soumis, comme les sujets du Roi, à la nécessité d'obtenir des dispenses dans les cas déterminés par la loi, quand même celle de leur pays ne leur imposerait pas cette obligation, par la raison que le mariage, étant un contrat du droit des gens, est toujours, *quant à la forme*, régi par la loi du pays où il se passe. Il n'y a pas de distinction à établir entre le cas d'un mariage contracté entre deux étrangers et celui contracté entre un étranger et un Français. »

Une pareille thèse est assez difficile à admettre. Il ne s'agit pas de forme, mais de capacité, et, lorsque deux étrangers, beau-frère et belle-sœur, sujets d'un pays où la prohibition n'existe pas, se marient en France, la dispense ne devrait pas être exigée d'eux. Si telle est encore la solution prescrite par une lettre du garde des sceaux au procureur général d'Amiens, du 18 juillet 1877, qui a fixé ce point de droit (1), on peut craindre que des considérations fiscales n'aient pas été étrangères à cette décision.

En outre, dans l'article de M. Perret-Maisonnette

(1) Cf. Mersier, *Traité des actes de l'état civil*, n° 265, et *Bulletin officiel du ministère de la justice*, 1877, p. 92.

cité plus haut, parmi les pièces à produire au parquet de l'arrondissement en vue de l'obtention d'une dispense d'alliance figure :

« ... 10° Dispense du gouvernement étranger, au cas où l'un des futurs époux est étranger, ou preuve que la loi du pays d'origine du futur époux ne prohibe pas le mariage projeté (Décret des 24 avril, 27 août 1879, décret des 18-26 juillet 1877). »

Par conséquent, si le futur époux est sujet d'un Etat où les dispenses sont exigées comme en France pour les mariages entre beaux-frères et belles-sœurs, ce sont les dispenses accordées par son gouvernement qu'il devra fournir ; si, au contraire, il est sujet d'un Etat où les beaux-frères et belles-sœurs peuvent se marier sans dispenses, il devra néanmoins, pour se marier en France, obtenir les dispenses accordées par le gouvernement français.

L'Etat français n'abuse-t-il pas de son droit en exigeant d'un Suisse et d'une Allemande, lors de leur mariage en France, le versement de droits spéciaux, parce qu'ils sont beau-frère et belle-sœur, alors qu'ils pourraient se marier sans formalités ni taxes supplémentaires dans le pays d'origine de l'un ou de l'autre ?

*
* *

Une dernière conséquence regrettable de l'existence de la prohibition de mariage entre beaux-frères et belles-sœurs résulte de la disposition de l'article 335 du Code civil, ainsi conçu : « Cette reconnaissance ne pourra avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin (1). » Or, l'inceste étant déterminé,

(1) Jusqu'à la loi du 7 novembre 1907, on se demandait si des

dans notre législation actuelle, par la prohibition de mariage, l'enfant naturel né de deux personnes qui ont été jadis beau-frère et belle-sœur du vivant d'une tierce personne, conjoint de l'un et frère ou sœur de l'autre, ne peut être reconnu que par son père ou par sa mère, mais non par tous deux. Il y a plus : l'enfant n'est pas valablement reconnu par son père seul, lorsque celui-ci indique dans l'acte le nom de la mère, même si l'alliance n'y est pas rappelée (1). Et la jurisprudence est sévère pour une telle reconnaissance. Dans deux affaires semblables, rapportées au Sirey (année 1860, 2, 1, et année 1861, 1, 486), les Cours d'appel de Bourges et de Bordeaux avaient rendu des arrêts en sens contraires. La Cour de cassation, le 1^{er} mai 1861, rendit deux arrêts conformes à la thèse de la Cour de Bordeaux, c'est-à-dire à la nullité de la reconnaissance. Dans l'arrêt de la Cour de Bordeaux on pouvait lire :

«.... Attendu que, s'il est vrai que, lorsque l'acte de reconnaissance garde le silence sur le nom de la mère de l'enfant, on ne peut se livrer contre lui à la recherche de cette maternité, pour établir qu'elle serait incestueuse ou adultérine, et arriver ainsi à un scandale plus grand peut-être que celui que la sagesse du législateur a voulu

beaux-frères et des belles-sœurs pouvaient légitimer leurs enfants naturels. La très grande majorité de la doctrine se prononçait pour la négative, l'article 331 du Code civil interdisant formellement la légitimation des enfants incestueux. La jurisprudence, elle, d'une façon constante, admettait la validité de ces légitimations, qui, dans la pratique, avaient fini par n'être plus contestées. La loi du 7 novembre 1907, en effaçant de l'article 331 l'interdiction de la légitimation des enfants incestueux, a enlevé tout intérêt, même rétroactif, à ce débat.

(1) Pierre Piton, *De la filiation des enfants adultérins ou incestueux*. Thèse (1902), p. 51.

empêcher, il est vrai aussi que, lorsque, dans l'acte même de reconnaissance, le père a le triste courage d'établir lui-même que ce qu'il entend reconnaître, c'est bien le fruit de l'inceste ou de l'adultère, il fait un acte dont la nullité comme l'immoralité ne sauraient être trop hautement proclamées... »

Or il s'agit d'un enfant qui, dès alors, d'après la jurisprudence, pouvait être légitimé par le mariage subséquent de ses père et mère lorsque la dispense avait été accordée. La légitimation étant admise, pourquoi cette indignation lyrique contre l'immoralité du père qui a fait la reconnaissance ?

*
* *

Toutes les prohibitions de mariage pour cause de parenté ou d'alliance ne devraient pas avoir les mêmes conséquences quant à la reconnaissance des enfants naturels. « Celles qui résultent de la nature », comme disait M. Gaillard de Kerbertin en 1832, l'inceste de deux parents en ligne directe, par exemple, doivent avoir pour conséquence la sanction de l'article 335. Il n'est d'ailleurs pas à supposer qu'un homme aille jamais à la mairie déclarer qu'un enfant est né de lui et de sa fille. C'est là le criterium. Quand il y aurait préjudice pour l'enfant, la reconnaissance ne doit pas être admise.

Mais pour ces prohibitions qui « résultent de la loi civile » et dont le type est bien celle dont nous nous occupons, l'article 335 est inutilement draconien. Qu'on n'autorise pas les beaux-frères et les belles-sœurs à se marier, sinon après l'obtention d'une dispense, passe encore ; mais que leur enfant naturel, né trois ou quatre ans après la dissolution du précédent mariage, ne puisse être reconnu par tous deux, voilà qui est inadmissible ;

l'enfant seul supporte alors les conséquences de cette pénalité civile.

*
* *

En fait, les dispenses sont toutes accordées, ou peu s'en faut. Voici la statistique des dernières années :

	DISPENSES	
	DE PARENTÉ	D'ALLIANCE
1902	114	1.189
1903.....	111	1.224
1904.....	127	1.274
1905.....	107	1.283
1906.....	133	1.176
1907.....	118	1.205
1908.....	119	1.311

Les demandes rejetées sont en nombre infime. On peut voir que la circulaire de M. Vallé, de 1904, ne faisait que sanctionner les habitudes prises par la Chancellerie depuis plusieurs années. Et il ne pouvait en être autrement. Quand on crée une dispense, en toutes occasions, elle devient presque toujours facile à obtenir. Or, selon la forte parole de Lanjuinais : « Il n'y a que les mauvaises lois qui excusent les dispenses fréquentes (1). »

(1) Lanjuinais, *Rapport sur la nécessité de supprimer les dispenses de mariage, de supprimer ou de modifier les obstacles qui le retardent ou l'annulent, enfin d'établir une forme purement civile pour constater l'état des personnes*, juin 1791 (Bibliothèque Nationale, L²⁹⁶, 2097).

Pour se convaincre de la facilité avec laquelle, de tous temps, ont été accordées les dispenses sollicitées en vue d'un mariage, il suffit de lire l'énumération des cas de dispenses que donne Pothier, dans son traité *Du contrat de mariage*, nos 283 et suivants :

« Les principales causes qu'on a coutume d'exposer en cour de Rome pour obtenir dispense des empêchements de parenté et d'affinité, sont : 1^e celle qu'on appelle *ob angustiam loci*, lorsqu'une fille expose que, si elle était obligée de se marier hors de sa parenté et affinité, elle aurait peine à trouver dans le lieu de sa demeure des personnes de son état qu'elle pût épouser.

« La seconde est celle qu'on appelle *indotata*.

« Et la troisième, qu'on appelle *ob incompetentiam dotis*, par laquelle une fille expose qu'elle n'a point de dot à apporter en mariage, ou qu'elle n'a pas de quoi en apporter une suffisante pour supporter les charges d'un ménage avec un homme de son état, et qu'elle courrait risque de ne pas trouver à se marier, si on ne lui permettait d'épouser un tel son parent, qui veut bien la prendre sans dot, ou avec une dot modique...

« ...La cinquième est celle qu'on appelle *pro oratrice excedente vigesimumquartum annum*, par laquelle une fille expose qu'ayant déjà passé un tel âge (qui doit au moins excéder 24 ans) sans pouvoir trouver à se marier, elle courrait risque de ne pas trouver si on ne lui permettait d'épouser un tel.

« La sixième cause est celle par laquelle une fille expose qu'il y a dans son pays beaucoup d'hérétiques cachés, et que, si on ne lui permettait pas d'épouser un tel, son cousin, dont l'orthodoxie lui est connue, elle courrait risque d'épouser un hérétique caché, qui pourrait la pervertir,...

« On accorde quelquefois des dispenses d'empêchement de parenté ou d'affinité, sans que les parties aient exposé dans leur supplique aucune cause pour les obtenir. Les casuistes, pour autoriser ces dispenses, disent que le bon usage qui est fait des sommes que l'on donne pour les obtenir est une cause pour les accorder. »

Et, de fait, quand deux personnes désirent se marier ensemble, c'est la cause la plus grave du mariage qu'on puisse exiger d'elles. Aussi de nos jours ne considère-t-on plus comme indispensables les causes énumérées dans les circulaires du ministère de la justice qui ont été émises au cours du siècle dernier.



« Il est de l'intérêt de toute société bien organisée de favoriser les mariages et de restreindre, autant que possible, les prohibitions. » Dans les plaidoyers en faveur de la prohibition de mariage entre beaux-frères et belles-sœurs, il y a trop d'abstraction. Il faut bien reconnaître, comme on l'a constaté depuis longtemps, que, dans nos mœurs contemporaines, ces mariages ne sont nullement vus avec défaveur.

En Angleterre, le 28 août 1907, a été promulgué l'act autorisant le mariage avec la sœur de l'épouse décédée (1).

La Chambre des lords avait, à de nombreuses reprises, repoussé cette innovation, mais, sous la pression de l'opinion publique, elle a fini par approuver la décision de la Chambre des communes. Cet act ne s'applique pas au mariage avec le frère du mari décédé, mais, dans les limites de son application, il n'exige pas de dispenses.

(1) *The public general acts passed in the seventh year of the reign of his Majesty King Edward the Seventh*, p. 215.

L'Allemagne, la Suisse, le Portugal, la Suède, etc...., ignorent notre prohibition de mariage entre beaux-frères et belles-sœurs, et cependant la législation de presque tous ces pays admet le divorce. Il en est de même de la plupart des Etats-Unis d'Amérique.

Les pays qui ont maintenu cette prohibition sont ceux dont les lois conservent encore une forte empreinte des dogmes théologiques : l'Espagne, l'Autriche, ou ceux dont les Codes ont pour origine notre Code civil français, comme la Hollande.

Inversement, si l'on parcourt, dans le livre de M. Lehr sur le mariage en droit comparé, la liste des prohibitions de mariage pour cause de parenté ou d'alliance, on voit que partout le mariage est prohibé entre ascendants et descendants, entre alliés en ligne directe et entre frères et sœurs et que, si la prohibition de mariage entre oncle et nièce, tante et neveu, est générale, elle est le plus souvent atténuée par la possibilité d'une dispense.

La prohibition de mariage entre beaux-frères et belles-sœurs a quelque chose de factice. Elle ne peut se justifier, pour des motifs de convenance, qu'après divorce. Après veuvage, c'est une suspicion généralisée d'adultère : on empêche, disait-on en l'an IX, un homme d'épouser sa belle-sœur après veuvage pour lui éviter la tentation de la séduire du vivant de son frère. Le raisonnement est plus subtil que vraiment psychologique. Si un homme est assez peu scrupuleux pour séduire la femme de son frère, — et il ne faut pas se dissimuler que l'hypothèse n'est pas purement théorique, — il ne sera assurément pas arrêté par la pensée que, plus tard, lorsque son frère sera mort, dans un nombre indéterminé d'années, il ne pourra réparer sa faute par le mariage. Quant à l'oncle et

à la mère d'Hamlet, ceux-là sont véritablement des monstres, tout à fait exceptionnels, et ce n'est pas pour empêcher des forfaits comme le leur qu'il sied de rendre difficile le mariage, digne de toute approbation, d'un homme qui épouse sa belle-sœur pour assurer le sort de ses neveux et nièces.

III

De tout ce qui précède, quel texte pourrait-on tirer ? Celui-ci :

« L'article 162 est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois l'alliance ne constitue pas un empêchement à un second mariage lorsque le premier n'a pas été dissous par un divorce prononcé au profit du conjoint qui produisait cette alliance. »

Ou, plus simplement :

« Toutefois l'alliance ne constitue pas un empêchement au mariage après le décès du conjoint qui la produisait. »

Cette dernière rédaction présenterait deux avantages : elle serait comprise plus facilement par les officiers de l'état civil et, en outre, elle simplifierait la preuve à fournir pour contracter un second mariage sans dispense, la production de l'acte de décès du premier conjoint étant suffisante. On peut dire, sans outrager personne, que, parmi les secrétaires de mairie, il en est dont l'intelligence juridique est un peu fruste et qui sont arrêtés dès que se présente à eux une question tant soit peu complexe. La prudence commande, si l'on veut éviter la célébration de mariages nuls, de donner à l'article 162 du Code civil la forme la plus simple possible. A ce point de vue, le texte primitif de MM. Victor Fort, Colliard et

Normand était le plus net, puisqu'il supprimait toute difficulté, et l'on peut se demander, lorsqu'on se place au point de vue pratique, si cet avantage, à lui seul, ne l'emporte pas sur tous ceux que peuvent présenter des textes plus subtils, établissant des distinctions entre certains beaux-frères et certains autres.

Quoi qu'il en soit, il est évidemment plus facile de se rendre compte si telle personne est décédée ou non que de rechercher s'il y a eu divorce ou non, et au profit de qui.

Nous trouverions une disposition de ce genre dans l'Act anglais du 28 août 1907, décidant que : « Nul ne pourra légalement épouser la sœur de sa femme divorcée, que le divorce ait été prononcé au profit de l'un ou de l'autre époux, durant la vie de ladite épouse. »

En Belgique, bien que la loi ne semble autoriser l'octroi de dispenses d'alliance qu'aux veufs, nous avons vu qu'aujourd'hui les dispenses sont accordées, même après divorce, lorsque le conjoint qui produisait l'alliance est décédé. Ce décès semble alors mettre réellement fin à l'alliance, comme il met fin à tous les litiges possibles pouvant survenir après le divorce, quant à la pension de l'article 301 du Code civil et à la garde des enfants.

*
* *

L'article 164 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Néanmoins il est loisible au Président de la République de lever, si des causes graves ne s'y opposent, les prohibitions, etc.... »

Il est impossible d'admettre, avec M. le député Maurice Viollette, qu'un texte de loi soit virtuellement abrogé. Du moment qu'il est entendu qu'on ne le respecte plus,

il faut l'abroger expressément. Aujourd'hui on reconnaît qu'en matière de dispenses de parenté ou d'alliance la prohibition doit être l'exception et la dispense la règle : il serait donc logique de différencier par leur rédaction les articles 164 du Code civil, d'une part, et 145 et 169, de l'autre, en ce qui concerne les causes graves qui doivent faciliter ou empêcher l'obtention des dispenses. Au reste, la modification de l'article 162 diminuerait dans une très grande proportion le nombre des demandes de dispenses soumises à l'agrément du Président de la République.

*
* *

« L'article 335 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Cette reconnaissance ne peut avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce adultérin ni de ceux nés de personnes parentes, légitimes ou naturelles, en ligne directe ou au deuxième degré en ligne collatérale. »

L'article 335 actuel du Code civil interdit toute reconnaissance faite au profit d'un enfant incestueux, c'est-à-dire né de deux personnes entre lesquelles le mariage est interdit, d'une façon générale, pour cause de parenté ou d'alliance, avec ou sans dispense. On peut se demander, tout d'abord, si cette interdiction se justifie ; en effet, de deux choses l'une : ou l'enfant incestueux sera né de deux personnes entre lesquelles la parenté est à ce point rapprochée, un père et sa fille par exemple, qu'il est peu vraisemblable qu'elles feront devant l'officier de l'état civil l'aveu de leur crime, ou, au contraire, il n'y aura entre le père et la mère de l'enfant qu'un lien assez peu étroit, une simple alliance ou une parenté au troisième

degré, pour qu'il ne résulte, en faveur de l'enfant, que des avantages à sa reconnaissance par son père et sa mère. Autre chose est l'interdiction absolue, qui s'impose, au nom de la morale, du mariage entre une femme et son beau-fils, par exemple, autre chose est l'interdiction de la reconnaissance de l'enfant naturel qui leur serait né plusieurs années après le décès de l'homme qui produisait l'alliance. Cette interdiction frappe bien inutilement un enfant non adultérin, et l'on ne sait pas ce que la morale peut y gagner (1).

La modification de l'article 162 en ce qui concerne les beaux-frères et belles-sœurs entraînerait nécessairement celle de l'article 335. Supposons, en effet, un homme qui, trois ans après la dissolution de son mariage, a un enfant naturel avec la sœur de sa femme. Si l'article 162 est modifié et que l'article 335 ne l'est pas, l'enfant pourra-t-il être reconnu par ses père et mère? Oui ou non. Si le père est veuf, l'enfant est naturel simple et peut être reconnu; si le père est divorcé, l'enfant est réputé incestueux et ne peut être reconnu que par sa mère ou par son père, mais non par tous les deux: une telle solution serait déraisonnable.

Si les articles 762 et 908 § 3 du Code civil n'existaient pas, l'interdiction de la reconnaissance des enfants incestueux pourrait être supprimée sans inconvénient. Mais il ne faut pas oublier que ces deux articles n'attribuent aux enfants incestueux que des aliments dans la succession de leurs parents: s'ils n'étaient plus mentionnés dans l'article 335, il en résulterait qu'un enfant naturel pourrait être légalement reconnu par un beau-frère et une

(1) Cf. Archives nationales. BB¹⁵ 106. Dossiers Pierre-Marie Le Clerc et Jacques Lebourg.

belle-sœur, mais qu'à la mort de ses parents, cet enfant serait évincé de leur succession par tout autre héritier.

Il y a donc lieu de préciser, dans l'article 335, quels sont ces enfants incestueux auxquels ne sont accordés que des aliments ; ce sont ceux dont la conception est un crime, sinon au point de vue pénal, tout au moins au point de vue moral, les enfants de frère et sœur et ceux de parents en ligne directe. Toutefois, comme les articles 762 et 908 § 3 ne s'appliquent que lorsque la filiation des enfants qu'ils visent est légalement constatée à l'égard de leur père et de leur mère et qu'en fait elle ne l'est, pour ainsi dire, jamais, les articles 762 et 908 § 3, qui aujourd'hui ne sont que très rarement appliqués, deviendraient tout à fait lettre morte en ce qui concerne les enfants incestueux (1).

*
* *

« Les dispenses prévues aux articles 145 et 164 du Code civil sont délivrées gratuitement. »

Tel était le vœu de M. Le Chevalier lui-même dans le rapport où il repoussait toute modification à l'article 162.

*
* *

Mais, pour retrouver les 27.000 francs dont l'article ci dessus priverait le budget, il faudrait trouver une ressource correspondante. L'occasion serait bonne de donner la sanction qui est réclamée à l'article 171 du Code civil.

(1) La question de savoir si l'article 335 ne devrait pas être également modifié à l'égard des enfants nés d'un commerce adultérin ne peut être examinée ici.

« L'article 171 du Code civil est complété par les mots suivants :

«.... sous peine d'une amende de cinquante à mille francs. »

Actuellement les Français qui, après s'être mariés à l'étranger, rentrent en France et ne font pas transcrire leur acte de mariage sur les registres de l'état civil n'en-courent aucune pénalité. Aussi la disposition de l'article 171 est-elle souvent transgressée. Si le pays où le mariage a été contracté n'est pas un de ceux qui échan-gent avec le nôtre les actes de l'état civil de leurs nation-naux respectifs, les époux pourront dissimuler leur situa-tion de gens mariés et tromper les tiers. Leur asbten-tion est d'autant plus inexcusable que la transcription, faite dans les trois mois du retour en France, est gratuite.

*
* *

« La traduction en langue française de l'acte de ma-riage des indigents, faite en vue de la transcription au retour en France, est à la charge de la commune où doit se faire cette transcription. »

Il s'agit, par exemple, d'émigrants rapatriés.

Actuellement la traduction reste toujours à la charge de celui qui en a besoin. Un Français âgé de moins de trente ans a besoin pour se marier de l'acte de décès de son père, mort en Italie. La traduction de cet acte reste à sa charge, fût-il indigent. Les associations de bienfaisance, dans les grandes villes, prennent souvent à leur compte cette dépense. Mais, dans le cas dont nous nous occupons, la transcription étant obligatoire et l'intéressé n'ayant pas l'argent nécessaire pour la traduction, il est juste que ce soit la commune qui en assume les frais.

*
* *

L'ensemble des dispositions ci-dessus proposées corrigerait, semble-t-il, heureusement ce qu'ont d'inutilement tracassier les dispenses actuellement exigées pour le mariage des beaux-frères et des belles-sœurs.

Vu :

Le Président de la thèse,

A. COLIN.

Vu :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

I. — NOTES SUR L'ÉTAT CIVIL

	Pages
INTRODUCTION	1
Les registres	9
Registres imprimés	9
Nombre des registres	13
Date des transcriptions	14
Forme des registres	14
Registres parisiens	16
Timbre	16
Marge	18
Formule des mentions en marge	21
Tables décennales	22
Lecture des actes	25
Témoins	26
Signature du maire	28
Affaire d'Ispagnac	29
Etat civil des fractions de communes	31
Coût des expéditions	33
Légalisation	34
Vérification annuelle	36
Doubles vérifiés	39
Contrôle administratif à Paris	42
Rapports des maires et des procureurs de la République	43
Mariages et publications de mariages	44
Diversité des actes de mariage	44
Seine	45
Seine-et-Oise	48
Gironde	50
Var	51
Creuse	53

Basses-Alpes	55
Gard.	60
Yonne (an XII)	62
Acte de mariage belge	64
Détails	66
Projet d'unification	67
Eléments essentiels de l'acte de mariage	69
Multiplicité des publications.	70
La publication et le conseil de famille	74
Autorisation au mariage des mineurs non reconnus	75
Inconvénients des publications multiples	77
Publications défectueuses	78
Utilité des publications	79
Inutilité du registre des publications	80
Transcription des jugements de divorce.	81
Certificat de célébration civile	81
Célébration.	83
Mariage des étrangers en France.	87
Transcription de l'acte de mariage célébré à l'étranger.	87
Acte de mariage anglais.	91
Naissances et reconnaissances.	92
Loi du 30 novembre 1906.	92
Pluralité de pères naturels.	93
Déclaration du nom de la mère.	94
Date et lieu de la reconnaissance.	95
Différence d'âge.	96
Actes de décès	97
Conflit négatif.	97
Transcription de l'acte de décès au lieu du domicile.	99
Mention du décès en marge de l'acte de naissance.	101
Ouvrages de MM. Loir et Lionel d'Albiouse	103
Livrets de famille.	104
Vœux des assemblées locales	106
Proposition de loi Joseph Morel	106
Proposition de loi Chassaing.	108
Rapport Louis Brunet	110
Propositions récentes	111
Opinion de M. Garcement	112
Formules d'actes de décès.	114
Héritiers mineurs sans tuteurs	116

Agents de funérailles	117
Date et lieu du décès	118
Décès sur la limite de deux arrondissements parisiens	119
CONCLUSIONS.	121
Annexe (Circulaire de 1840)	125

II. — MARIAGES ENTRE BEAUX-FRÈRES ET BELLES-SŒURS

INTRODUCTION	129
I. — De l'an IX à 1907.	130
Discussion au Conseil d'Etat (an IX)	132
Dossiers des Archives nationales (1803-1815).	134
Mémoire Nayliès (1814)	142
Lettre du sous-officier Ancelin (1815)	144
Dossiers des archives de Versailles (1814-1820)	145
Supplique du capitaine Brisset (1814).	147
Proposition du député Emeric-David (1814)	149
Proposition de M. de Verneilh-Puiraseau (1819)	151
Proposition du baron Roger (1831)	154
Discussion à la Chambre des députés (1832).	155
Lois belges (1827-1831)	159
Circulaires des gardes des sceaux.	160
Circulaire Barthe (1832)	160
Circulaire Marie (1848).	160
Circulaire Dufaure (1875)	161
Circulaire Vallé (1904)	162
Proposition de loi Saint-Martin (1879)	163
Rapport Casimir-Périer (1880).	165
Rapport Naquet (1881).	167
Proposition de loi Honoré Pontois (1891)	167
Proposition de loi Victor Fort (1907)	168
Rapport Viollette (1907)	170
Dispenses après divorce	172
Affaire Robillon (1894).	173
Plaidoirie Paul Morel (1897)	174
Affaire Ledauseur (1892).	175
Annulation de mariage.	177

II. — La décision du Sénat (1908).	179
Rapport Le Chevalier	179
Frais des dispenses	181
Lenteurs	184
Gêne.	186
Immoralité	187
Ignorance des maires	188
Nature de l'empêchement.	190
Valeur juridique des dispenses	191
Comparaison des articles 162 et 163 du Code civil	192
Alliance résultant de la parenté naturelle	193
Etrangers.	197
Reconnaissance des enfants naturels de beaux-frères et belles-sœurs.	198
Conséquences inadmissibles de l'article 335 du Code civil	200
Statistique	201
Motifs des dispenses d'après Pothier	202
Droit comparé.	203
III. — Texte proposé	205
Article 162 du Code civil.	205
Article 164 du Code civil	206
Article 335 du Code civil	207
Gratuité des dispenses.	209
Article 171 du Code civil	209
Frais de traduction	210

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)